

# 6.

## Marchés de valeurs et des instruments dérivés

---

- 6.1 Avis et communiqués
  - 6.2 Réglementation et instructions générales
  - 6.3 Autres consultations
  - 6.4 Sanctions administratives pécuniaires
  - 6.5 Interdictions
  - 6.6 Placements
  - 6.7 Agréments et autorisations de mise en marché de dérivés
  - 6.8 Offres publiques
  - 6.9 Information sur les valeurs en circulation
  - 6.10 Autres décisions
  - 6.11 Annexes et autres renseignements
-

## 6.1 AVIS ET COMMUNIQUÉS

Aucune information.

## 6.2 RÉGLEMENTATION ET INSTRUCTIONS GÉNÉRALES

### 6.2.1 Consultation

Aucune information.

### 6.2.2 Publication

#### **Règlement modifiant le Règlement 45-106 sur les dispenses de prospectus - Dispense pour placement au moyen d'une notice d'offre**

L'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité ») publie le texte révisé, en versions française et anglaise, du règlement suivant :

- *Règlement modifiant le Règlement 45-106 sur les dispenses de prospectus.*

Vous trouverez également ci-joint au présent bulletin, les textes, en versions française et anglaise, des instructions générales suivantes :

- *Modification de l'Instruction générale relative au Règlement 45-106 sur les dispenses de prospectus;*
- *Modification de l'Instruction générale 11-2093 relative au traitement des demandes de dispense dans plusieurs territoires.*

Au Québec, le règlement sera pris en vertu de l'article 331.1 de la *Loi sur les valeurs mobilières* et sera approuvé, avec ou sans modification, par le ministre des Finances. Le règlement entrera en vigueur à la date de sa publication à la *Gazette officielle du Québec* ou à une date ultérieure qu'il indique, tandis que les instructions générales seront adoptées sous forme d'instruction et prendront effet de façon concomitante à l'entrée en vigueur du règlement.

#### **Renseignements additionnels**

Des renseignements additionnels peuvent être obtenus en s'adressant à :

Alexandra Lee  
Analyste à la réglementation  
Autorité des marchés financiers  
514 395-0337, poste 4465  
Numéro sans frais : 1 877 525-0337  
[alexandra.lee@lautorite.qc.ca](mailto:alexandra.lee@lautorite.qc.ca)

**Le 29 octobre 2015**

**Avis de publication multilatéral des ACVM**  
*Règlement modifiant le Règlement 45-106 sur les dispenses de prospectus concernant la dispense pour placement au moyen d'une notice d'offre*

**Le 29 octobre 2015**

**Introduction**

Les autorités en valeurs mobilières de l'Alberta, du Nouveau-Brunswick, de la Nouvelle-Écosse, de l'Ontario, du Québec et de la Saskatchewan (collectivement, les « **autorités participantes** » ou « **nous** ») apportent des modifications au *Règlement 45-106 sur les dispenses de prospectus* (le « **Règlement 45-106** ») relativement à la dispense pour placement au moyen d'une notice d'offre prévue à l'article 2.9 du Règlement 45-106 (la « **dispense relative à la notice d'offre** »). Nous apportons aussi des changements à l'Instruction générale relative au Règlement 45-106 (l'« **Instruction générale 45-106** ») ainsi que certaines modifications corrélatives à d'autres règlements et à une instruction générale.

Les autorités participantes ont coordonné leurs efforts pour mettre la dernière main aux modifications au Règlement 45-106, à l'instruction générale connexe et à d'autres modifications corrélatives (collectivement, les « **modifications définitives** »). Ces modifications sont mises en œuvre ou proposées par les autorités participantes. Dans certains territoires, elles nécessitent l'approbation ministérielle.

Sous réserve de l'approbation des ministres compétents, les modifications définitives entreront en vigueur en Ontario le 13 janvier 2016, et en Alberta, au Nouveau-Brunswick, en Nouvelle-Écosse, au Québec et en Saskatchewan le 30 avril 2016.

**Objet des modifications définitives**

Les modifications définitives viennent changer la dispense relative à la notice d'offre existante en Alberta, au Nouveau-Brunswick, en Nouvelle-Écosse, au Québec et en Saskatchewan et introduire cette dispense en Ontario. Elles ne modifient pas la dispense relative à la notice d'offre dans les territoires membres des ACVM autres que ceux des autorités participantes.

En Ontario, l'introduction de la dispense relative à la notice d'offre permettra aux entreprises, notamment aux petites et moyennes entreprises (les « **PME** »), d'avoir un meilleur accès aux capitaux provenant d'investisseurs que ce que permettait la législation en valeurs mobilières de ce territoire. Nous estimons que la dispense constituera un moyen rentable pour les entreprises de réunir des capitaux puisqu'elle allie le placement de titres au moyen d'une notice d'offre avec un degré approprié de protection des investisseurs.

En Alberta, au Nouveau-Brunswick, en Nouvelle-Écosse, au Québec et en Saskatchewan, les modifications à la dispense relative à la notice d'offre existante introduisent de nouvelles mesures de protection des investisseurs pour répondre aux préoccupations soulevées relativement au recours à cette dispense dans certains de ces territoires.

## **Cadre réglementaire**

### *L'obligation de prospectus*

En règle générale, l'émetteur qui place des titres doit transmettre aux investisseurs un prospectus qui révèle de façon complète, véridique et claire tout fait important relatif aux titres faisant l'objet du placement. L'émetteur qui devient émetteur assujéti doit également transmettre de l'information périodique et occasionnelle qui vise à fournir aux investisseurs existants et potentiels de l'information qui leur est nécessaire pour prendre une décision éclairée concernant l'achat, la vente et la conservation d'un titre. La disponibilité continue de l'information importante, jumelée à l'information initiale figurant dans le prospectus, font en sorte que les titres en circulation sont librement négociables, ce qui permet à un marché de se développer pour ces titres.

### *Dispenses de l'obligation de prospectus*

Il est possible de se prévaloir de dispenses de prospectus lorsque l'on peut établir que la protection que procure un prospectus n'est pas nécessaire. Ainsi, certaines d'entre elles, comme la dispense pour placement auprès d'investisseurs qualifiés et celle pour placement auprès de parents, amis et partenaires, reposent sur des facteurs tels que :

- les caractéristiques rattachées aux investisseurs, comme leur niveau de compétence, leur capacité à supporter des pertes financières et à disposer de ressources financières pour obtenir des conseils spécialisés;
- la relation entre l'investisseur et certains responsables de l'émetteur.

Les investisseurs qui souscrivent des titres d'émetteurs non assujettis au moyen de dispenses de prospectus ne bénéficient généralement pas des avantages que procurent l'information continue et les titres librement négociables.

### **Dispense relative à la notice d'offre**

Cette dispense a été conçue pour faciliter la collecte de capitaux en permettant aux émetteurs de solliciter des investissements auprès d'un plus large éventail d'investisseurs que ce que leur permettent d'autres dispenses de prospectus, pourvu que certaines conditions soient remplies. Certains peuvent ne pas avoir le même niveau de compétence, la même capacité de subir des pertes ou la même relation avec la direction que ceux pouvant souscrire des titres sous le régime d'autres dispenses relatives à la collecte de capitaux couramment utilisées, comme celles pour placement auprès d'investisseurs qualifiés, et de parents, amis et partenaires.

Dans les territoires où la dispense relative à la notice d'offre est actuellement ouverte, les investisseurs reçoivent un document d'information au moment de la souscription (une « notice d'offre ») de même qu'un formulaire de reconnaissance de risque concernant leur investissement initial. Or, conformément à cette dispense, les investisseurs recevront moins d'information des émetteurs au moment de la souscription concernant les éléments devant figurer dans le prospectus et actuellement, ces derniers ne sont nullement tenus par la législation en valeurs mobilières de transmettre aux investisseurs de l'information de façon continue. Par ailleurs, les titres acquis sous le régime de la dispense relative à la notice d'offre ne sont pas librement négociables. Ces caractéristiques de la dispense représentent des risques potentiels.

À la lumière des risques particuliers associés à cette dispense et selon l'expérience de certaines autorités participantes qui en ont une version en vigueur, nous jugeons approprié d'introduire de nouvelles mesures de protection des investisseurs, notamment :

- l'obligation pour les émetteurs non assujettis de transmettre aux investisseurs :
  - des états financiers annuels audités;
  - un avis annuel sur la façon dont le produit réuni sous le régime de la dispense relative à la notice d'offre a été employé;
  - au Nouveau-Brunswick, en Nouvelle-Écosse et en Ontario, un avis concernant l'abandon des activités de l'émetteur, un changement dans son secteur d'activité ou un changement de contrôle de l'émetteur;
- l'obligation que les documents de commercialisation soient intégrés par renvoi dans la notice d'offre afin que les investisseurs bénéficient des mêmes droits d'action à l'égard de toute information fournie conformément à la dispense en cas d'information fautive ou trompeuse;
- l'imposition d'autres plafonds d'investissement à l'égard des investisseurs admissibles (soit les investisseurs qui atteignent certains seuils en matière de revenu et d'actifs) et non admissibles qui sont des personnes physiques afin de limiter les risques associés à un placement dans des titres acquis sous le régime de la dispense relative à la notice d'offre.

#### *Nouvelles caractéristiques clés de la dispense relative à la notice d'offre*

Le texte qui suit résume les nouvelles caractéristiques clés de la dispense relative à la notice d'offre adoptée par les autorités participantes.

#### a) Plafonds d'investissement

Les autorités participantes ont adopté des plafonds d'investissement tant pour les investisseurs admissibles que non admissibles qui sont des *personnes physiques* (à l'exception de ceux qui peuvent se prévaloir des dispenses pour placement auprès d'investisseurs qualifiés, et de parents, amis et partenaires). Ces plafonds ne s'appliqueront pas aux investisseurs qui ne sont pas des personnes physiques, qu'ils soient admissibles ou non. Les modifications définitives viennent hausser le seuil d'investissement des investisseurs admissibles lorsqu'un gestionnaire de portefeuille, un courtier en placement ou un courtier sur le marché dispensé a fait une évaluation positive de la convenance du placement.

Les plafonds d'investissement s'appliqueront à l'ensemble des titres acquis sous le régime de la dispense relative à la notice d'offre comme suit :

- dans le cas d'un investisseur non admissible qui est une personne physique, le coût d'acquisition de tous les titres qu'il a acquis sous le régime de la dispense relative à la notice d'offre au cours des 12 mois précédents n'excède pas 10 000 \$;
- dans le cas d'un investisseur admissible qui est une personne physique, le coût d'acquisition de tous les titres qu'il a acquis sous le régime de la dispense relative à la notice d'offre au cours des 12 mois précédents n'excède pas 30 000 \$;
- dans le cas d'un investisseur admissible qui est une personne physique et qui reçoit des conseils d'un gestionnaire de portefeuille, d'un courtier en placement ou d'un courtier sur le marché dispensé indiquant qu'un placement supérieur à 30 000 \$ est convenable, le coût d'acquisition de tous les titres qu'il a acquis sous le régime de la dispense relative à la notice d'offre au cours des 12 mois précédents ne peut excéder 100 000 \$.

b) Nouveaux appendices au formulaire de reconnaissance de risque

Les autorités participantes continueront d'exiger de tous les investisseurs (y compris les clients autorisés) qu'ils remplissent et signent le formulaire prévu à l'Annexe 45-106A4, *Formulaire de reconnaissance de risque*, qui met en lumière, pour les investisseurs, les principaux risques associés à un placement dans des titres acquis sous le régime de la dispense relative à la notice d'offre.

Cependant, deux nouveaux appendices doivent être remplis par chaque investisseur qui est une personne physique conjointement au formulaire de reconnaissance de risque. Dans l'un des appendices, les investisseurs devront confirmer leur état, soit admissible, non admissible, qualifié ou pouvant acquérir des titres sous le régime de la dispense pour placement auprès de parents, amis et partenaires. L'autre appendice exige la confirmation que l'investisseur respecte les plafonds d'investissement, s'il y a lieu. Les investisseurs qui ne sont pas des personnes physiques n'ont pas à les remplir.

c) Transmission des états financiers annuels audités, de l'avis sur l'emploi du produit et de l'avis concernant certains événements clés

Les émetteurs non assujettis qui se prévalent de la dispense relative à la notice d'offre devront transmettre aux investisseurs des états financiers annuels audités, accompagnés d'un avis qui décrit la façon dont les fonds réunis sous le régime de la dispense relative à la notice d'offre ont été employés. Une nouvelle annexe obligatoire a été introduite pour indiquer l'information requise par l'avis.

Au Nouveau-Brunswick, en Nouvelle-Écosse et en Ontario, les émetteurs non assujettis devront par ailleurs transmettre aux investisseurs un avis concernant les événements suivants dans les 10 jours après la survenance de l'événement, dans la forme établie par une nouvelle annexe :

- l'abandon des activités de l'émetteur;
- un changement dans son secteur d'activité;
- un changement de contrôle de l'émetteur.

d) Documents de commercialisation

Les documents de commercialisation utilisés par les émetteurs dans le cadre de placements effectués sous le régime de la dispense relative à la notice d'offre doivent être intégrés par renvoi dans la notice d'offre. Ils donneront donc lieu aux mêmes obligations que celles qui s'appliquent à l'information figurant dans la notice d'offre en cas d'information fausse ou trompeuse.

e) Autres caractéristiques

Les émetteurs ne pourront se prévaloir de la dispense relative à la notice d'offre pour placer des dérivés visés ou des produits de financement structurés. En Alberta, en Nouvelle-Écosse et en Saskatchewan, la dispense relative à la notice d'offre continuera d'être ouverte aux fonds d'investissement seulement s'ils sont à capital fixe ou des organismes de placement collectif qui sont émetteurs assujettis. Au Nouveau-Brunswick, en Ontario et au Québec, la dispense n'est pas ouverte aux fonds d'investissement.

**Contexte**

Les autorités participantes autres que la Nova Scotia Securities Commission (la « NSSC ») ont déjà publié pour consultation des propositions (les « **documents de mars 2014** ») reflétées dans

les modifications définitives. Le 20 mars 2014, dans le cadre d'un vaste examen du marché dispensé, la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario (la « **CVMO** ») a publié un avis de consultation qui comprenait les modifications proposées à la dispense relative à la notice d'offre et des changements connexes (les « **projets de la CVMO** »). À cette même date, en réponse aux préoccupations sur l'utilisation de la dispense relative à la notice d'offre, l'Alberta Securities Commission (l'« **ASC** »), l'Autorité des marchés financiers (l'« **Autorité** »), la Financial and Consumer Affairs Authority of Saskatchewan (la « **FCAA** ») et la Commission des services financiers et des services aux consommateurs (Nouveau-Brunswick) (la « **FCNB** ») ont publié un avis de consultation multilatéral sur des projets de modification à la dispense relative à la notice d'offre et des changements connexes (les « **projets multilatéraux** »). Les projets de l'ASC, de l'Autorité et de la FCAA sont largement harmonisés, alors que celui de la FCNB se rapproche davantage des projets de la CVMO.

Le 7 mai dernier, la NSSC a publié un avis de consultation (les « **documents de mai 2015** ») qui proposait des changements à la dispense relative à la notice d'offre en Nouvelle-Écosse, semblables aux modifications définitives.

#### **Résumé des commentaires écrits reçus par les autorités participantes**

La période de consultation pour les documents de mars 2014 a pris fin le 18 juin 2014. Les autorités participantes qui ont publié ces documents ont reçu, au total, les commentaires écrits de 1 000 intervenants au sujet de la dispense relative à la notice d'offre. On peut consulter les mémoires reçus par les autorités suivantes sur leur site Web :

- Autorité – [www.lautorite.qc.ca](http://www.lautorite.qc.ca)
- CVMO – [www.osc.gov.on.ca](http://www.osc.gov.on.ca)
- ASC – [www.albertasecurities.com](http://www.albertasecurities.com)

La période de consultation pour les documents de mai 2015 a pris fin le 6 juillet 2015. La NSSC a reçu des commentaires écrits de quatre intervenants. On peut consulter ces mémoires sur le site Web de la NSSC au [nssc.novascotia.ca](http://nssc.novascotia.ca).

Nous avons étudié les mémoires et remercions les intervenants de leurs commentaires.

Un résumé des principaux thèmes abordés dans les mémoires reçus par les autorités participantes se trouve sous le titre « Principaux thèmes abordés dans les mémoires » ci-après.

#### **Principaux thèmes abordés dans les mémoires**

Plusieurs thèmes ont été abordés dans les mémoires soumis aux autorités participantes. En voici un résumé :

##### *Harmonisation*

Un nombre important d'intervenants craignent un manque d'harmonisation concernant la dispense relative à la notice d'offre entre les territoires membres des ACVM, et certains indiquent que l'harmonisation devrait être le principal objectif des ACVM. Des intervenants ont indiqué qu'un manque d'harmonisation pouvait se traduire par :

- une complexité accrue pour les émetteurs à se conformer à la dispense;
- une augmentation des délais et des coûts pour les participants au marché;
- un fardeau réglementaire plus lourd.



Certains intervenants ont souligné que le manque d'harmonisation pourrait décourager les émetteurs, particulièrement les PME, de se prévaloir de la dispense.

Nous nous sommes servis comme point de départ de la version de la dispense actuelle des territoires de certaines autorités participantes, comme l'Alberta et le Québec. À l'heure actuelle, il en existe deux modèles parmi les ACVM (sauf en Ontario, où une telle dispense n'existait pas).

Les autorités participantes se sont attachées à harmoniser la nouvelle dispense proposée. Si l'harmonisation n'est pas complète, nous estimons tout de même qu'elle est atteinte sur la plupart des éléments clés de la dispense, compte tenu des différences locales sur le plan des marchés financiers et des expériences. Par ailleurs, entre les autorités participantes et les autorités non participantes, la dispense est harmonisée sur les points importants, comme la forme de la notice d'offre et de la reconnaissance de risque.

Selon les autorités participantes, les changements apportés à la dispense sont nécessaires pour répondre aux préoccupations touchant la protection des investisseurs.

#### *Utilisation des données*

Bon nombre d'intervenants ont indiqué que les autorités en valeurs mobilières devraient réunir et publier davantage de données sur le marché dispensé pour guider les initiatives réglementaires. Certains ont indiqué craindre que les autorités participantes ne disposent pas de données suffisantes pour justifier les modifications proposées, et que de telles données n'avaient pas été publiées.

Nous estimons disposer de suffisamment d'informations pour prendre les décisions réglementaires abordées dans la dispense relative à la notice d'offre présentée dans les modifications définitives. Pour le moment, la principale source de données sur le marché dispensé à notre disposition est l'information qui nous est transmise au moyen des déclarations de placement avec dispense. Par exemple, les données recueillies sur le recours à la dispense relative à la notice d'offre proviennent des territoires membres des ACVM qui offrent actuellement cette dispense. L'ASC a déjà publié un résumé de ces données dans les projets sur la dispense relative à la notice d'offre publiés pour consultation le 20 mars 2014.

Nous avons par ailleurs tenu compte de données ou d'informations tirées de nombreuses sources pour étayer notre examen :

- les résultats d'un sondage mené par un tiers fournisseur de services retenu par la CVMO dans la foulée de son examen des nouvelles dispenses de prospectus relatives à la collecte de capitaux nous ont permis de mieux connaître le point de vue des investisseurs individuels sur l'investissement dans des PME;
- les données sur le bilan des ménages du sondage Canadian Financial Monitor mené en 2012 par Ipsos Reid;
- les commentaires des investisseurs obtenus lors de consultations ou par d'autres moyens informels;
- l'information concernant les plaintes et les mesures d'application de la loi associées à la dispense relative à la notice d'offre dans les territoires des autorités participantes qui offrent actuellement cette dispense;

- les consultations menées dans les territoires de certaines autorités participantes auprès de différents participants au marché;
- les commentaires reçus sur les projets publiés dans le Staff Consultation Paper 45-710 *Considerations for New Capital Raising Prospectus Exemptions* de la CVMO.

Les ACVM ont récemment annoncé la tenue d'une initiative visant à moderniser et à actualiser les déclarations de placement avec dispense afin d'obtenir des renseignements plus détaillés sur l'activité du marché dispensé. Le 13 août dernier, elles ont publié pour consultation une déclaration de placement avec dispense révisée qui vise à fournir aux autorités en valeurs mobilières l'information nécessaire pour faciliter une surveillance réglementaire plus efficace du marché dispensé et améliorer l'analyse aux fins de l'élaboration de la réglementation.

#### *Plafonds d'investissement*

Les documents de mars 2014 publiés par la FCNB et la CVMO proposaient des plafonds d'investissement de 10 000 \$ pour les investisseurs non admissibles qui sont des personnes physiques et de 30 000 \$ pour les investisseurs admissibles qui sont des personnes physiques pour tous les titres qu'ils ont acquis sous le régime de la dispense relative à la notice d'offre au cours d'une période de 12 mois.

Les documents de mars 2014 publiés par l'ASC, l'Autorité et la FCAA proposaient les plafonds d'investissement suivants :

- 10 000 \$ pour tous les investisseurs non admissibles pour l'ensemble des titres acquis sous le régime de la dispense relative à la notice d'offre au cours d'une période de 12 mois;
- 30 000 \$ pour les investisseurs admissibles qui sont des personnes physiques et qui ne sont pas des investisseurs qualifiés, des parents, des amis très proches ni des proches partenaires en vertu de la dispense relative aux parents, aux amis et aux partenaires au cours d'une période de 12 mois.

La plupart des intervenants n'étaient pas en faveur des plafonds proposés, et ont indiqué qu'ils étaient trop restrictifs et inéquitable pour les investisseurs. Ils ont notamment insisté sur ce qui suit :

- les plafonds d'investissement viendraient restreindre le choix des investisseurs et réduire leur capacité à établir et à diversifier de façon appropriée leurs portefeuilles de placements;
- ces plafonds sont rigides puisqu'ils traitent tous les investisseurs admissibles de la même façon et ne tiennent pas compte de la situation financière de chacun;
- ils réduiraient le montant du capital à la disposition des émetteurs;
- le *Règlement 31-103 sur les obligations et dispenses d'inscription et les obligations continues des personnes inscrites* (le « **Règlement 31-103** ») prévoit un cadre réglementaire approprié pour le marché dispensé et les autorités en valeurs mobilières devraient se fier aux obligations de connaissance du client et du produit, et de convenance qui incombent aux personnes inscrites plutôt que d'imposer des plafonds aux investisseurs;
- les plafonds d'investissement auraient des conséquences imprévues. Par exemple, les personnes inscrites procéderaient à des ventes de façon à atteindre le plafond, et le

- processus de vente se résumerait à « cocher une case »;
- ils ne sont pas assez élevés pour permettre aux courtiers d'offrir de façon rentable des placements sous le régime de la dispense relative à la notice d'offre;
- ils ne tiennent pas compte des étapes du financement par des capitaux privés;
- ils se traduiraient par un remaniement des produits offerts sur le marché dispensé en vue de les éviter.

En outre, bon nombre d'intervenants ont souligné que les investisseurs ont subi d'importantes pertes sur les marchés publics mais qu'aucune restriction sur le moment qu'ils peuvent investir ne leur a été imposée. D'autres sont d'avis que les plafonds d'investissement proposés ne s'attardent pas réellement aux raisons pour lesquelles les investisseurs peuvent perdre de l'argent dans des placements effectués sous le régime de la dispense relative à la notice d'offre et, donc, qu'ils ne leur offriront pas de protection. Certains ont aussi fait remarquer qu'en fixant un plafond de 30 000 \$ pour les investisseurs admissibles qui sont des personnes physiques, les autorités en valeurs mobilières semblent suggérer que ce montant constitue une perte acceptable.

Nous persistons à croire que les plafonds d'investissement représentent un outil nécessaire et approprié de protection des investisseurs qui peut contribuer à réduire le risque associé à un placement dans les titres sous le régime de la dispense relative à la notice d'offre, tout en facilitant la collecte de capitaux par les émetteurs.

À la lumière des commentaires reçus, nous avons néanmoins envisagé différentes approches à cet égard et avons apporté certains changements aux plafonds d'investissement proposés dans les documents de mars 2014. Nous estimons que cette approche revisitée est plus souple, compte tenu du fait que la catégorie d'« investisseur admissible » peut inclure des investisseurs qui sont des personnes physiques dont la situation financière varie grandement, mais leur offre tout de même une protection appropriée. En outre, les autorités participantes ont depuis harmonisé leurs points de vue de sorte que les plafonds d'investissement tant pour les investisseurs admissibles que non admissibles ne s'appliquent pas à ceux qui ne sont pas des personnes physiques, comme les sociétés par actions, les sociétés de personnes et les fiducies. Nous avons par ailleurs modifié le règlement afin d'interdire la création ou l'utilisation d'une entité, comme une société par actions ou une fiducie, uniquement pour se prévaloir de la dispense.

#### *Obligations d'information*

Les documents de mars 2014 proposaient des obligations d'information continue supplémentaires pour les émetteurs non assujettis plaçant des titres sous le régime de la dispense relative à la notice d'offre, notamment :

- des états financiers annuels audités;
- un avis sur l'emploi du produit réuni sous le régime de la dispense relative à la notice d'offre;
- en Ontario et au Nouveau-Brunswick, un avis concernant les événements clés qui doit être transmis dans les 10 jours suivant la survenance de l'événement.

Les intervenants étaient généralement en faveur de la transmission de cette information par les émetteurs non assujettis qui se prévalent de la dispense. Certains d'entre eux y étaient cependant opposés, au motif qu'il s'agit d'une entorse importante aux attentes actuelles envers les émetteurs non assujettis, et qu'elle entraînerait des coûts supplémentaires pour ces derniers.

À notre avis, le fait d'obliger les émetteurs non assujettis qui réunissent des capitaux sous le régime de cette dispense à fournir aux investisseurs ces éléments d'information est nécessaire pour pouvoir offrir à ces derniers une information exacte et transparente sur leur placement.

a) États financiers annuels audités

En règle générale, les intervenants appuyaient l'obligation de transmettre des états financiers annuels audités établis conformément aux Normes internationales d'information financière (les « IFRS »). Or, certains intervenants ont proposé qu'ils ne soient audités que par les émetteurs réunissant des fonds au-delà d'un certain seuil (différents seuils ont été proposés). Certains n'étaient pas en faveur de l'obligation d'audit puisqu'elle aurait pour effet d'imposer des coûts supplémentaires difficiles à assumer pour les émetteurs, particulièrement pour les PME, ce qui ne serait pas justifié compte tenu de l'utilité limitée des états financiers. D'autres ont indiqué que le fait d'exiger l'établissement des états financiers audités conformément aux IFRS accroîtrait aussi les coûts pour les émetteurs.

Nous avons décidé d'ajouter cette obligation notamment parce que la législation sur les sociétés de bon nombre de territoires du Canada exige déjà la transmission aux actionnaires d'états financiers annuels.

Les modifications définitives maintiennent l'obligation pour les émetteurs non assujettis qui se prévalent de la dispense de transmettre des états financiers annuels audités établis selon les IFRS. Nous sommes cependant conscients que l'obligation d'audit impose un fardeau supplémentaire sur certains émetteurs plus petits, et cette question sera prise en considération dans une phase ultérieure de notre examen.

Par ailleurs, certains territoires accordent actuellement une dispense de l'obligation d'audit et de celle d'établir des états financiers conformément aux IFRS dans certains cas au moyen de décisions générales. Dans les circonstances appropriées, les autorités en valeurs mobilières qui n'accordent pas de dispenses de cette façon pourraient envisager de le faire, au cas par cas.

Les modifications définitives introduisent également une prolongation du délai de dépôt dans certains cas particuliers pour les émetteurs qui seraient tenus de déposer leurs états financiers annuels pour un exercice prenant fin avant le premier placement de l'émetteur sous le régime de la dispense relative à la notice d'offre. Cette mesure permettrait à l'émetteur de déposer ses états financiers à la plus éloignée des dates suivantes : le 60<sup>e</sup> jour suivant le placement de ses titres sous le régime de cette dispense, ou le délai prévu pour déposer, transmettre ou mettre raisonnablement à la disposition des investisseurs les états financiers.

b) Avis concernant l'abandon des activités de l'émetteur, un changement dans son secteur d'activité ou un changement de contrôle de l'émetteur

Bon nombre d'intervenants étaient d'accord avec le fait d'obliger les émetteurs non assujettis à transmettre aux investisseurs un avis concernant certains événements clés. Certains s'y opposaient néanmoins en raison du manque d'harmonisation entre les autorités participantes et des coûts accrus possibles pour les émetteurs.

Au Nouveau-Brunswick, en Nouvelle-Écosse et en Ontario, les modifications définitives exigent que les émetteurs non assujettis transmettent aux investisseurs un avis concernant certains

événements clés dans les 10 jours suivant la survenance de l'événement. Or, cet avis ne sera exigé qu'à l'égard de certains événements, dont la liste est plus limitée que celle exposée dans les documents de mars 2014 :

- l'abandon des activités de l'émetteur;
- un changement dans son secteur d'activité;
- un changement de contrôle de l'émetteur.

La FCNB, la NSSC et la CVMO estiment que cette obligation imposera un fardeau administratif minime aux émetteurs, compte tenu du fait que les événements énumérés dans la liste se produiront rarement. Nous avons aussi imposé la forme qui établit les paramètres concernant la nature et l'intégralité de l'information qui doit figurer dans l'avis. Nous croyons que l'information sur ces événements clés pourrait intéresser les investisseurs et qu'elle devrait leur être communiquée.

#### *Rôle des personnes inscrites reliées*

Dans les documents de mars 2014, la FCNB et la CVMO proposaient que les personnes inscrites reliées à l'émetteur (celles membres du même groupe ou faisant partie de la même structure d'entreprise) ne puissent participer à un placement de titres effectué sous le régime de la dispense relative à la notice d'offre.

Des intervenants se disent préoccupés par cette proposition pour certaines raisons, notamment :

- les ventes effectuées par l'intermédiaire d'une personne inscrite reliée sont acceptées depuis longtemps dans le secteur des valeurs mobilières canadien;
- les personnes inscrites sont toutes assujetties à la même surveillance réglementaire;
- il peut exister des raisons commerciales valables pour qu'un émetteur place des titres par l'intermédiaire d'une personne reliée, notamment la réduction des coûts;
- l'exclusion des personnes inscrites reliées pourrait avoir une incidence négative sur la capacité des petits émetteurs à réunir des capitaux sous le régime de cette dispense;
- des mesures de protection adéquates relatives aux risques liés au marché dispensé, dont les conflits d'intérêts, sont déjà en place;
- l'exclusion des personnes inscrites reliées aura une incidence négative sur bon nombre de personnes inscrites.

À l'issue de l'examen des commentaires reçus, la FCNB et la CVMO ont décidé d'éliminer l'interdiction à l'égard de la participation des personnes inscrites reliées à un placement effectué sous le régime de la dispense. Le cadre réglementaire existant exige qu'elles repèrent et résolvent les conflits d'intérêts importants pouvant avoir une incidence sur leur capacité à respecter leurs obligations réglementaires, notamment les examens de la convenance d'un placement. Dans l'instruction générale, nous rappelons aux personnes inscrites qu'elles doivent résoudre les conflits d'intérêts conformément à leurs obligations réglementaires en vertu du Règlement 31-103 et du *Règlement 33-105 sur les conflits d'intérêts chez les placeurs*.

#### *Exclusion des fonds d'investissement*

Certains intervenants ne comprennent pas pourquoi la FCNB et la CVMO ont décidé d'exclure les fonds d'investissement de la possibilité de se prévaloir de la dispense relative à la notice d'offre, comme le prévoient les documents de mars 2014.

La FCNB et la CVMO estiment que cette mesure demeure appropriée. Depuis la fin de la période de consultation sur les documents de mars 2014, l'Autorité a également décidé de faire de même.

Les fonds d'investissement dont les titres sont vendus auprès d'investisseurs individuels sont assujettis à une réglementation importante et rigoureuse des produits en vertu du *Règlement 81-102 sur les fonds d'investissement* et du *Règlement 81-107 sur le comité d'examen indépendant des fonds d'investissement*, notamment les obligations relatives à la garde, au vote, les dispositions sur les conflits d'intérêts et les restrictions en matière de placement. Les organismes de placement collectif dont les titres sont vendus auprès d'investisseurs individuels doivent aussi transmettre aux investisseurs de l'information sommaire dans un aperçu du fonds. Les ACVM sont par ailleurs à revoir les structures de tarification des organismes de placement collectif dont les titres sont vendus auprès d'investisseurs individuels, ce qui pourrait se traduire par des initiatives réglementaires. Le fait de permettre aux fonds d'investissement de vendre leurs titres auprès d'investisseurs individuels sous le régime de la dispense relative à la notice d'offre en l'absence des avantages liés à la réglementation sur l'information et les produits applicable aux fonds d'investissement ne cadrerait pas avec les principes sous-jacents à la réglementation existante, ni avec les trois initiatives réglementaires permanentes qui y sont liés : la modernisation de la réglementation applicable, le régime d'information au moment de la souscription pour les organismes de placement collectif, et l'examen des frais de détention de leurs titres. L'exclusion des fonds d'investissement va également de pair avec le fait de simplifier la collecte de capitaux pour les entreprises, particulièrement les PME.

L'ASC, la FCAA et la NSSC comptent se pencher sur cette question dans une phase ultérieure de l'examen de la dispense relative à la notice d'offre.

### **Résumé des changements apportés aux modifications définitives**

Après étude des commentaires reçus sur les documents de mars 2014 et les documents de mai 2015 et les consultations menées auprès des intervenants, nous avons apporté des changements au projet initial, lesquels sont exposés dans les modifications définitives.

L'annexe A renferme un résumé des principales différences entre les modifications définitives et les documents de mars 2014. Nous avons également revu les indications de l'instruction générale proposées dans les documents de mars 2014, au besoin, pour tenir compte des modifications apportées au Règlement 45-106.

Nous jugeons que les changements apportés depuis la publication pour consultation ne sont pas importants. Nous ne publions donc pas pour une nouvelle consultation les modifications définitives, sauf au Québec, où certaines modifications corrélatives doivent être publiées pour consultation pendant une période de 30 jours et en Saskatchewan, où certaines doivent l'être pendant 60 jours.

### **Mise en œuvre des modifications définitives**

Les modifications définitives entreront en vigueur à des dates différentes en Ontario et dans les territoires des autres autorités participantes. Sous réserve des approbations ministérielles nécessaires, les modifications définitives entreront en vigueur le 13 janvier 2016 en Ontario et le 30 avril 2016 en Alberta, au Nouveau-Brunswick, en Nouvelle-Écosse, au Québec et en

Saskatchewan.

La date de clôture d'exercice d'une vaste majorité des émetteurs se prévalant actuellement de la dispense relative à la notice d'offre est le 31 décembre. La date d'entrée en vigueur du 30 avril 2016 en Alberta, au Nouveau-Brunswick, en Nouvelle-Écosse, au Québec et en Saskatchewan permettra à ces émetteurs de compléter tout placement amorcé dans ces territoires avant la prise d'effet des nouvelles obligations et de décider s'ils souhaitent continuer de se prévaloir de la dispense dans sa nouvelle forme. Cela accordera aussi plus de temps aux émetteurs dont la date de clôture d'exercice n'est pas le 31 décembre et qui se prévalent actuellement de la dispense pour effectuer la transition vers les nouvelles obligations.

Malgré la date d'entrée en vigueur reportée en Alberta, au Nouveau-Brunswick, en Nouvelle-Écosse, au Québec et en Saskatchewan, les émetteurs doivent se rappeler que s'ils commencent ou prolongent un placement en Ontario une fois la dispense ouverte dans ce territoire, ils devront se conformer à toutes les obligations de la dispense en Ontario, malgré la date d'entrée en vigueur ultérieure dans les territoires des autres autorités participantes.

### **Modifications corrélatives**

*Modification de textes d'application pancanadienne*

Nous apportons des modifications corrélatives aux règlements suivants :

- le *Règlement 52-107 sur les principes comptables et normes d'audit acceptables*;
- le *Règlement 45-102 sur la revente de titres*.

L'ASC, la FCNB, la NSSC, l'Autorité et la FCAA apportent également des modifications corrélatives au *Règlement 11-102 sur le régime de passeport*.

Au Québec, les modifications corrélatives sur les règlements susmentionnés ont été publiées pour consultation le 22 octobre 2015 pour une période de 30 jours. En Saskatchewan, elles sont publiées aujourd'hui pour une période de consultation de 60 jours. Dans ces deux territoires, leur entrée en vigueur devrait coïncider avec celle des modifications au Règlement 45-106 en Alberta, au Nouveau-Brunswick, en Nouvelle-Écosse, au Québec et en Saskatchewan, le 30 avril 2016.

Nous apportons également des modifications mineures à l'*Instruction générale 11-203 relative au traitement des demandes de dispense dans plusieurs territoires* pour tenir compte des changements apportés à la dispense relative à la notice d'offre.

*Modifications locales*

Tout changement aux règles ou politiques locales sera exposé dans un avis local, le cas échéant.

### **Questions locales**

Une annexe est publiée dans tout territoire intéressé où des modifications sont apportées à la législation en valeurs mobilières locale et renferme toute autre information qui ne se rapporte qu'au territoire intéressé.



## Questions

Pour toute question, prière de vous adresser aux personnes suivantes :

### *Québec*

Alexandra Lee  
Analyste à la réglementation  
Autorité des marchés financiers  
514 395-0337, poste 4465  
[alexandra.lee@lautorite.qc.ca](mailto:alexandra.lee@lautorite.qc.ca)

Elizabeth Topp  
Senior Legal Counsel, Corporate Finance  
Commission des valeurs mobilières de  
l'Ontario  
416 593-2377  
[etopp@osc.gov.on.ca](mailto:etopp@osc.gov.on.ca)

Denise Morris  
Senior Legal Counsel, Compliance and  
Registrant Regulation  
Commission des valeurs mobilières de  
l'Ontario  
416 595-8785  
[dmorris@osc.gov.on.ca](mailto:dmorris@osc.gov.on.ca)

Ashlyn D' Aoust  
Legal Counsel  
Alberta Securities Commission  
403 355-4347  
[ashlyn.daoust@asc.ca](mailto:ashlyn.daoust@asc.ca)

*Nouveau-Brunswick*  
Susan Powell  
Directrice adjointe, Valeurs mobilières  
Commission des services financiers et des  
services aux consommateurs  
506 643-7697  
[susan.powell@fcnb.ca](mailto:susan.powell@fcnb.ca)

*Saskatchewan*  
Tony Herdzik  
Deputy Director, Corporate Finance  
Financial and Consumer Affairs Authority of  
Saskatchewan  
306 787-5849  
[tony.herdzik@gov.sk.ca](mailto:tony.herdzik@gov.sk.ca)

### *Ontario*

Jo-Anne Matear  
Manager, Corporate Finance  
Commission des valeurs mobilières de  
l'Ontario  
416 593-2323  
[jmatear@osc.gov.on.ca](mailto:jmatear@osc.gov.on.ca)

Melanie Sokalsky  
Legal Counsel, Corporate Finance  
Commission des valeurs mobilières de  
l'Ontario  
416 593-8232  
[msokalsky@osc.gov.on.ca](mailto:msokalsky@osc.gov.on.ca)

### *Alberta*

Jonathan Taylor  
Manager, CD Compliance & Market Analysis  
Alberta Securities Commission  
403 297-4770  
[jonathan.taylor@asc.ca](mailto:jonathan.taylor@asc.ca)

Andrew McKenzie  
Legal Counsel  
Alberta Securities Commission  
403 297-4225  
[andrew.mckenzie@asc.ca](mailto:andrew.mckenzie@asc.ca)

### *Nouvelle-Écosse*

Kevin Redden  
Director, Corporate Finance  
Nova Scotia Securities Commission  
902 424-5343  
[kevin.redden@novascotia.ca](mailto:kevin.redden@novascotia.ca)





## Annexe A

### Résumé des principaux changements apportés aux documents de mars 2014

#### Plafonds d'investissement

Les documents de mars 2014 publiés par la FCNB et la CVMO prévoyaient que le coût d'acquisition de tous les titres acquis par un investisseur sous le régime de la dispense relative à la notice d'offre au cours des 12 mois précédents ne pouvait excéder :

- 10 000 \$ dans le cas d'un investisseur non admissible qui est une personne physique;
- 30 000 \$ dans le cas d'un investisseur admissible qui est une personne physique.

Les documents de mars 2014 publiés par l'ASC, l'Autorité et la FCAA prévoyaient que le coût d'acquisition de tous les titres acquis par un investisseur sous le régime de la dispense relative à la notice d'offre au cours des 12 mois précédents ne pouvait excéder :

- 10 000 \$ dans le cas d'un investisseur qui n'est pas un investisseur admissible;
- 30 000 \$ dans le cas d'un investisseur admissible qui est une personne physique et qui n'est pas un investisseur qualifié, un parent, un ami très proche ni un proche partenaire en vertu de la dispense relative aux parents, aux amis et aux partenaires.

Les projets de la CVMO prévoyaient que les limites susmentionnées s'appliqueraient aux *personnes physiques* qui n'étaient pas investisseurs qualifiés. Les projets sur la dispense relative à la notice d'offre prévoyaient que le plafond de 10 000 \$ pour les investisseurs non admissibles s'appliquerait tant aux personnes physiques qu'à celles qui n'en sont pas, et que le plafond de 30 000 \$ s'appliquerait uniquement aux *personnes physiques*, en excluant les investisseurs qualifiés ou ceux qui peuvent se prévaloir de la dispense relative aux parents, aux amis et aux partenaires.

En fonction des commentaires reçus, nous avons évalué diverses avenues en ce qui a trait aux plafonds d'investissement. Les modifications définitives introduisent des plafonds d'investissement pour les investisseurs qui sont des personnes physiques autres que ceux qui seraient considérés comme investisseurs qualifiés ou qui pourraient se prévaloir de la dispense pour placement auprès de parents, amis et partenaires essentiellement de la façon suivante :

- dans le cas d'un investisseur non admissible qui est une personne physique, le coût d'acquisition de tous les titres qu'il a acquis sous le régime de la dispense relative à la notice d'offre au cours des 12 mois précédents ne peut excéder 10 000 \$;
- dans le cas d'un investisseur admissible qui est une personne physique, le coût d'acquisition de tous les titres qu'il a acquis sous le régime de la dispense relative à la notice d'offre au cours des 12 mois précédents ne peut excéder 30 000 \$;
- dans le cas d'un investisseur admissible qui est une personne physique et qui reçoit des conseils d'un gestionnaire de portefeuille, d'un courtier en placement ou d'un courtier sur le marché dispensé indiquant que le placement est convenable, le coût d'acquisition de tous les titres qu'il a acquis sous le régime de la dispense relative à la notice d'offre au cours des 12 mois précédents ne peut excéder 100 000 \$.

Les plafonds d'investissement ne s'appliqueront pas aux personnes qui ne sont pas des personnes physiques, qu'elles soient investisseurs admissibles ou non. Les modifications définitives interdisent également à une entité, comme une société par actions ou une fiducie, créée uniquement

en vue de souscrire des titres sous le régime de la dispense relative à la notice d'offre de s'en prévaloir.

### **Critères d'admissibilité**

Les documents de mars 2014 prévoyaient qu'un investisseur pouvait devenir investisseur admissible s'il recevait des conseils sur la convenance du placement d'un courtier en placement inscrit (soit un membre de l'Organisme canadien de réglementation du commerce des valeurs mobilières), ce qui est cohérent avec le critère d'admissibilité énoncé au paragraphe *h* de la définition existante de l'expression « investisseur admissible » à l'article 1.1 du Règlement 45-106.

Les modifications définitives ne maintiennent pas cette catégorie d'investisseur admissible. Conformément à l'approche relative aux plafonds d'investissement préconisée dans celles-ci, nous estimons que la pertinence des conseils sur la convenance d'un investissement devrait s'appliquer en fonction de la possibilité pour l'investisseur d'excéder ou non le plafond de 30 000 \$, plutôt que son état d'investisseur admissible.

### **Formulaire de reconnaissance de risque**

Les projets de la CVMO prévoyaient que seuls les investisseurs individuels (à l'exception de ceux qui sont des clients autorisés) devaient signer un nouveau formulaire de reconnaissance de risque inspiré de celui utilisé pour les investisseurs qualifiés qui sont des personnes physiques. Les projets sur la dispense relative à la notice d'offre ne proposaient pas de changement au formulaire de reconnaissance de risque; ils proposaient plutôt de ne pas obliger les clients autorisés à le signer.

Les modifications définitives maintiennent l'obligation pour tous les investisseurs qui acquièrent des titres sous le régime de la dispense relative à la notice d'offre de signer un formulaire de reconnaissance de risque, ce qui maintient le statu quo pour les territoires qui offrent actuellement la dispense. Le formulaire requis est le même que le formulaire de reconnaissance de risque actuel pour cette dispense (Annexe 45-106A4). Ultérieurement, nous pourrions l'actualiser et souhaitons collaborer avec d'autres territoires membres des ACVM qui imposent la même obligation. Les modifications définitives introduisent également deux nouveaux appendices à ce formulaire que doivent remplir uniquement les investisseurs qui sont des personnes physiques :

- l'un demandant à l'investisseur de confirmer qu'il remplit les critères d'un investisseur admissible;
- l'autre demandant à l'investisseur de confirmer que son investissement respecte le plafond approprié ou qu'il n'est assujéti à aucun plafond, selon le cas.

Le second appendice prévoit aussi la transmission de toute information concernant les conseils fournis à l'investisseur par une personne inscrite. Les investisseurs qui ne sont pas des personnes physiques n'ont pas à remplir ces appendices.

### **Avis sur l'emploi du produit**

Les documents de mars 2014 prévoyaient que l'émetteur non assujéti serait tenu de transmettre un avis indiquant l'emploi détaillé du produit brut global qu'il a réuni dans le cadre des placements effectués sous le régime de la dispense relative à la notice d'offre.

Les modifications définitives maintiennent cette obligation, et nous y avons ajouté l'Annexe 45-106A16, *Avis sur l'emploi du produit*, qui établit la forme de l'avis à transmettre concernant

l'emploi du produit. Nous croyons que la forme de cet avis améliorera la cohérence de l'information et guidera les émetteurs quant à la nature de l'information à transmettre, ce qui aura pour effet de favoriser la conformité.

#### **Avis concernant la fin des activités de l'émetteur, un changement dans son secteur d'activité ou un changement de contrôle**

Au Nouveau-Brunswick et en Ontario, les documents de mars 2014 prévoyaient que les émetteurs non assujettis seraient tenus de transmettre aux investisseurs un avis concernant les événements clés indiqués ci-après dans les 10 jours après leur survenance :

- un changement fondamental de la nature ou la fin de l'activité de l'émetteur;
- un changement significatif dans la structure de son capital;
- une réorganisation ou une fusion importante visant l'émetteur;
- une offre publique d'achat ou de rachat ou une offre publique faite par un initié visant l'émetteur;
- une acquisition ou une cession significative d'éléments d'actif, de biens ou de participations dans des coentreprises;
- des changements au conseil d'administration ou aux membres de la haute direction de l'émetteur, notamment le départ du chef de la direction, du chef des finances, du chef de l'exploitation, du président ou des personnes exerçant des fonctions analogues.

Les modifications définitives exigent qu'au Nouveau-Brunswick, en Nouvelle-Écosse et en Ontario, les émetteurs non assujettis transmettent aux investisseurs un avis concernant certains événements dans les 10 jours suivant leur survenance :

- l'abandon des activités de l'émetteur;
- un changement dans son secteur d'activité;
- un changement de contrôle de l'émetteur.

Les modifications définitives prévoient également un formulaire, l'Annexe 45-106A17, *Avis concernant certains événements clés*, qui établit les paramètres quant à la nature et l'intégralité de l'information qui doit être transmise aux investisseurs.

#### **Notice d'offre – Obligation de dépôt en Ontario et au Nouveau-Brunswick**

Les documents de mars 2014 prévoyaient que la notice d'offre serait *transmise* aux autorités en valeurs mobilières en Ontario et en Nouveau-Brunswick sans être rendue publique.

Les modifications définitives prévoient le dépôt de la notice d'offre et des documents de commercialisation qui y sont intégrés par renvoi auprès des autorités en valeurs mobilières de ces territoires et rendus publics. Cette disposition est en phase avec l'obligation de dépôt existante de la notice d'offre auprès des autres autorités participantes.

#### **États financiers annuels - Délai**

Les documents de mars 2014 proposaient que les émetteurs non assujettis plaçant des titres sous le régime de la dispense relative à la notice d'offre soient tenus d'établir des états financiers annuels audités et de les déposer auprès des autorités en valeurs mobilières en Alberta, au Nouveau-Brunswick, en Ontario, au Québec et en Saskatchewan, selon le cas, ou de leur transmettre dans les 120 jours suivant la fin de leur exercice. En Nouvelle-Écosse, ces états n'ont pas à être déposés

auprès de l'autorité en valeurs mobilières ni à lui être transmis, mais ils doivent être mis raisonnablement à la disposition des investisseurs.

Les modifications définitives accordent aux émetteurs un délai supplémentaire pour déposer les états financiers annuels audités dans certaines circonstances. Cette mesure leur permettrait de les déposer à la plus éloignée des dates suivantes : le 60<sup>e</sup> jour suivant le placement de titres sous le régime de la dispense relative à la notice d'offre ou le délai prévu pour déposer, transmettre ou mettre raisonnablement à la disposition des investisseurs les états financiers, selon le cas.

#### **Changement de date de clôture d'exercice**

Les modifications définitives introduisent certaines obligations auxquelles l'émetteur non assujéti doit se conformer en cas de changement de la date de clôture de son exercice qui n'étaient pas incluses dans les documents de mars 2014. Celles-ci s'inspirent des obligations applicables aux émetteurs assujétis prévues par le *Règlement 51-102 sur les obligations d'information continue*.

#### **Rôle des personnes inscrites reliées**

Au Nouveau-Brunswick et en Ontario, les documents de mars 2014 proposaient que les personnes inscrites reliées à l'émetteur (celles membres du même groupe ou faisant partie de la même structure d'entreprise) ne puissent participer à un placement de titres effectué sous le régime de la dispense relative à la notice d'offre.

Les modifications définitives n'empêchent pas les personnes inscrites reliées de participer à un placement de titres sous le régime de la dispense. Le cadre réglementaire existant exige qu'elles repèrent et résolvent les conflits d'intérêts importants pouvant avoir une incidence sur leur capacité à respecter leurs obligations réglementaires, notamment l'évaluation de la convenance d'un placement. Dans l'instruction générale, nous rappelons aux personnes inscrites qu'elles doivent résoudre les conflits d'intérêts conformément à leurs obligations réglementaires en vertu du *Règlement 31-103* et du *Règlement 33-105 sur les conflits d'intérêts chez les placeurs*.

#### **Fonds d'investissement**

Les documents de mars 2014 interdisaient aux fonds d'investissement de placer des titres sous le régime de la dispense relative à la notice d'offre en Ontario et au Nouveau-Brunswick. Dans les modifications définitives, le Québec a aussi décidé d'adopter cette exclusion, laquelle est en phase avec l'objectif de la dispense, soit de faciliter la collecte de capitaux pour les PME.

#### **Documents de commercialisation**

Aucun changement n'a été apporté au projet initial présenté dans les documents de mars 2014 concernant l'intégration par renvoi des documents de commercialisation dans une notice d'offre. Cette obligation a été adoptée par toutes les autorités participantes.

Les modifications définitives ne permettent aux gestionnaires de portefeuille, aux courtiers en placement et aux courtiers sur le marché dispensés de distribuer des documents de commercialisation dans le cadre d'un placement effectué sous le régime de la dispense relative à la notice d'offre que s'ils ont été approuvés par écrit par l'émetteur. Cette restriction a été ajoutée pour répondre aux préoccupations relatives à la responsabilité des émetteurs concernant les documents de commercialisation qu'ils n'ont pas établis.

## RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT 45-106 SUR LES DISPENSES DE PROSPECTUS

Loi sur les valeurs mobilières  
(chapitre V-1.1, a. 331.1, par. 1°, 3°, 6°, 8°, 9°, 11°, 11.1°, 14° et 34°)

1. L'article 1.1 du Règlement 45-106 sur les dispenses de prospectus (chapitre V-1.1, r. 21) est modifié :

1° par la suppression, dans le paragraphe *b* de la définition de l'expression « conseiller en matière d'admissibilité », des mots « en Saskatchewan ou »;

2° par le remplacement du paragraphe *h* de la définition de l'expression « investisseur admissible » par le suivant :

« *h*) à l'Île-du-Prince-Édouard, au Manitoba, au Nunavut, dans les Territoires du Nord-Ouest et au Yukon, une personne qui a été conseillée quant à la convenance de l'investissement et, dans le cas d'une personne qui a son domicile dans un territoire du Canada, par un conseiller en matière d'admissibilité; ».

2. Ce règlement est modifié par l'insertion, après l'article 1.1, du suivant :

### « 1.1.1. Autres définitions

Dans le présent règlement, en Alberta, au Nouveau-Brunswick, en Nouvelle-Écosse, en Ontario, au Québec et en Saskatchewan, on entend par :

« ancien exercice » : l'exercice d'un émetteur qui précède immédiatement l'exercice de transition;

« courtier en placement » : un courtier en placement au sens du Règlement 31-103 sur les obligations et dispenses d'inscription et les obligations continues des personnes inscrites (chapitre V-1.1, r. 10);

« courtier sur le marché dispensé » : un courtier sur le marché dispensé au sens du Règlement 31-103 sur les obligations et dispenses d'inscription et les obligations continues des personnes inscrites;

« date de transition aux IFRS » : la date de transition aux IFRS au sens du Règlement 51-102 sur les obligations d'information continue;

« dérivé visé » : un dérivé visé au sens du Règlement 44-102 sur le placement de titres au moyen d'un prospectus préalable (chapitre V-1.1, r. 17);

« document de commercialisation relatif à la notice d'offre » : une communication écrite, autre qu'un sommaire des modalités type relatif à la notice d'offre, qui est destinée aux souscripteurs éventuels concernant un placement de titres au moyen d'une notice d'offre transmise en vertu de l'article 2.9 et qui contient des faits importants au sujet d'un émetteur, de titres ou d'un placement;

« émetteur inscrit auprès de la SEC » : un émetteur inscrit auprès de la SEC au sens du Règlement 51-102 sur les obligations d'information continue;

« exercice de transition » : l'exercice au cours duquel un émetteur a changé la date de clôture de son exercice;

« gestionnaire de portefeuille » : un gestionnaire de portefeuille au sens du Règlement 31-103 sur les obligations et dispenses d'inscription et les obligations continues des personnes inscrites;

« lois américaines » : les lois américaines au sens du Règlement 51-102 sur les obligations d'information continue;

« nouvel exercice » : l'exercice d'un émetteur qui suit immédiatement l'exercice de transition;

« premiers états financiers IFRS » : les premiers états financiers IFRS au sens du Règlement 51-102 sur les obligations d'information continue;

« produit de financement structuré » : un produit de financement structuré au sens du Règlement 25-101 sur les agences de notation désignées;

« sommaire des modalités type relatif à la notice d'offre » : une communication écrite qui est destinée à des souscripteurs éventuels concernant un placement de titres au moyen d'une notice d'offre transmise en vertu de l'article 2.9 et qui remplit les conditions suivantes :

- a) elle est datée;
- b) elle porte, sur la première page, la mention suivante ou une mention du même genre :

« Le présent document ne contient pas tous les renseignements dont l'investisseur a besoin pour prendre une décision d'investissement éclairée. Il est recommandé aux investisseurs de lire la notice d'offre, particulièrement les facteurs de risque liés aux titres offerts, avant de prendre leur décision. »;

- c) elle ne contient que l'information suivante au sujet de l'émetteur, des titres ou du placement :

- i) le nom de l'émetteur;
- ii) le territoire ou le territoire étranger où est situé le siège de l'émetteur;
- iii) la loi en vertu de laquelle l'émetteur est constitué ou prorogé ou, s'il n'est pas constitué en personne morale, les lois du territoire ou du territoire étranger en vertu desquelles il est établi et existe;
- iv) une brève description de l'activité de l'émetteur;
- v) une brève description des titres;
- vi) le prix ou la fourchette de prix des titres;
- vii) le nombre total de titres ou leur valeur monétaire, ou la fourchette du nombre total ou de la valeur monétaire;
- viii) le nom de tout mandataire ou autre intermédiaire, inscrit ou non, qui participe au placement ainsi que le montant de la commission ou de la décote qui lui est payable ou consentie, selon le cas;
- ix) la date de clôture projetée ou prévue du placement;
- x) une brève description de l'emploi du produit;
- xi) la bourse à la cote de laquelle il est projeté d'inscrire les titres, si tel est le cas, à la condition que le sommaire des modalités type relatif à la notice d'offre respecte les dispositions de la législation en valeurs mobilières en matière de déclarations relatives à l'inscription à la cote;
- xii) dans le cas de titres de créance, leur date d'échéance et une brève description de tout intérêt payable sur ces titres;
- xiii) dans le cas d'actions privilégiées, une brève description de tout dividende payable sur ces titres;
- xiv) dans le cas de titres convertibles, une brève description des titres sous-jacents auxquels ces titres donnent droit;

xv) dans le cas de titres échangeables, une brève description des titres sous-jacents auxquels ces titres donnent droit;

xvi) dans le cas de titres subalternes, une brève description de la restriction;

xvii) dans le cas de titres pour lesquels un garant a fourni une garantie ou un soutien au crédit de remplacement, une brève description du garant et de cette garantie ou de ce soutien;

xviii) l'indication que les titres sont rachetables au gré de l'émetteur ou du porteur, selon le cas;

xix) l'admissibilité des titres comme placement pour les régimes enregistrés d'épargne-retraite, les comptes d'épargne libres d'impôt ou d'autres régimes enregistrés, si l'émetteur a reçu ou s'attend à recevoir un avis juridique à cet égard;

xx) les coordonnées de l'émetteur ou de toute personne inscrite concernée;

d) pour l'application du paragraphe c, l'expression « brève description » s'entend d'une description d'au plus trois lignes en caractères d'une taille au moins égale à celle qui est employée, de manière générale, dans le corps du texte du sommaire des modalités type relatif à la notice d'offre. ».

### 3. L'article 2.9 de ce règlement est modifié :

1° par la suppression, dans le paragraphe 1, des mots « , au Nouveau-Brunswick, en Nouvelle-Écosse »;

2° par le remplacement, dans le paragraphe 2, de « En Alberta, à l'Île-du-Prince-Édouard, au Manitoba, au Nunavut, au Québec, en Saskatchewan, dans les Territoires du Nord-Ouest et au Yukon, » par « À l'Île-du-Prince-Édouard, au Manitoba, au Nunavut, dans les Territoires du Nord-Ouest et au Yukon, »;

3° par l'insertion des paragraphes suivants :

« 2.1) En Alberta, au Nouveau-Brunswick, en Nouvelle-Écosse, en Ontario, au Québec et en Saskatchewan, l'obligation de prospectus ne s'applique pas au placement, par un émetteur, de titres émis par lui auprès d'un souscripteur lorsque sont remplies les conditions suivantes:

a) le souscripteur souscrit les titres pour son propre compte;

b) le coût d'acquisition de tous les titres acquis par un souscripteur qui est une personne physique en vertu du présent article au cours des 12 mois précédents n'excède pas les montants suivants :

i) 10 000 \$ dans le cas du souscripteur qui n'est pas un investisseur admissible;

ii) 30 000 \$ dans le cas du souscripteur qui est un investisseur admissible;

iii) 100 000 \$ dans le cas d'un souscripteur qui est un investisseur admissible et qui a reçu des conseils d'un gestionnaire de portefeuille, d'un courtier en placement ou d'un courtier sur le marché dispensé indiquant que le placement lui convient;

c) au moment où le souscripteur signe le contrat de souscription des titres ou auparavant, l'émetteur :

i) lui remet une notice d'offre conformément aux paragraphes 5 à 13;



*ii)* obtient de lui un formulaire de reconnaissance de risque signé conformément au paragraphe 15;

*d)* les titres placés par l'émetteur ne correspondent à aucun des titres suivants :

*i)* un dérivé visé;

*ii)* un produit de financement structuré.

« 2.2) La dispense de prospectus décrite au paragraphe 2.1 n'est pas ouverte :

*a)* en Alberta, en Nouvelle-Écosse et en Saskatchewan, à l'émetteur qui est un fonds d'investissement, sauf s'il est un fonds d'investissement à capital fixe ou un organisme de placement collectif qui est émetteur assujéti;

*b)* au Nouveau-Brunswick, en Ontario et au Québec, à l'émetteur qui est un fonds d'investissement.

« 2.3) Les plafonds d'investissement visés aux dispositions *ii* et *iii* du sous-paragraphe *b* du paragraphe 2.1 ne s'appliquent pas dans les cas suivants :

*a)* le souscripteur est un investisseur qualifié;

*b)* le souscripteur est une personne décrite au paragraphe 1 de l'article 2.5. »;

4° par le remplacement, dans le paragraphe 3, de « En Alberta, à l'Île-du-Prince-Édouard, au Manitoba, au Nunavut, au Québec, en Saskatchewan, dans les Territoires du Nord-Ouest et au Yukon, » par « À l'Île-du-Prince-Édouard, au Manitoba, au Nunavut, dans les Territoires du Nord-Ouest et au Yukon, »;

5° par l'insertion, après le paragraphe 3, du suivant :

« 3.0.1) En Alberta, au Nouveau-Brunswick, en Nouvelle-Écosse, en Ontario, au Québec et en Saskatchewan, le présent article ne s'applique pas au placement de titres effectué auprès d'une personne qui a été créée ou qui sert uniquement pour souscrire ou détenir des titres sous le régime de la dispense de prospectus prévue au paragraphe 2.1. »;

6° par le remplacement, dans le paragraphe 3.1, de « Les paragraphes 1 et 2 » par « Les paragraphes 1, 2 et 2.1 »;

7° par la suppression, dans le paragraphe 4, de « en Saskatchewan, »;

8° par l'insertion, après le paragraphe 5, des suivants :

« 5.1) En Alberta, au Nouveau-Brunswick, en Nouvelle-Écosse, en Ontario, au Québec et en Saskatchewan, la notice d'offre transmise en vertu de l'article 2.1 remplit les conditions suivantes :

*a)* elle intègre par renvoi, au moyen d'une mention, les documents de commercialisation relatifs à la notice d'offre qui se rapportent à chaque placement effectué au moyen de la notice d'offre et transmis ou mis raisonnablement à la disposition d'un souscripteur éventuel avant la fin du placement;

*b)* elle est réputée intégrer par renvoi les documents de commercialisation relatifs à la notice d'offre qui se rapportent à chaque placement effectué au moyen de la notice d'offre et transmis ou mis raisonnablement à la disposition d'un souscripteur éventuel avant la fin du placement. »;

« 5.2) Le gestionnaire de portefeuille, le courtier en placement ou le courtier sur le marché dispensé ne peut distribuer de documents de commercialisation relatifs à la notice d'offre que s'ils ont été approuvés par écrit par l'émetteur. »;

9° par le remplacement, dans les paragraphes 15 et 16, de « paragraphe 1 ou 2 » par « paragraphe 1, 2 ou 2.1 »;

10° par l'insertion, après le paragraphe 17, des suivants :

« 17.1) En Alberta, au Nouveau-Brunswick, en Nouvelle-Écosse, en Ontario, au Québec et en Saskatchewan, l'émetteur dépose auprès de l'autorité en valeurs mobilières un exemplaire de tous les documents de commercialisation relatifs à la notice d'offre qui doivent être ou qui sont réputés intégrés par renvoi dans la notice d'offre transmise conformément au présent article dans les délais suivants :

*a)* concurremment au dépôt de la notice d'offre, dans le cas où les documents de commercialisation relatifs à la notice d'offre sont établis au plus tard au moment du dépôt;

*b)* dans les 10 jours suivant le moment où les documents de commercialisation relatifs à la notice d'offre sont transmis ou mis raisonnablement à la disposition d'un souscripteur éventuel, dans le cas où ils sont établis après le dépôt de la notice d'offre.

« 17.2) Les documents de commercialisation relatifs à la notice d'offre déposés conformément au paragraphe 17.1 comportent une page de titre qui indique clairement la notice d'offre à laquelle ils se rapportent.

« 17.3) Les paragraphes 17.4 à 17.21 s'appliquent à l'émetteur qui invoque le paragraphe 2.1 et qui n'est émetteur assujéti dans aucun territoire du Canada.

« 17.4) En Alberta, l'émetteur dépose auprès des autorités en valeurs mobilières et met raisonnablement à la disposition des porteurs des titres acquis en vertu du paragraphe 2.1, dans les 120 jours suivant la fin de chaque exercice, des états financiers annuels.

« 17.5) Au Nouveau-Brunswick, en Ontario, au Québec et en Saskatchewan, l'émetteur transmet aux autorités en valeurs mobilières et met raisonnablement à la disposition des porteurs des titres acquis en vertu du paragraphe 2.1, dans les 120 jours suivant la fin de chaque exercice, des états financiers annuels.

« 17.6) En Nouvelle-Écosse, l'émetteur met raisonnablement à la disposition des porteurs des titres acquis en vertu du paragraphe 2.1, dans les 120 jours suivant la fin de chaque exercice, des états financiers annuels.

« 17.7) Malgré les paragraphes 17.4, 17.5 et 17.6, selon le cas, l'émetteur qui est tenu de déposer, de transmettre ou de mettre raisonnablement à la disposition des porteurs des états financiers annuels pour l'exercice terminé avant qu'il ait placé pour la première fois des titres conformément au paragraphe 2.1 les dépose en Alberta, les transmet au Nouveau-Brunswick, en Ontario, au Québec et en Saskatchewan ou les met raisonnablement à la disposition des porteurs en Nouvelle-Écosse, selon le cas, dans le plus éloigné des délais suivants :

*a)* le 60<sup>e</sup> jour suivant le placement initial de titres par l'émetteur conformément au paragraphe 2.1;

*b)* la date limite prévue au paragraphe 17.4, 17.5 ou 17.6, selon le cas, pour déposer, transmettre ou mettre raisonnablement à la disposition des porteurs les états financiers annuels.

« 17.8) Les états financiers annuels de l'émetteur visés au paragraphe 17.4, 17.5 ou 17.6 incluent ce qui suit :

*a)* l'état du résultat global, l'état des variations des capitaux propres et le tableau des flux de trésorerie pour les exercices suivants;

*i)* son dernier exercice;

*ii)* l'exercice précédant le dernier exercice, le cas échéant;

*b)* l'état de la situation financière à la date de clôture de chaque période visée au sous-paragraphe *a*;

c) l'état de la situation financière au début de l'exercice précédant le dernier exercice dans les cas suivants :

i) l'émetteur présente dans ses états financiers annuels une déclaration sans réserve de conformité aux IFRS;

ii) l'émetteur prend l'une des mesures suivantes :

A) il applique une méthode comptable de manière rétrospective dans ses états financiers annuels;

B) il retraite rétrospectivement des postes de ses états financiers annuels;

C) il reclasse des éléments dans ses états financiers annuels;

d) dans le cas des premiers états financiers IFRS de l'émetteur, l'état de la situation financière d'ouverture en IFRS à la date de transition aux IFRS;

e) les notes des états financiers annuels.

« 17.9) Si les états financiers annuels visés au paragraphe 17.8 présentent les composantes du résultat net dans un compte de résultat séparé, ce dernier est présenté immédiatement avant l'état du résultat global visé dans ce paragraphe.

« 17.10) Les états financiers annuels visés au paragraphe 17.8 sont audités.

« 17.11) Malgré le paragraphe 17.10, pour les premiers états financiers annuels de l'émetteur visés aux paragraphes 17.4, 17.5 et 17.6, l'information comparative relative à l'exercice précédent n'a pas à être auditée si elle ne l'a pas été auparavant.

« 17.12) La période visée au paragraphe 17.8 qui n'a pas été auditée doit être clairement indiquée comme telle.

« 17.13) En Alberta, au Nouveau-Brunswick, en Ontario, au Québec et en Saskatchewan, l'émetteur qui décide de changer la date de clôture de son exercice de plus de 14 jours transmet aux autorités en valeurs mobilières et met raisonnablement à la disposition des porteurs des titres acquis conformément au paragraphe 2.1 un avis renfermant l'information prévue au paragraphe 17.15 dès que possible, mais au plus tard à la plus rapprochée des dates suivantes :

a) la date limite pour les prochains états financiers annuels visés aux paragraphes 17.4 et 17.5, selon la date de clôture de l'ancien exercice de l'émetteur;

b) la date limite pour les prochains états financiers annuels visés aux paragraphes 17.4 et 17.5, selon la date de clôture du nouvel exercice de l'émetteur.

« 17.14) En Nouvelle-Écosse, l'émetteur qui décide de changer la date de clôture de son exercice de plus de 14 jours met raisonnablement à la disposition des porteurs des titres acquis conformément au paragraphe 2.1 un avis renfermant l'information prévue au paragraphe 17.15 dès que possible, mais au plus tard à la plus rapprochée des dates suivantes :

a) la date limite pour les prochains états financiers annuels visés au paragraphe 17.6, selon la date de clôture de l'ancien exercice de l'émetteur;

b) la date limite pour les prochains états financiers annuels visés au paragraphe 17.6, selon la date de clôture du nouvel exercice de l'émetteur;

« 17.15) L'avis prévu aux paragraphes 17.13 et 17.14 indique ce qui suit :

a) la décision de l'émetteur de changer la date de clôture de son exercice;

b) les motifs du changement;

- c)* la date de clôture de l'ancien exercice de l'émetteur;
- d)* la date de clôture du nouvel exercice de l'émetteur;
- e)* la durée et la date de clôture des périodes, y compris les périodes comparatives, des états financiers annuels visés aux paragraphes 17.4, 17.5 et 17.6 pour l'exercice de transition et le nouvel exercice de l'émetteur;
- f)* la date limite de dépôt des états financiers annuels pour l'exercice de transition de l'émetteur.

« 17.16) L'émetteur dont l'exercice de transition dure moins de 9 mois inclut, à titre d'information financière comparative aux états financiers annuels de son nouvel exercice, les éléments suivants :

- a)* l'état de la situation financière, l'état du résultat global, l'état des variations des capitaux propres, le tableau des flux de trésorerie et les notes des états financiers de son exercice de transition;
- b)* l'état de la situation financière, l'état du résultat global, l'état des variations des capitaux propres, le tableau des flux de trésorerie et les notes des états financiers de son ancien exercice;

*c)* l'état de la situation financière au début de l'ancien exercice dans les cas suivants :

*i)* l'émetteur présente dans ses états financiers annuels une déclaration sans réserve de conformité aux IFRS;

*ii)* l'émetteur prend l'une des mesures suivantes :

A) il applique une méthode comptable de manière rétrospective dans ses états financiers annuels;

B) il retraite rétrospectivement des postes de ses états financiers annuels;

C) il reclasse des éléments dans ses états financiers annuels;

*d)* dans le cas des premiers états financiers IFRS de l'émetteur, l'état de la situation financière d'ouverture en IFRS à la date de transition aux IFRS.

« 17.17) La durée de l'exercice de transition ne peut excéder 15 mois.

« 17.18) L'émetteur inscrit auprès de la SEC satisfait aux conditions des paragraphes 17.13, 17.14 et 17.16 s'il remplit les conditions suivantes :

*a)* il se conforme aux obligations imposées par les lois américaines relativement au changement d'exercice;

*b)* il transmet aux autorités en valeurs mobilières un exemplaire de tous les documents exigés par les lois américaines à propos du changement d'exercice en même temps qu'il les dépose auprès de la SEC ou promptement par la suite, mais au plus tard 120 jours après la fin de son dernier exercice.

« 17.19) Les états financiers de l'émetteur visés aux paragraphes 17.4, 17.5 et 17.6 sont accompagnés d'un avis de l'émetteur qui décrit de façon raisonnablement détaillée l'emploi du produit brut total qu'il en a tiré en vertu de l'article 2.9 conformément à l'Annexe 45-106A16, sauf s'il a déjà donné cette information conformément à cette annexe.

« 17.20) Au Nouveau-Brunswick, en Nouvelle-Écosse et en Ontario, l'émetteur met raisonnablement à la disposition des porteurs des titres acquis en vertu du paragraphe 2.1, dans les 10 jours suivant la survenance de l'un des événements suivants conformément à l'Annexe 45-106A17, un avis relatif à l'événement :

- a) l'abandon des activités de l'émetteur;
- b) un changement dans son secteur d'activité;
- c) un changement de contrôle de l'émetteur.

« 17.21) L'émetteur est tenu de fournir l'information visée aux paragraphes 17.4, 17.5, 17.6, 17.19 et 17.20 jusqu'à la plus rapprochée des dates suivantes :

- a) la date à laquelle il devient émetteur assujéti dans un territoire du Canada;
- b) la date à laquelle il cesse d'exercer ses activités.

« 17.22) En Ontario, l'émetteur qui n'est pas émetteur assujéti dans cette province et qui place des titres sous le régime de la dispense prévue au paragraphe 2.1 est assimilé à un participant au marché en vertu de la Loi sur les valeurs mobilières.

« 17.23) Au Nouveau-Brunswick, l'émetteur qui n'est pas émetteur assujéti dans cette province et qui place des titres sous le régime de la dispense prévue au paragraphe 2.1 est assimilé à un participant au marché en vertu de la Loi sur les valeurs mobilières.

« 18) (*paragraphe abrogé*). ».

4. L'article 6.1 de ce règlement est modifié par le remplacement, dans le sous-paragraphe c du paragraphe 1, de « ou 2 de l'article 2.9 » par « , 2 ou 2.1 de l'article 2.9 ».

5. L'article 6.5 de ce règlement est modifié par l'insertion, après le paragraphe 1, du suivant :

« 1.1) En Alberta, au Nouveau-Brunswick, en Nouvelle-Écosse, en Ontario, au Québec et en Saskatchewan, le formulaire de reconnaissance de risque requis pour les investisseurs qui sont des personnes physiques comprend les Appendices 1 et 2 prévues à l'Annexe 45-106A4. ».

6. Ce règlement est modifié par l'insertion, après l'article 8.4, des suivants :

**« 8.4.1. Disposition transitoire – Dispense pour placement au moyen d'une notice d'offre – Mise à jour de la notice d'offre »**

Malgré le paragraphe 5.1 de l'article 2.9, en Alberta, au Nouveau-Brunswick, en Nouvelle-Écosse, au Québec et en Saskatchewan, l'émetteur n'est pas tenu de mettre à jour une notice d'offre déposée dans le territoire intéressé avant le 30 avril 2016 uniquement pour y intégrer la mention prévue au sous-paragraphe a du paragraphe 5.1 de cet article, sauf s'il est tenu de la mettre à jour conformément au paragraphe 14 de cet article ou à l'instruction B.12 de l'Annexe 45-106A2.

**« 8.4.2. Disposition transitoire – Dispense pour placement au moyen d'une notice d'offre – Documents de commercialisation »**

Malgré le sous-paragraphe a du paragraphe 17.1 de l'article 2.9, en Alberta, au Nouveau-Brunswick, en Nouvelle-Écosse, au Québec et en Saskatchewan, les documents de commercialisation relatifs à la notice d'offre déposés dans le territoire intéressé avant le 30 avril 2016 et transmis ou mis raisonnablement à la disposition d'un souscripteur éventuel après cette date doivent être déposés dans les 10 jours suivant le moment où ils ont été transmis ou mis raisonnablement à la disposition de ce souscripteur, selon la plus rapprochée de ces dates. ».

7. L'Annexe 45-106A2 de ce règlement est modifiée par l'insertion, dans les rubriques 10.1 et 10.2 et après les mots « au Nunavut, », des mots « en Ontario, ».

8. L'Annexe 45-106A3 de ce règlement est modifiée par l'insertion, dans la rubrique 10 et après les mots « au Nunavut, », des mots « en Ontario, ».

9. L'Annexe 45-106A4 de ce règlement est modifiée :

- 1° par le remplacement, sous le titre « Vous n'obtiendrez pas de conseils », des mots

« Au Québec, en Alberta, au Manitoba, dans les Territoires du Nord-Ouest, au Nunavut, à l'Île-du-Prince-Édouard, en Saskatchewan et au Yukon, vous pouvez avoir à obtenir cet avis pour être considéré comme un investisseur admissible. » par les mots « Au Manitoba, dans les Territoires du Nord-Ouest, au Nunavut, à l'Île-du-Prince-Édouard et au Yukon, vous pouvez avoir à obtenir cet avis pour être considéré comme investisseur admissible. »;

2° par l'insertion, à la fin, de ce qui suit :

«

**APPENDICE 1**  
**CLASSIFICATION DES INVESTISSEURS EN VERTU DE LA DISPENSE POUR**  
**PLACEMENT AU MOYEN D'UNE NOTICE D'OFFRE**

**Instructions :** Cet appendice doit être rempli avec le formulaire de reconnaissance de risque et l'Appendice 2 par la personne physique qui souscrit des titres sous le régime de la dispense (la « dispense pour placement au moyen d'une notice d'offre ») prévue au paragraphe 2.1 de l'article 2.9 du Règlement 45-106 sur les dispenses de prospectus (le « Règlement 45-106 ») en Alberta, au Nouveau-Brunswick, en Nouvelle-Écosse, en Ontario, au Québec et en Saskatchewan.

**Critères permettant de souscrire des titres sous le régime de la dispense pour placement au moyen d'une notice d'offre**

Apposez vos initiales en regard de l'énoncé A, B, C ou D, en fonction des critères qui s'appliquent à votre situation (il peut y en avoir plus d'un). S'il s'agit de l'énoncé B ou C, vous n'avez pas à le faire pour l'énoncé A.

A. Vous êtes un investisseur admissible pour les raisons suivantes :		Vos initiales
<b>INVESTISSEUR ADMISSIBLE</b>	Votre revenu net avant impôt a été supérieur à 75 000 \$ dans chacune des 2 dernières années civiles et vous vous attendez à excéder ce revenu dans l'année civile en cours. (Le montant de votre revenu net avant impôt se trouve dans votre déclaration de revenus.)	
	Votre revenu net avant impôt combiné à celui de votre conjoint a été supérieur à 125 000 \$ dans chacune des 2 dernières années civiles et vous vous attendez à excéder ce revenu dans l'année civile en cours. (Le montant de votre revenu net avant impôt se trouve dans votre déclaration de revenus.)	
	Vous possédez, seul ou avec votre conjoint, un actif net d'une valeur supérieure à 400 000 \$. (Votre actif net correspond à votre actif total, y compris les biens immobiliers, déduction faite de la dette totale dont toute hypothèque sur votre bien immobilier.)	

B. Vous êtes un investisseur admissible, à titre de personne décrite à l'article 2.3 du Règlement 45-106 ou, le cas échéant en Ontario, au paragraphe 3 de l'article 7.3 de la <i>Loi sur les valeurs mobilières</i> pour les raisons suivantes :		Vos initiales
<b>INVESTISSEUR QUALIFIÉ</b>	Votre revenu net avant impôt était supérieur à 200 000 \$ dans chacune des 2 dernières années civiles et vous vous attendez à excéder ce revenu dans l'année civile en cours. (Le montant de votre revenu net avant impôt se trouve dans votre déclaration de revenus.)	
	Votre revenu net avant impôt combiné à celui de votre conjoint était supérieur à 300 000 \$ dans chacune des 2 dernières années civiles et vous vous attendez à excéder ce revenu dans l'année civile en cours.	

	Vous possédez, seul ou avec votre conjoint, des espèces et des titres dont la valeur s'élève à plus de 1 000 000 \$, déduction faite des dettes qui s'y rattachent.	
	Vous possédez, seul ou avec votre conjoint, un actif net d'une valeur supérieure à 5 000 000 \$. (Votre actif net correspond à votre actif total, y compris les biens immobiliers, déduction faite de la dette totale.)	

C. Vous êtes un investisseur admissible, à titre de personne décrite à l'article 2.5 du Règlement 45-106, pour les raisons suivantes :		Vos initiales
PARENTS, AMIS ET PARTENAIRES	<p>Vous êtes :</p> <p>1) [cocher toutes les cases qui s'appliquent]</p> <p><input type="checkbox"/> un administrateur de l'émetteur ou d'un membre du même groupe que lui</p> <p><input type="checkbox"/> un membre de la haute direction de l'émetteur ou d'un membre du même groupe que lui</p> <p><input type="checkbox"/> une personne participant au contrôle de l'émetteur ou d'un membre du même groupe que lui</p> <p><input type="checkbox"/> un fondateur de l'émetteur</p> <p>OU</p> <p>2) [cocher toutes les cases qui s'appliquent]</p> <p><input type="checkbox"/> une personne dont la majorité des titres comportant droit de vote est la propriété véritable des personnes suivantes ou dont les administrateurs sont, en majorité, les personnes suivantes : i) les personnes physiques énumérées en 1) ci-dessus, ou ii) des parents, des amis très proches ou des proches partenaires de ces personnes</p> <p><input type="checkbox"/> une fiducie ou une succession dont tous les bénéficiaires ou une majorité des fiduciaires ou des liquidateurs sont les personnes suivantes : i) les personnes physiques énumérées en 1) ci-dessus, ou ii) des parents, des amis très proches ou des proches partenaires de ces personnes</p>	
	<p>Vous êtes parent avec _____</p> <p>[Instruction : Indiquer le nom de la personne qui est parent avec vous directement ou par l'intermédiaire de son conjoint], qui occupe le poste suivant auprès de l'émetteur ou d'un membre du même groupe que lui : _____.</p> <p>Vous êtes le ou la _____ de cette personne ou de son conjoint. [Instruction : Pour effectuer ce placement, vous devez faire partie de l'une des catégories suivantes : a) le conjoint de la personne nommée ci-dessus, ou b) le père ou la mère, le grand-parent, le frère, la sœur, l'enfant ou le petit-enfant de cette personne ou de son conjoint.]</p>	
	<p>Vous être un ami très proche de _____</p> <p>[Instruction : Indiquer le nom de votre ami très proche], qui occupe le poste suivant auprès de l'émetteur ou d'un membre du même groupe que lui : _____.</p> <p>Vous connaissez cette personne depuis _____ ans.</p>	

	<p>Vous êtes un proche partenaire de _____  <i>[Instruction : Indiquer le nom de votre proche partenaire]</i>, qui occupe le poste suivant auprès de l'émetteur ou d'un membre du même groupe que lui : _____.</p> <p>Vous connaissez cette personne depuis ____ ans.</p>	
--	---	--

<b>D. Vous n'êtes pas un investisseur admissible.</b>		<b>Vos initiales</b>
<b>VOUS N'ÊTES PAS UN INVESTISSEUR ADMISSIBLE</b>	Vous reconnaissez que vous n'êtes pas un investisseur admissible.	

«

**APPENDICE 2  
PLAFONDS D'INVESTISSEMENT POUR LES INVESTISSEURS EN VERTU DE LA  
DISPENSE POUR PLACEMENT AU MOYEN D'UNE NOTICE D'OFFRE**

**Instructions :** Cet appendice doit être rempli avec le formulaire de reconnaissance de risque et l'Appendice 1 par la personne physique qui souscrit des titres en vertu de la dispense (la « dispense pour placement au moyen d'une notice d'offre ») prévue au paragraphe 2.1 de l'article 2.9 du Règlement 45-106 sur les dispenses de prospectus (le « Règlement 45-106 ») en Alberta, au Nouveau-Brunswick, en Nouvelle-Écosse, en Ontario, au Québec et en Saskatchewan.

<b>PARTIE 1 À REMPLIR PAR LE SOUSCRIPTEUR</b>
<b>1. Plafonds d'investissement auxquels vous êtes assujéti lors de la souscription de titres en vertu de la dispense de placement au moyen d'une notice d'offre</b>
Vous pourriez être assujéti à des plafonds d'investissement annuels qui s'appliquent à tous les titres acquis sous le régime de la dispense pour placement au moyen d'une notice d'offre au cours d'une période de 12 mois, en fonction de vos critères d'admissibilité prévus à l'Appendice 1. Apposez vos initiales en regard de l'énoncé qui s'applique à votre situation.



A. Vous êtes un investisseur admissible.		Vos initiales
INVESTISSEUR ADMISSIBLE	À titre d'investisseur admissible qui est une personne physique, vous ne pouvez investir plus de <b>30 000 \$</b> pour l'ensemble des placements effectués sous le régime de la dispense pour placement au moyen d'une notice d'offre au cours des 12 derniers mois, sauf si un gestionnaire de portefeuille, un courtier en placement ou un courtier sur le marché dispensé, tel qu'il est indiqué au point 2 du présent appendice, vous a avisé qu'un tel investissement vous convenait.	
	Appelez vos initiales en regard de l'un des énoncés suivants :	
	Compte tenu de votre investissement de _____ \$ dans cet émetteur aujourd'hui, vous confirmez que vous n'excédez pas le plafond de 30 000 \$ pour l'ensemble des placements effectués sous le régime de la dispense pour placement au moyen d'une notice d'offre au cours des 12 derniers mois.	
	Vous confirmez qu'un gestionnaire de portefeuille, un courtier en placement ou un courtier sur le marché dispensé, tel qu'il est indiqué au point 2 du présent appendice, vous a avisé qu'un tel placement vous convenait.	
	Compte tenu de votre investissement de _____ \$ dans cet émetteur aujourd'hui, vous confirmez que vous n'avez pas excédé le plafond de 100 000 \$ pour l'ensemble des placements effectués sous le régime de la dispense pour placement au moyen d'une notice d'offre au cours des 12 derniers mois.	

B. Vous êtes un investisseur admissible, à titre de personne décrite à l'article 2.3 du Règlement 45-106 ou, le cas échéant en Ontario, au paragraphe 3 de l'article 7.3 de la Loi sur les valeurs mobilières.		Vos initiales
INVESTISSEUR QUALIFIÉ	Vous reconnaissez qu'en étant investisseur admissible, à titre de personne décrite à l'article 2.3, vous n'êtes assujetti à aucun plafond d'investissement.	

C. Vous êtes un investisseur admissible, à titre de personne décrite à l'article 2.5 du Règlement 45-106.		Vos initiales
PARENTS, AMIS ET PARTENAIRES	Vous reconnaissez qu'en étant investisseur admissible, à titre de personne décrite à l'article 2.5, vous n'êtes assujetti à aucun plafond d'investissement.	

D. Vous n'êtes pas un investisseur admissible.		Vos initiales
VOUS N'ÊTES PAS UN INVESTISSEUR ADMISSIBLE	<p>Vous reconnaissez que vous ne pouvez investir plus de <b>10 000 \$</b> pour l'ensemble des placements effectués sous le régime de la dispense pour placement au moyen d'une notice d'offre au cours des 12 derniers mois.</p> <p>Compte tenu de votre investissement de _____ \$ dans cet émetteur aujourd'hui, vous confirmez que vous n'avez pas excédé le plafond de 10 000 \$ pour l'ensemble des placements effectués sous le régime de la dispense pour placement au moyen d'une notice d'offre au cours des 12 derniers mois.</p>	

## PARTIE 2 À REMPLIR PAR LA PERSONNE INSCRITE

### 2. Renseignements sur la personne inscrite

[Instruction : cette partie ne doit être remplie que si l'investisseur a reçu des conseils d'un gestionnaire de portefeuille, d'un courtier en placement ou d'un courtier sur le marché dispensé concernant son investissement.]

Prénom et nom de famille de la personne inscrite (en caractères d'imprimerie):

Inscrite à titre de :

[Instruction : indiquer si la personne est inscrite à titre de représentant de courtier ou de représentant-conseil]

Téléphone :

Courriel :

Nom de la société :

[Instruction : indiquer si la personne est inscrite à titre de courtier sur le marché dispensé, de courtier en placement ou de gestionnaire de portefeuille.]

Date :

».

10. Ce règlement est modifié par l'addition, après l'Annexe 45-106A15, des suivantes :

«

### ANNEXE 45-106A16 AVIS SUR L'EMPLOI DU PRODUIT

[Indiquer le nom de l'émetteur]

**Pour l'exercice terminé le** [Indiquer la date de clôture du dernier exercice]

**Date :** [Indiquer la date de l'avis. Elle ne doit pas être antérieure à celle du rapport de l'auditeur sur les états financiers du dernier exercice de l'émetteur.]

[Fournir l'information demandée ci-après.]

1	Produit d'ouverture		
(A)	<b>Solde du produit de clôture non employé du dernier avis prévu à l'Annexe 45-106A16 déposé, le cas échéant</b>		\$
(B)	<b>Produit tiré au cours du dernier exercice</b>		\$
(C)	<b>Produit d'ouverture total</b> [Ligne (C) = Ligne (A) + Ligne (B)]		\$
2	Produit employé au cours du dernier exercice		
	[Fournir de façon suffisamment détaillée une ventilation du produit employé au cours du dernier exercice, y compris pour acquitter, selon le cas :		\$
	i. les commissions de placement et les frais		
	ii. les autres frais liés au placement		
	iii. les montants versés à l'égard de chaque emploi des fonds		

13

		<i>disponibles indiqués dans la notice d'offre iv. les autres principaux emplois du produit, indiqués séparément]</i>	
	(D)	<b>Total des emplois du produit</b> [La ligne (D) correspond à la somme des emplois du produit indiqués dans la présente partie du tableau, et doit être égale au produit brut total employé au cours du dernier exercice.]	\$
<b>3</b>		<b>Produit de clôture non employé</b>	
	(E)	<b>Produit de clôture non employé</b> [Ligne (E) = Ligne (C) – Ligne (D)]	\$

*[Pour toute portion du produit devant être indiqué dans ce tableau qui a été versée directement ou indirectement à une partie liée (au sens de l'instruction A.6 de l'Annexe 45-106A2, Notice d'offre de l'émetteur non admissible) de l'émetteur, indiquer dans chaque cas le nom de la partie liée à qui le paiement a été fait, son lien avec l'émetteur et le montant versé.]*

**Instructions pour l'application de  
l'Annexe 45-106A16  
Avis sur l'emploi du produit**

1. Le montant inscrit à la ligne (A) est tiré de la ligne (E) figurant dans l'avis relatif à l'emploi du produit de l'année précédente (l'« avis »), le cas échéant. À défaut, le montant inscrit à la ligne (A) est nul.
2. Le montant inscrit à la ligne (B) correspond au produit brut total réuni dans l'ensemble des territoires du Canada en vertu de l'article 2.9 du Règlement 45-106 sur les dispenses de prospectus (la « dispense pour placement au moyen d'une notice d'offre ») au cours du dernier exercice. L'émetteur qui a réuni des fonds à la fois en vertu d'autres dispenses de prospectus et de la dispense pour placement au moyen d'une notice d'offre au cours de l'année et qui ne peut indiquer séparément le produit réuni uniquement en vertu de cette dernière peut fournir l'information demandée dans le tableau pour le produit brut total réuni en vertu de toutes les dispenses de prospectus au cours du dernier exercice.
3. Si le montant inscrit à la ligne (C) est nul, l'émetteur n'est pas tenu de déposer, de transmettre ou de mettre raisonnablement à la disposition l'avis pour l'exercice visé.
4. Dans la partie 2 du tableau, l'émetteur doit fournir une ventilation raisonnablement détaillée des différents emplois du produit brut total au cours du dernier exercice. Il devrait s'assurer que l'information est suffisamment précise et détaillée pour permettre à un investisseur de comprendre l'emploi du produit.
5. Les paiements directs et indirects versés aux parties liées doivent être indiqués. À titre d'exemple, un paiement indirect pourrait inclure le remboursement d'une dette contractée dans la cadre d'un paiement antérieur versé à une partie liée.
6. Le produit investi temporairement ne serait généralement pas considéré comme avoir été utilisé.

«

**ANNEXE 45-106A17**  
**AVIS CONCERNANT CERTAINS ÉVÉNEMENTS CLÉS**

Cette annexe est requise conformément au paragraphe 17.20 de l'article 2.9 du Règlement 45-106 sur les dispenses de prospectus (le « Règlement 45-106 ») au Nouveau-Brunswick, en Nouvelle-Écosse et en Ontario pour mettre à la disposition des porteurs des titres acquis conformément au paragraphe 2.1 de l'article 2.9 du Règlement 45-106 un avis concernant certains événements clés.

1. Nom et adresse de l'émetteur			
<i>Fournir l'information suivante.</i>			
Nom complet	<input style="width: 95%;" type="text"/>		
Numéro et rue	<input style="width: 95%;" type="text"/>	Province/État	<input style="width: 95%;" type="text"/>
Ville	<input style="width: 95%;" type="text"/>	Code postal	<input style="width: 95%;" type="text"/>
Site Web	<input style="width: 95%;" type="text"/>	Pays	<input style="width: 95%;" type="text"/>
2. Événement			
<i>Fournir l'information suivante.</i>			
L'événement décrit à la partie 3 est le suivant : <i>[il peut y en avoir plus d'un]</i>			
<input type="checkbox"/> l'abandon des activités de l'émetteur <input type="checkbox"/> un changement dans son secteur d'activité <input type="checkbox"/> un changement de contrôle de l'émetteur			
Date à laquelle est survenu l'événement	<input style="width: 100px;" type="text" value=" / /"/>	(aaaa/mm/jj):	
3. Description de l'événement			
<i>Décrire brièvement l'événement mentionné à la partie 2.</i>			
4. Personne-ressource			
<i>Fournir l'information suivante sur la personne chez l'émetteur avec laquelle on peut communiquer au sujet de l'événement décrit dans la partie 3.</i>			
Nom	<input style="width: 95%;" type="text"/>	Titre	<input style="width: 95%;" type="text"/>
Adresse électronique	<input style="width: 95%;" type="text"/>	Numéro de téléphone	<input style="width: 95%;" type="text"/>

Date de l'avis (aaaa/mm/jj) :

».

**11.** Le présent règlement entre en vigueur en Ontario le 13 janvier 2016 et en Alberta, au Nouveau-Brunswick, en Nouvelle-Écosse, au Québec et en Saskatchewan le 30 avril 2016.

**MODIFICATION DE L'INSTRUCTION GÉNÉRALE RELATIVE AU RÈGLEMENT 45-106 SUR LES DISPENSES DE PROSPECTUS**

1. L'Instruction générale relative au Règlement 45-106 sur les dispenses de prospectus est modifiée par le remplacement, dans le premier paragraphe de l'article 1.8, des mots « le paragraphe 3 de l'article 2.9 » par les mots « les paragraphes 3 et 3.0.1 de l'article 2.9 ».

2. Cette instruction est modifiée par l'insertion, après l'article 3.3, du suivant :

**« 3.3.1. Documents publicitaires et documents de commercialisation en vertu de la dispense pour placement au moyen d'une notice d'offre**

En Alberta, au Nouveau-Brunswick, en Nouvelle-Écosse, en Ontario, au Québec et en Saskatchewan, la notice d'offre établie conformément à la dispense pour placement au moyen d'une notice d'offre prévue au paragraphe 2.1 de l'article 2.9 du règlement doit intégrer par renvoi les documents de commercialisation utilisés pour un placement effectué sous le régime de cette dispense. Conformément au paragraphe 8 de l'article 2.9 du règlement, l'émetteur doit signer une attestation qui indique que la notice d'offre ne contient aucune information fausse ou trompeuse. Les documents de commercialisation étant intégrés par renvoi dans la notice d'offre, il doit veiller à ce que l'information incluse dans les documents de commercialisation ne contiennent pas d'information fausse ou trompeuse.

Dans ces territoires, l'émetteur ou la personne inscrite qui utilise des documents de commercialisation dans le cadre d'un placement effectué sous le régime de la dispense pour placement au moyen d'une notice d'offre doit les examiner pour confirmer qu'ils sont cohérents avec le document de placement et qu'ils sont justes, équilibrés et ni faux ni trompeurs. Par ailleurs, ces territoires s'attendent à ce que l'émetteur ou la personne inscrite détermine si les déclarations faites dans les documents de commercialisation renvoient adéquatement à de l'information servant à les étayer. Ainsi, lorsque des indices de référence sont utilisés à des fins comparatives, l'émetteur ou la personne inscrite devrait évaluer s'ils sont pertinents et comparables à l'investissement visé et confirmer que les documents de commercialisation répondent aux critères suivants :

- a) ils expliquent adéquatement les différences entre l'indice de référence et l'investissement;
- b) ils font mention de la source de l'indice de référence et précisent la date à laquelle l'information est à jour;
- c) s'il y a lieu, ils mettent en garde les souscripteurs contre le fait que le rendement passé n'est pas nécessairement représentatif des résultats futurs.

L'émetteur qui établit une notice d'offre conformément à l'Annexe 45-106A2, *Notice d'offre de l'émetteur non admissible* doit également se conformer aux obligations relatives à l'information prospective, qui sont décrites dans les instructions A.12 et B.14 de cette annexe. Il ne peut diffuser d'information prospective que si celle-ci est exposée dans la notice d'offre. Par ailleurs, cette information doit respecter certaines obligations prévues par le *Règlement 51-102 sur les obligations d'information continue*, lesquelles s'appliquent également aux documents de commercialisation utilisés dans le cadre d'un placement effectué sous le régime de la dispense pour placement au moyen d'une notice d'offre.

Dans ces territoires, l'émetteur ou la personne inscrite qui entend se fier aux documents de commercialisation établis par un tiers, comme le rapport d'un analyste qui note un titre ou le compare aux titres d'autres émetteurs, devrait évaluer les documents pour confirmer que l'information contenue est juste, pondérée et qu'elle n'est ni fausse ni trompeuse. Par exemple, si le rapport a été payé par l'émetteur ou s'il y a d'autres liens entre l'analyste et l'émetteur, il serait inapproprié de le qualifier d'« indépendant ». Le rapport devrait mettre en évidence les frais payés ainsi que les liens entre l'analyste et l'émetteur. L'émetteur ou la personne inscrite ne devrait pas se fier aux documents de commercialisation établis par un tiers sans les examiner de façon indépendante avant de les utiliser.

La personne inscrite doit connaître les autres indications des ACVM concernant l'examen et l'utilisation des documents de commercialisation ainsi que l'utilisation de ceux établis par des tiers. ».

3. L'article 3.4 de cette instruction est modifié par le remplacement du paragraphe 2 par le suivant :

« 2) au Nunavut et dans les Territoires du Nord-Ouest, seul un courtier inscrit peut recevoir une commission, y compris une commission d'intermédiaire, à l'occasion d'un placement auprès d'un souscripteur ou d'un acquéreur résidant dans l'un de ces territoires sous le régime de la dispense pour placement au moyen d'une notice d'offre. ».

4. L'article 3.8 de cette instruction est modifié :

1° par le remplacement du paragraphe 1 par les suivants :

« 1) Critères d'admissibilité (Île-du-Prince-Édouard, Manitoba, Nunavut et Territoires du Nord-Ouest)

L'Île-du-Prince-Édouard, le Manitoba, le Nunavut, les Territoires du Nord-Ouest et le Yukon imposent des critères d'admissibilité aux personnes investissant sous le régime de la dispense pour placement au moyen d'une notice d'offre. Dans ces territoires, le souscripteur doit être un investisseur admissible si le coût d'acquisition global pour lui est supérieur à 10 000 \$.

Pour établir le coût d'acquisition global pour le souscripteur qui n'est pas investisseur admissible, il faut inclure les paiements futurs qu'il sera obligé de faire. Le produit qu'on peut obtenir à l'exercice de bons de souscription ou d'autres droits, ou à la conversion de titres convertibles, n'est pas considéré comme faisant partie du coût d'acquisition global, à moins que le souscripteur ne soit légalement obligé d'exercer ou de convertir les titres. Le coût d'acquisition global maximal de 10 000 \$ est calculé par placement.

Néanmoins, les titres placés en même temps ou à des dates rapprochées auprès du même souscripteur forment habituellement un placement unique. Par conséquent, dans le calcul du coût d'acquisition global, tous ces titres placés par l'émetteur ou pour son compte auprès du même souscripteur qui n'est pas un investisseur admissible sont inclus. Il serait inopportun pour un émetteur de chercher à se soustraire au plafond de 10 000 \$ en divisant une souscription de plus de 10 000 \$ par un même souscripteur en plusieurs souscriptions de 10 000 \$ ou moins faites directement ou indirectement par le même souscripteur.

Il existe diverses catégories d'investisseur admissible, notamment la personne qui a et a eu dans les années précédentes un revenu ou un bénéfice net avant impôt de 75 000 \$ ou qui possède un actif net de 400 000 \$. Pour le calcul de l'actif net du souscripteur, il faut soustraire le passif total du souscripteur de son actif total. La valeur attribuée aux éléments d'actif devrait refléter de façon raisonnable leur juste valeur estimative. L'impôt sur le revenu est considéré comme un élément de passif si l'obligation de paiement est exigible au moment du placement.

Un autre type d'investisseur admissible est celui qui a obtenu les conseils d'un conseiller en matière d'admissibilité. Ce dernier est une personne inscrite comme courtier en placement (ou inscrite dans une catégorie équivalente de courtier de plein exercice dans le territoire du souscripteur) qui est autorisée à donner des conseils à l'égard du type de titres faisant l'objet du placement. Au Manitoba, certains avocats et experts-comptables peuvent également agir comme conseillers en matière d'admissibilité.

Le courtier en placement inscrit donnant des conseils à un souscripteur dans ces circonstances devrait se conformer aux règles sur la connaissance du client et la convenance au client prévues dans la législation en valeurs mobilières applicable et dans les règles et politiques des OAR. Certains courtiers ont obtenu des dispenses des règles concernant la connaissance du client et la convenance au client parce qu'ils ne donnent pas de conseils. L'évaluation de la convenance au client par ces courtiers ne suffit pas pour qu'un souscripteur soit considéré comme un investisseur admissible.

« 1.1) Critères d'admissibilité et plafonds d'investissement (Alberta, Nouveau-Brunswick, Nouvelle-Écosse, Ontario, Québec et Saskatchewan)

a) Critères d'admissibilité

L'Alberta, le Nouveau-Brunswick, la Nouvelle-Écosse, l'Ontario, le Québec et la Saskatchewan imposent des critères d'admissibilité aux personnes investissant sous le régime de la dispense pour placement au moyen d'une notice d'offre.

Les critères pour devenir un investisseur admissible sont essentiellement les mêmes que ceux dans les territoires indiqués au paragraphe 1 ci-dessus. Cependant, en Alberta, au Nouveau-Brunswick, en Nouvelle-Écosse, en Ontario, au Québec et en Saskatchewan, il n'est pas possible d'être un investisseur admissible en raison de l'obtention de conseils d'un « conseiller en matière d'admissibilité ».

Il existe diverses catégories d'investisseur admissible, notamment la personne qui a et a eu dans les années précédentes un revenu ou un bénéfice net avant impôt de 75 000 \$ ou qui possède un actif net de 400 000 \$. Pour le calcul de l'actif net du souscripteur, il faut soustraire le passif total du souscripteur de son actif total. La valeur attribuée aux éléments d'actif devrait refléter de façon raisonnable leur juste valeur estimative. L'impôt sur le revenu est considéré comme un élément de passif si l'obligation de paiement est exigible au moment du placement

b) Plafonds d'investissement pour les investisseurs admissibles et non admissibles qui sont des personnes physiques

Tant les investisseurs admissibles que les souscripteurs qui ne sont pas admissibles comme tels (les « investisseurs non admissibles ») qui sont des personnes physiques sont assujettis à des plafonds d'investissement en vertu de la dispense pour placement au moyen d'une notice d'offre. Dans ces territoires, le plafond d'investissement pour les investisseurs non admissibles qui sont des personnes physiques est de 10 000 \$, alors qu'il est de 30 000 \$ pour les investisseurs admissibles qui sont des personnes physiques. Dans les deux cas, les plafonds d'investissement s'appliquent à tous les titres acquis par le souscripteur sous le régime de la dispense pour placement au moyen d'une notice d'offre au cours des 12 mois précédents.

Le souscripteur qui est une personne physique et un investisseur admissible parce qu'il est investisseur qualifié ou une personne décrite dans la dispense pour placement auprès de parents, amis et partenaires n'est cependant pas assujéti à un plafond d'investissement en vertu de cette dispense.

Le fait que des plafonds d'investissement aient été établis pour les investisseurs admissibles et non admissibles qui sont des personnes physiques ne signifie pas que ces montants constituent des placements convenables dans tous les cas. La personne inscrite qui participe à une opération doit toujours procéder à une évaluation de la convenance pour déterminer si le montant de l'investissement et l'investissement en soi conviennent au souscripteur. Le montant à investir pourrait donc être moins élevé pour le souscripteur.

L'investisseur admissible peut excéder le plafond d'investissement de 30 000 \$ s'il reçoit des conseils d'un gestionnaire de portefeuille, d'un courtier en placement ou d'un courtier sur le marché dispensé indiquant qu'il peut excéder ce plafond et que l'investissement en soi lui convient. Le cas échéant, le plafond d'investissement pour tous les titres acquis par le souscripteur sous le régime de cette dispense au cours des 12 mois précédents est de 100 000 \$.

Pour déterminer le coût d'acquisition pour un souscripteur assujéti aux plafonds d'investissement, il faut inclure les paiements futurs qu'il sera tenu de faire. Le produit que l'on peut obtenir à l'exercice de bons de souscription ou d'autres droits, ou à la conversion de titres convertibles, n'est pas considéré comme faisant partie du coût d'acquisition, à moins que le souscripteur ne soit légalement obligé d'exercer ou de convertir les titres.

La personne physique (« particulier » ou *individual*) s'entend, dans certains territoires, d'une personne physique (*natural person*), et vise expressément à exclure les

sociétés de personnes, les associations sans personnalité morale, les syndicats sans personnalité morale, les organismes sans personnalité morale et les fiduciaires. De plus, elle exclut les personnes physiques agissant en qualité de fiduciaire, d'exécuteur testamentaire, d'administrateur successoral ou de tout autre représentant personnel ou légal.

c) Situations où les plafonds d'investissement peuvent être dépassés

Le fait que les plafonds d'investissement applicables aux investisseurs admissibles qui sont des personnes physiques soient plus élevés que ceux pour les investisseurs non admissibles qui sont des personnes physiques ne signifie pas que les montants plus élevés conviendront à tous les investisseurs admissibles. Les conditions de la dispense prévoient notamment que, pour pouvoir excéder le plafond d'investissement de 30 000 \$, la personne inscrite doit déterminer si un investissement supérieur à ce plafond convient au souscripteur. L'émetteur ne peut accepter de souscription excédant 30 000 \$ d'un souscripteur que si la personne inscrite estime qu'un tel investissement convient à ce dernier. Le cas échéant, la personne inscrite ne pourrait pas non plus accepter d'instructions d'un souscripteur visant à excéder le plafond d'investissement de 30 000 \$.

d) Plafonds d'investissement qui s'appliquent au cours d'une période de 12 mois

Les plafonds d'investissement pour les investisseurs admissibles et non admissibles qui sont des personnes physiques s'appliquent à l'ensemble des investissements effectués par un souscripteur dans le cadre de placements faits par différents émetteurs (ou de plusieurs placements fait par un même émetteur) sous le régime de la dispense pour placement au moyen d'une notice d'offre au cours des 12 mois précédents, qui peut être une année civile ou non. Ainsi, pour le souscripteur qui souhaite acquérir des titres d'un émetteur sous le régime de la dispense pour placement au moyen d'une notice d'offre le 15 janvier, l'émetteur doit inclure dans le calcul tous les investissements effectués par le souscripteur en vertu de cette dispense depuis le 16 janvier de l'année précédente, jusqu'à la date de l'investissement proposé, inclusivement.

Lors de chaque placement, l'émetteur doit confirmer que le montant investi par le souscripteur qui est une personne physique n'excède pas le plafond applicable et devrait prendre des mesures raisonnables pour ce faire. Cela exigera de l'émetteur qu'il comprenne d'abord si le souscripteur est un investisseur admissible ou non. Comme le décrit l'article 1.9 ci-dessus, il devrait recueillir de l'information confirmant que le souscripteur répond aux critères prévus par la dispense, et discuter avec lui des plafonds d'investissement qui s'appliquent à lui.

Pour vérifier si un souscripteur respecte le plafond d'investissement applicable, l'émetteur devrait obtenir de lui des déclarations appropriées confirmant qu'il n'a pas dépassé le plafond d'investissement applicable au cours de la période visée. Nous serions préoccupés par un émetteur qui se contenterait de déclarations types d'un souscripteur sans les vérifier. Par exemple, il pourrait recueillir de l'information sur les autres investissements effectués sous le régime de la dispense pour placement au moyen d'une notice d'offre au cours de la période de 12 mois précédant l'investissement courant.

Malgré les déclarations faites par le souscripteur dans les appendices au formulaire de reconnaissance de risque, nous nous attendons à ce que l'émetteur soit en mesure d'expliquer les mesures prises pour vérifier les déclarations faites par le souscripteur. Nous sommes conscients que dans bon nombre de cas, une personne inscrite peut agir à titre de mandataire pour le compte de l'émetteur dans ce processus. Dans les deux cas, les indications prévues à l'article 1.9 ci-dessus peuvent aussi être éclairantes.

« 1.2) Rôle de la personne inscrite dans la prestation de conseils quant à la convenance d'un placement et dans les conflits d'intérêts

La personne inscrite qui participe à un placement de titres effectué sous le régime d'une dispense de prospectus doit non seulement établir qu'elle peut s'en prévaloir, mais aussi se conformer à ses obligations, notamment la connaissance du client et du produit et l'évaluation de la convenance. Dans l'évaluation du type d'investissement qui conviendrait à un souscripteur en



vertu de la dispense pour placement au moyen d'une notice d'offre, la personne inscrite devrait tenir compte des indications publiées par les ACVM sur les pratiques exemplaires relatives à l'évaluation de la convenance, notamment l'examen du degré de concentration des investissements dans le portefeuille du client.

Le Règlement 31-103 et l'instruction générale connexe prévoient un cadre qui exige que les personnes inscrites repèrent et traitent les conflits d'intérêts importants pouvant avoir une incidence sur leur capacité à respecter leurs obligations réglementaires, notamment l'évaluation de la convenance.

Nous nous attendons à ce que la personne inscrite qui conseille un souscripteur sur la convenance du placement d'un émetteur auquel elle est reliée ou associée soit consciente des conflits d'intérêts importants qui pourraient survenir dans ces situations, et prenne les mesures appropriées pour les traiter et ainsi veiller à respecter ses obligations réglementaires. Nous nous attendons par ailleurs à ce qu'elle démontre qu'elle traite les conflits soit en les évitant, soit en les gérant et en les déclarant de façon appropriée pour respecter son obligation d'agir avec honnêteté, bonne foi et loyauté avec ses clients.

Nous nous attendons à ce que toutes les personnes inscrites connaissent les autres indications publiées par les ACVM sur les obligations des personnes inscrites à l'égard de la connaissance du client et du produit, et de l'évaluation de la convenance, et repérer et traiter les conflits d'intérêts. »;

2° par l'insertion, après le paragraphe 5, du suivant :

« 5.1) Dépôt des documents de commercialisation

En Alberta, au Nouveau-Brunswick, en Nouvelle-Écosse, en Ontario, au Québec et en Saskatchewan, les documents de commercialisation utilisés dans le cadre d'un placement effectué sous le régime de la dispense pour placement au moyen d'une notice d'offre doivent également être déposés auprès des autorités en valeurs mobilières. Une fois déposés, il n'y a pas lieu de les déposer de nouveau après les clôtures subséquentes, à moins qu'un changement n'y ait été apporté. »;

3° par l'insertion, après le paragraphe 6, des suivants :

« 7) Types de titres pouvant être placés sous le régime de la dispense (Alberta, Nouveau-Brunswick, Nouvelle-Écosse, Ontario, Québec et Saskatchewan)

En Alberta, au Nouveau-Brunswick, en Nouvelle-Écosse, en Ontario, au Québec et en Saskatchewan, certains types de titres ne peuvent être placés sous le régime de la dispense pour placement au moyen d'une notice d'offre, notamment des dérivés visés et des produits de financement structurés. Cette interdiction s'ajoute à celle prévue au paragraphe 3.1 de l'article 2.9 sur le placement de produits titrisés à court terme sous le régime de cette dispense.

Ces types de titres ont été exclus puisque la dispense vise la collecte de capitaux et non le placement de titres complexes ou nouveaux auprès de souscripteurs. Nous aurions des réserves si des émetteurs se prévalaient de ce type de dispense pour placer des titres nouveaux ou complexes, même s'ils ne font pas partie des catégories interdites.

« 8) Information continue (Alberta, Nouveau-Brunswick, Nouvelle-Écosse, Ontario, Québec et Saskatchewan)

En Alberta, au Nouveau-Brunswick, en Ontario, au Québec et en Saskatchewan, l'émetteur non assujéti qui émet des titres sous le régime de la dispense pour placement au moyen d'une notice d'offre doit, pour chaque exercice, déposer auprès de l'autorité en valeurs mobilières ou lui transmettre, selon le cas, et mettre à la disposition des souscripteurs, dans les 120 jours suivant la fin de son exercice, des états financiers annuels audités. En Nouvelle-Écosse, l'émetteur n'est pas tenu de déposer ces derniers auprès de l'autorité en valeurs mobilières ou de lui transmettre; il doit uniquement les mettre à la disposition des souscripteurs ayant acquis des titres sous le régime de cette dispense.

Le tableau suivant indique les dates auxquelles les premiers états financiers annuels audités de l'émetteur seraient exigibles, conformément aux paragraphes 17.4, 17.5 et 17.6, après le placement initial de titres sous le régime de la dispense pour placement au moyen d'une notice d'offre. Les exemples figurant dans le tableau tiennent compte de la prolongation du délai de dépôt prévue au paragraphe 17.7.

Les exemples supposent que la date de clôture de l'exercice de l'émetteur est le 31 décembre.

Date de constitution	Date du placement initial en vertu du paragraphe 2.1 de l'article 2.9	Date limite pour les premiers états financiers annuels en vertu des paragraphes 17.4, 17.5 et 17.6 de l'article 2.9	Exercices inclus dans les états financiers annuels	Notes
1 <sup>er</sup> janvier 20X3	15 avril 20X7	14 juin 20X7	31 décembre 20X6 et 31 décembre 20X5	L'émetteur effectue son placement initial sous le régime de la dispense pour placement au moyen d'une notice d'offre prévue au paragraphe 2.1 de l'article 2.9 avant la date limite de dépôt des états financiers annuels, soit le 30 avril 20X7. Puisque le placement a été effectué si près de la date limite, l'émetteur peut tirer parti de la prolongation prévue au paragraphe 17.7 de l'article 2.9 et faire le dépôt le 14 juin 20X7.
1 <sup>er</sup> janvier 20X7	15 avril 20X7	30 avril 20X8	31 décembre 20X7	L'émetteur effectue son placement initial sous le régime de la dispense pour placement au moyen d'une notice d'offre prévue au paragraphe 2.1 de l'article 2.9 avant la date limite de dépôt des états financiers annuels, soit le 30 avril 20X7. Cependant, puisque son exercice n'est pas terminé, il ne serait pas tenu de

Date de constitution	Date du placement initial en vertu du paragraphe 2.1 de l'article 2.9	Date limite pour les premiers états financiers annuels en vertu des paragraphes 17.4, 17.5 et 17.6 de l'article 2.9	Exercices inclus dans les états financiers annuels	Notes
				déposer des états financiers annuels avant le 30 avril 20X8 pour l'exercice terminé le 31 décembre 20X7.
1 <sup>er</sup> janvier 20X3	15 juin 20X7	30 avril 20X8	31 décembre 20X7 et 20X6	L'émetteur effectue son placement initial sous le régime de la dispense pour placement au moyen d'une notice d'offre prévue au paragraphe 2.1 de l'article 2.9 après la date limite de dépôt des états financiers annuels en 20X7. La notice d'offre comprendrait déjà les états financiers annuels audités pour l'exercice terminé le 31 décembre 20X6. Les états financiers annuels audités suivants devraient être déposés au plus tard le 30 avril 20X8 pour l'exercice terminé le 31 décembre 20X7.

L'obligation de déposer ou de transmettre (selon le cas) des états financiers annuels à l'autorité en valeurs mobilières et de les mettre raisonnablement à la disposition des souscripteurs continue de s'appliquer chaque année après le placement initial conformément au paragraphe 2.1 de l'article 2.9 jusqu'à la première des dates suivantes : 1) celle où l'émetteur devient émetteur assujéti, et 2) celle où il cesse d'exercer ses activités.

« 9) Information continue - Avis concernant certains événements clés (Nouveau-Brunswick, Nouvelle-Écosse et Ontario)

Outre les états financiers annuels audités et l'avis sur l'emploi du produit réuni en vertu de la dispense pour placement au moyen d'une notice d'offre, l'émetteur non assujéti qui émet des titres sous le régime de cette dispense au Nouveau-Brunswick, en Nouvelle-Écosse et en Ontario doit également mettre à la disposition des investisseurs, un avis concernant certains événements clés, dans les 10 jours suivant l'événement. Ces événements sont considérés comme des changements significatifs dans les activités de l'émetteur dont les souscripteurs devraient être avisés. Cette obligation s'ajoute à toute obligation semblable prévue

par le droit des sociétés et s'applique également aux émetteurs non assujettis non constitués en personne morale, comme les fiducies ou les sociétés de personnes.

Pour établir si son secteur d'activité a changé, l'émetteur pourrait évaluer s'il indiquerait, à l'Annexe 45-106A1, un secteur d'activité différent de celui qu'il a déjà indiqué.

L'émetteur non assujetti doit continuer de fournir l'avis concernant certains événements, s'il y a lieu, jusqu'à la première des dates suivantes : 1) celle où il devient émetteur assujetti, ou 2) celle où il cesse d'exercer ses activités.

« 10) Signification de l'expression « mettre raisonnablement à la disposition »

En Alberta, au Nouveau-Brunswick, en Nouvelle-Écosse, en Ontario, au Québec et en Saskatchewan, les documents d'information seront considérés comme avoir été mis raisonnablement à la disposition de chaque porteur de titres acquis sous le régime de la dispense pour placement au moyen d'une notice d'offre s'ils ont été envoyés par la poste aux porteurs, ou si ceux-ci ont été avisés que les documents pouvaient être consultés sur le site Web de l'émetteur ou un site Web auquel ont accès tous les porteurs de titres acquis en vertu du paragraphe 2.1 de l'article 2.9 de l'émetteur (comme un site Web protégé par un mot de passe). L'émetteur devrait prendre toutes les mesures raisonnables pour permettre aux souscripteurs de recevoir ces documents ou y accéder rapidement. »;

4° par le remplacement de l'article 5.2 par le suivant :

**« 5.2. Forme des notices d'offre pour la dispense pour placement au moyen d'une notice d'offre**

Le règlement prévoit 2 formes de notice d'offre, l'une à l'Annexe 45-106A2, pour les émetteurs non admissibles, et l'autre à l'Annexe 45-106A3, pour les seuls émetteurs admissibles (au sens du règlement).

Le formulaire de reconnaissance de risque prévu aux paragraphes 1, 2 et 2.1 de l'article 2.9 du règlement est établi en la forme prévue à l'Annexe 45-106A4.

En Alberta, au Nouveau-Brunswick, en Nouvelle-Écosse, en Ontario, au Québec et en Saskatchewan, l'Annexe 45-106A4, prévue au paragraphe 2.1 de l'article 2.9, renferme l'Appendice 1, *Classification des investisseurs en vertu de la dispense pour placement au moyen d'une notice d'offre*, qui concerne l'admissibilité des investisseurs qui sont des personnes physiques, et l'Appendice 2, *Plafonds d'investissement pour les investisseurs en vertu de la dispense pour placement au moyen d'une notice d'offre*, qui concerne les plafonds d'investissement pour les investisseurs qui sont des personnes physiques. ».

**MODIFICATION DE L'INSTRUCTION GÉNÉRALE 11-203 RELATIVE AU  
TRAITEMENT DES DEMANDES DE DISPENSE DANS PLUSIEURS TERRITOIRES**

1. L'Instruction générale 11-203 relative au traitement des demandes de dispense dans plusieurs territoires est modifiée par le remplacement, dans le paragraphe 4 de l'article 3.8, de « 2 types » par « différents types ».

## Regulation to amend Regulation 45-106 respecting Prospectus Exemptions - Offering Memorandum Exemption

The *Autorité des marchés financiers* (the “Authority”) is publishing amended text, in English and French, of the following Regulation:

- *Regulation to amend Regulation 45-106 respecting Prospectus Exemptions.*

The Authority is also publishing in this Bulletin, in English and French, the text of the following Policy Statement

- *Amendments to Policy Statement to Regulation 45-106 respecting Prospectus Exemptions;*

- *Amendments to Policy Statement 11-203 respecting Process for Exemptive Relief Applications in Multiple Jurisdictions.*

In Québec, the Regulation will be made under section 331.1 of the *Securities Act* and will be submitted to the Minister of Finance for approval, with or without amendment. The Regulation will come into force on the date of its publication in the *Gazette officielle du Québec* or on a later date indicated in the Regulation. The Policy Statement will be adopted as policies and will take effect concomitantly with the Regulation.

### Additional Information

Further information is available from:

Alexandra Lee  
Senior Policy Advisor  
Autorité des marchés financiers  
514 395-0337 ext. 4465  
Toll-free: 1 877 525-0337  
[alexandra.lee@lautorite.qc.ca](mailto:alexandra.lee@lautorite.qc.ca)

**October 29, 2015**

## Multilateral CSA Notice of Amendments to *Regulation 45-106 respecting Prospectus Exemptions* Relating to the Offering Memorandum Exemption

**October 29, 2015**

### **Introduction**

The securities regulatory authorities in Alberta, New Brunswick, Nova Scotia, Ontario, Québec and Saskatchewan (collectively, the **participating jurisdictions** or **we**) are amending *Regulation 45-106 respecting Prospectus Exemptions* (**Regulation 45-106**) in respect of the offering memorandum exemption in section 2.9 of Regulation 45-106 (the **OM exemption**). We are also making changes to *Policy Statement to Regulation 45-106 respecting Prospectus Exemptions* (**Policy Statement 45-106**) and certain consequential amendments to other regulations and one policy.

The participating jurisdictions have coordinated their efforts in finalizing the Regulation 45-106 amendments, related policy changes and other consequential regulation amendments (collectively, the **final amendments**). The final amendments are made or proposed by each participating jurisdiction. In some jurisdictions, ministerial approvals are required for these changes.

Provided all necessary ministerial approvals are obtained, the final amendments will come into force in Ontario on January 13, 2016 and in Alberta, New Brunswick, Nova Scotia, Québec and Saskatchewan on April 30, 2016.

### **Substance and purpose of the final amendments**

The final amendments modify the existing OM exemption in Alberta, New Brunswick, Nova Scotia, Québec and Saskatchewan and introduce an OM exemption in Ontario. The final amendments do not modify the OM exemption that exists in any CSA jurisdiction other than the participating jurisdictions.

In Ontario, the introduction of the OM exemption will allow business enterprises, particularly small and medium sized enterprises (**SMEs**), to benefit from greater access to capital from investors than has been previously permitted under Ontario securities law. We believe the OM exemption will provide business enterprises with a cost-effective way to raise capital by allowing them to distribute securities under an offering memorandum, while maintaining an appropriate level of investor protection.

In Alberta, New Brunswick, Nova Scotia, Québec and Saskatchewan, the modifications to the existing OM exemption will introduce new investor protection measures to address concerns observed with the use of the OM exemption in certain of these jurisdictions.

### **Regulatory framework**

#### *The prospectus requirement*

Generally, when distributing securities, an issuer must provide investors with a prospectus containing full, true and plain disclosure of all material facts relating to the securities to be

issued. Issuers that become reporting issuers are also required to provide prescribed periodic and timely disclosure. This disclosure is intended to provide both existing and potential new investors with the information necessary to make an informed decision regarding whether to buy, sell or hold the security. Due to the availability of ongoing material information, coupled with the initial disclosure provided through the prospectus, the outstanding securities are generally permitted to be freely tradeable. This combination of material information and free-trading securities then allows a market in the securities to develop.

#### *Exemptions from the prospectus requirement*

Prospectus exemptions are provided in circumstances where it is determined that the protections of a prospectus are not necessary. For example, certain prospectus exemptions, such as the accredited investor exemption and the family, friends and business associates exemption are based on factors such as:

- investor attributes, such as the investor having a certain level of sophistication, the ability to withstand financial loss and the financial resources to obtain expert advice, and
- the investor's relationship with certain principals of the issuer.

Investors who purchase securities of non-reporting issuers through prospectus exemptions do not generally have the benefits afforded by ongoing disclosure and free-trading securities.

#### **The OM exemption**

The OM exemption was designed to facilitate capital-raising by allowing issuers to solicit investments from a wider range of investors than they would be able to under other prospectus exemptions, provided that certain conditions are met. Some of these investors may not have the same level of sophistication, ability to withstand loss or relationship with management as those who qualify to purchase securities under other commonly used capital-raising exemptions, such as the accredited investor exemption or the family, friends and business associates exemption.

In the jurisdictions that currently have an OM exemption, investors are provided with a disclosure document at the point of sale (an offering memorandum), as well as a risk acknowledgement form in respect of their initial investment. However, under the OM exemption, less disclosure is required to be provided to investors by issuers at the point of sale relative to what is required to be included in a prospectus, and currently, no disclosure is required to be provided to investors under securities law by non-reporting issuers on an ongoing basis. In addition, securities acquired under the OM exemption are not freely tradeable. Together, these features of the OM exemption represent potential risks.

In light of the particular risks associated with the OM exemption and based on the experience of certain participating jurisdictions that currently have a version of the exemption in place, we believe that it is appropriate to introduce some new investor protection measures to the OM exemption. These include:

- requiring that non-reporting issuers provide to investors:
  - audited annual financial statements,
  - an annual notice on how the proceeds raised under the OM exemption have been used, and
  - in New Brunswick, Nova Scotia and Ontario, notice in the event of a discontinuation of the issuer's business, a change in the issuer's industry or a



- change of control of the issuer,
- requiring that marketing materials be incorporated by reference into the offering memorandum to provide investors with the same rights of action in respect of all disclosure made under the OM exemption in the event of a misrepresentation, and
  - imposing additional investment limits in respect of both eligible (i.e., investors who meet certain income or asset thresholds) and non-eligible investors that are individuals to limit the risks associated with an investment in securities acquired under the OM exemption.

*New key features of the OM exemption*

The following is a summary of the new key features of the OM exemption adopted by the participating jurisdictions.

(a) Investment limits

The participating jurisdictions have adopted investment limits for both eligible and non-eligible investors that are *individuals* (other than those that qualify as accredited investors or under the family, friends and business associates exemption). These limits will not apply to non-individual investors, whether eligible or non-eligible. The final amendments permit a higher investment threshold for eligible investors when a portfolio manager, investment dealer or exempt market dealer has made a positive suitability assessment.

The investment limits will apply to all securities acquired under the OM exemption as follows:

- in the case of a non-eligible investor that is an individual, the acquisition cost of all securities acquired by the purchaser under the OM exemption in the preceding 12 months cannot exceed \$10,000,
- in the case of an eligible investor that is an individual, the acquisition cost of all securities acquired by the purchaser under the OM exemption in the preceding 12 months cannot exceed \$30,000, and
- in the case of an eligible investor that is an individual and that receives advice from a portfolio manager, investment dealer or exempt market dealer that the investment above \$30,000 is suitable, the acquisition cost of all securities acquired by the purchaser under the OM exemption in the preceding 12 months cannot exceed \$100,000.

(b) New schedules to the risk acknowledgement form

The participating jurisdictions will continue to require all investors (including those who qualify as permitted clients) to complete and sign form 45-106F4 *Risk Acknowledgement*, which highlights for investors the key risks associated with investing in securities acquired under the OM exemption.

However, two new schedules have been added which must be completed by each investor that is an individual in conjunction with the risk acknowledgement form. One schedule asks investors to confirm their status, as an eligible investor, non-eligible investor, accredited investor or an investor who would qualify to purchase securities under the family, friends and business associates exemption. The other schedule requires confirmation that the investor is within the investment limits, where applicable. Investors that are not individuals do not have to complete these new schedules.

(c) Disclosure of audited annual financial statements, notice of use of proceeds and notice of specified key events

Non-reporting issuers that use the OM exemption will be required to provide audited annual financial statements to investors, as well as a notice that accompanies the financial statements which describes how the money raised under the OM exemption has been used. A new prescribed form has been introduced for the purposes of this disclosure.

In New Brunswick, Nova Scotia and Ontario, non-reporting issuers will also be required to provide notice to investors of the following events, within 10 days of the event occurring, in a new prescribed form:

- a discontinuation of the issuer's business,
- a change in the issuer's industry, or
- a change of control of the issuer.

(d) Marketing materials

Marketing materials used by issuers in distributions under the OM exemption must be incorporated by reference into the offering memorandum. As a result, the marketing materials will be subject to the same liability as the disclosure provided in the offering memorandum in the event of a misrepresentation.

(e) Other features

Issuers will be prohibited from relying on the OM exemption to distribute specified derivatives or structured finance products. In Alberta, Nova Scotia and Saskatchewan, the OM exemption will continue to be available to investment funds only if they are non-redeemable investment funds or mutual funds that are reporting issuers. In New Brunswick, Ontario and Québec, the OM exemption will not be available to investment funds.

**Background**

The participating jurisdictions other than the Nova Scotia Securities Commission (NSSC) previously requested comment (the **March 2014 materials**) on proposals reflected in the final amendments. On March 20, 2014, as part of a broad review of the exempt market, the Ontario Securities Commission (OSC) published a Notice and Request for Comment which included the proposed amendments to the OM exemption and related policy changes (the **OSC proposals**). On the same date, in response to concerns with the use of the OM exemption, the Alberta Securities Commission (ASC), Autorité des marchés financiers (**Autorité**), Financial and Consumer Affairs Authority of Saskatchewan (**FCAA**) and Financial and Consumer Services Commission (New Brunswick) (**FCNB**) published a Multilateral CSA Notice of Publication and Request for Comment regarding proposed amendments to the OM exemption and related policy changes (the **MI proposals**). The proposals of the ASC, AMF and FCAA were largely aligned, while the FCNB proposal was primarily harmonized with the OSC proposals.

On May 7, 2015, the NSSC published a Notice and Request for Comment (the **May 2015 materials**) which proposed changes to the OM exemption in Nova Scotia that are similar to the final amendments.

**Summary of written comments received by the participating jurisdictions**

The comment period for the March 2014 materials ended on June 18, 2014. The participating

jurisdictions that published the March 2014 materials collectively received written submissions from 1000 commenters regarding the OM exemption. Comment letters received by the following jurisdictions can be viewed on their websites:

- Autorité – [www.lautorite.qc.ca](http://www.lautorite.qc.ca)
- OSC – [www.osc.gov.on.ca](http://www.osc.gov.on.ca)
- ASC – [www.albertasecurities.com](http://www.albertasecurities.com)

The comment period for the May 2015 materials ended on July 6, 2015. The NSSC received written submissions from four commenters. These comment letters can be viewed on the NSSC website at [nssc.novascotia.ca](http://nssc.novascotia.ca).

We have considered the comments received and thank all of the commenters for their input.

A summary of the general themes raised in the comment letters that were received across the participating jurisdictions can be found under the heading “Key themes from the comment letters” below.

#### **Key themes from the comment letters**

There were several key themes expressed in the comment letters submitted to the participating jurisdictions. Below is a summary of these key themes.

##### *Harmonization*

A significant number of commenters expressed concern about a lack of harmonization in the OM exemption across CSA jurisdictions, with some indicating that harmonization of the OM exemption should be a primary goal of the CSA. Commenters indicated that lack of harmonization could result in:

- increased complexity for issuers in complying with the OM exemption,
- increased time and cost for market participants, and
- increased regulatory burden.

Some commenters suggested that a lack of harmonization could deter issuers, especially SMEs, from using the OM exemption.

As a starting point, we have worked with the version of the OM exemption that currently exists in certain participating jurisdictions, such as Alberta and Québec. Currently, there are two primary models of the OM exemption that exist across the CSA (other than Ontario, which has not previously had an OM exemption).

The participating jurisdictions have endeavoured to harmonize the proposed new OM exemption. While we have not achieved complete harmonization, we believe that, having regard to different local capital markets and experiences, we have achieved substantial harmonization on most of the key aspects of the OM exemption. Further, in relation to the non-participating jurisdictions, there remains harmonization in important areas, such as the forms of offering memorandum and risk acknowledgement.

The participating jurisdictions believe the changes being made to the OM exemption are necessary to address investor protection concerns.

*Use of data*

Many commenters suggested that securities regulators should gather and publish more data on the exempt market in order to inform policy initiatives. Some commenters expressed concern about whether the participating jurisdictions had access to sufficient data to support the amendments that were being proposed, and indicated that no such data had been published.

We believe that we have access to sufficient information to make the policy decisions that are reflected in the OM exemption set out in the final amendments. At this time, the primary source of data on the exempt market available to securities regulators is the information filed with us through reports of exempt distribution. For example, data on the use of the OM exemption is currently gathered in those CSA jurisdictions that have the OM exemption. The ASC previously published a summary of that data in the MI proposals published for comment on March 20, 2014.

In addition, we considered data or information from a number of sources to support our review:

- the results of a survey conducted by a third party service provider engaged by the OSC as part of its review of new capital raising prospectus exemptions that provided insight into retail investors' views on investing in SMEs,
- household balance sheet data from Ipsos Reid's 2012 Canadian Financial Monitor Survey,
- feedback from investors obtained through consultations and other informal means,
- information regarding complaints and enforcement activity related to the OM exemption in those participating jurisdictions that currently have the OM exemption,
- consultations conducted in certain participating jurisdictions with a variety of market participants, and
- comments received on the proposals published in OSC Staff Consultation Paper 45-710 *Considerations for New Capital Raising Prospectus Exemptions*.

The CSA recently announced an initiative to modernize and update the reports of exempt distribution in order to obtain more detailed information on activity in the exempt market. A revised report of exempt distribution was published for comment by the CSA on August 13, 2015. The revised report is intended to provide securities regulators with necessary information to facilitate more effective regulatory oversight of the exempt market and improve analysis for policy development purposes.

*Investment limits*

The March 2014 materials published by the FCNB and OSC included proposed investment limits of \$10,000 for non-eligible investors that are individuals and \$30,000 for eligible investors that are individuals for all securities acquired under the OM exemption in a 12-month period.

The March 2014 materials published by the ASC, AMF and FCAA included proposed investment limits of:

- \$10,000 for all investors that are not eligible investors for all securities acquired under the OM exemption in a 12-month period, and
- \$30,000 for eligible investors that are individuals and that are not accredited investors and do not qualify as specified family members, close personal friends or close business associates under the family, friends and business associates exemption in a 12-month period.

Most commenters were opposed to the proposed investment limits, and suggested that they would be overly restrictive and unfair to investors. In particular, the commenters noted the following:

- Investment limits would restrict investor choice and would reduce the ability of investors to appropriately design and diversify their investment portfolios.
- The investment limits are inflexible as they treat all eligible investors the same and do not take into account the particular financial circumstances of each individual investor.
- The investment limits would reduce the amount of capital available to issuers.
- *Regulation 31-103 respecting Registration Requirements, Exemptions and Ongoing Registrant Obligations (Regulation 31-103)* provides an appropriate regulatory framework for the exempt market and securities regulators should rely on the know-your-client, know-your-product and suitability obligations of registrants, instead of imposing limits on investors.
- The investment limits would have unintended consequences. For instance, registrants would “sell to the cap” and the sales process would be at risk of becoming a “tick the box” exercise.
- The investment limits would be too small to enable dealers to offer investments under the OM exemption on a cost-effective basis.
- The investment limits do not account for the stage-based nature of private capital.
- The investment limits would result in the redesign of exempt market products in attempts to avoid the limits.

In addition, many commenters noted that there have been significant losses in the public markets, yet investors are not restricted with respect to how much they can invest in those markets. Others were of the view that the proposed investment limits would not address the actual reasons why investors may lose money in investments under the OM exemption, and accordingly would not serve to protect investors. Further, concern was expressed that by setting a limit of \$30,000 for individual eligible investors, securities regulators appeared to be suggesting that this amount was an acceptable loss.

We continue to believe that investment limits are a necessary and appropriate investor protection tool that can help to reduce the risk associated with an investment in securities under the OM exemption, while still facilitating capital-raising by issuers.

However, in light of the feedback that we received, we considered different approaches to investment limits under the OM exemption and have made some changes to the investment limits that were proposed in the March 2014 materials. We believe that the revised approach to investment limits is more flexible, given that the category of “eligible investor” may include individual investors with very different financial circumstances, but still provides appropriate investor protection. The participating jurisdictions have also harmonized their positions since March 2014 so that the investment limits for both eligible and non-eligible investors do not apply to non-individual investors, such as corporations, partnerships or trusts. In addition, we have also made changes to the rule to prohibit the creation or use of an entity, such as a corporation or trust, solely for the purpose of relying on the OM exemption.

*Disclosure requirements*

The March 2014 materials proposed additional disclosure requirements for non-reporting issuers that distribute securities in reliance on the OM exemption. These requirements included the following:

- audited annual financial statements,
- a notice of the use of proceeds raised in reliance on the OM exemption, and
- in Ontario and New Brunswick, a notice of specified key events, to be provided within 10 days of the event occurring.

Commenters generally expressed support for requiring this disclosure to be provided by non-reporting issuers that use the OM exemption. However, some commenters did not support this requirement, on the basis that this would be a significant departure from current expectations for non-reporting issuers and would create additional costs for these issuers.

We believe that requiring non-reporting issuers raising money under the OM exemption to provide these items of disclosure to investors is necessary to provide investors with accurate and transparent information about their investment.

(a) Audited annual financial statements

Commenters generally supported requiring audited annual financial statements to be prepared in accordance with International Financial Reporting Standards (**IFRS**). However, some commenters suggested that these financial statements should only have to be audited by issuers that raise funds in reliance on the OM exemption above a certain threshold (with different thresholds being proposed by commenters). Some commenters did not support requiring an audit as this would impose an added cost that may be difficult for issuers, particularly SMEs, to bear which would not be justified given the limited utility of the financial statements. Other commenters stated that requiring the audited financial statements to be prepared in accordance with IFRS would also increase issuers' costs.

In considering this requirement, we noted that corporate legislation in many jurisdictions of Canada already requires shareholders to be provided with annual financial statements.

The final amendments retain the requirement for non-reporting issuers that rely on the OM exemption to provide audited annual financial statements prepared in accordance with IFRS. However, we are aware that the audit requirement could impose an additional burden on some smaller issuers, and we will continue to consider this matter during a future phase of our review.

Additionally, certain jurisdictions currently provide relief from the audit requirement as well as the requirement to prepare financial statements in accordance with IFRS in certain circumstances through blanket orders. In appropriate circumstances, securities regulators that do not currently provide relief through blanket orders may consider granting exemptive relief from these requirements, which would be considered on a case by case basis.

The final amendments also provide an extension to the filing deadline in certain limited circumstances for issuers that would be required to file annual financial statements for a financial year that ends prior to the issuer's first distribution under the OM exemption. This would allow issuers to file the financial statements on or before the later of the 60<sup>th</sup> day after the issuer

distributes securities under the OM exemption, and the deadline to file, deliver or make reasonably available the financial statements.

(b) Notice of discontinuation of the issuer's business, change of industry or change of control  
Many commenters supported requiring non-reporting issuers to provide notice to investors of specified key events. However, some objected to this requirement because it would not be harmonized across all participating jurisdictions and it might result in increased costs for issuers.

In New Brunswick, Nova Scotia and Ontario, the final amendments require that non-reporting issuers must provide notice of specified key events to investors within 10 days of the event occurring. However, the notice will only be required with respect to the following events, which is a more limited list of events than the list set out in the March 2014 materials:

- a discontinuation of the issuer's business,
- a change in the issuer's industry, and
- a change of control of the issuer.

The FCNB, NSSC and OSC believe that this requirement will impose only a minimal administrative burden on issuers, given that the listed events will occur infrequently. We have also prescribed a form that sets parameters as to the nature and comprehensiveness of the information that will be required to be provided in the notice. At the same time, we believe that information on these key events would be of interest to investors and should be reported to them.

#### *Role of related registrants*

In the March 2014 materials, the FCNB and OSC proposed that registrants related to the issuer (i.e., affiliated registrants or registrants in the same corporate structure) would be prohibited from participating in a distribution of securities under the OM exemption.

Commenters expressed significant concern with this proposal. Some of the specific concerns raised by commenters included the following:

- Sales through a related registrant have long been accepted as part of the securities industry in Canada.
- All registrants are subject to the same regulatory oversight.
- There may be valid business reasons for an issuer to distribute securities through a related registrant, such as reduced costs.
- Excluding related registrants may negatively impact the ability of smaller issuers to raise capital under the OM exemption.
- Adequate safeguards relating to risks associated with the exempt market, including conflicts of interest, already exist.
- Excluding related registrants will negatively impact many registrants.

After considering the comments received, the FCNB and OSC have decided to remove the prohibition against related registrants participating in a distribution under the OM exemption. The existing regulatory framework requires registrants to identify and respond to material conflicts of interest that may affect their ability to meet their regulatory obligations, including conducting suitability assessments. We have included policy statement guidance to remind registrants of their responsibilities to address conflicts of interest in accordance with their regulatory obligations under Regulation 31-103 and *Regulation 33-105 respecting Underwriting*



*Conflicts.**Exclusion of investment funds*

Some commenters did not understand the policy rationale for the FCNB and OSC excluding investment funds from using the OM exemption as reflected in the March 2014 materials.

The FCNB and OSC continue to believe that it is appropriate to exclude investment funds from being able to distribute securities in reliance on the OM exemption. Since the end of the comment period on the March 2014 materials, the AMF has also decided to exclude investment funds from relying on the OM exemption.

Investment funds sold to retail investors are subject to significant and robust product regulation in regulations such as *Regulation 81-102 respecting Investment Funds* and *Regulation 81-107 respecting Independent Review Committee for Investment Funds*, including custodial requirements, voting requirements, conflict of interest provisions and investment restrictions. Mutual funds sold to retail investors are also required to provide investors with summary disclosure in a fund facts document. Additionally, the CSA is currently examining the fee structures of mutual funds sold to retail investors which may result in rulemaking initiatives. To permit investment funds to sell to retail investors under the OM exemption without the benefit of the disclosure and product regulation that applies to retail investment funds would be inconsistent with the principles underlying these existing rules and with three ongoing investment fund policy initiatives: modernization of investment fund regulation; point of sale disclosure for mutual funds; and the review of the cost of ownership of mutual funds. Further, the exclusion of investment funds is consistent with the objective of facilitating capital raising for business enterprises, particularly SMEs.

The ASC, FCAA and NSSC anticipate considering this issue in a later phase of the review of the OM exemption.

**Summary of changes to the final amendments**

After considering the comments received on the March 2014 materials and the May 2015 materials and consultations with stakeholders, we have made some changes to what was originally proposed. The changes are reflected in the final amendments.

Annex A contains a summary of key differences between the final amendments and the March 2014 materials. In addition to the changes described in Annex A, we have revised the policy statement guidance proposed in the March 2014 materials, as appropriate, to reflect the amendments to Regulation 45-106.

We do not consider the changes made since the publication for comment to be material and therefore are not republishing the final amendments for a further comment period, except in Québec, where some of the consequential amendments must be published for comment for a 30-day period and Saskatchewan, where some of the consequential amendments must be published for comment for a 60-day period.

**Implementation of the final amendments**

The final amendments will become effective on different dates in Ontario and the other participating jurisdictions. Subject to Ministerial approval where required, in Ontario, the final



amendments will become effective on January 13, 2016 and in Alberta, New Brunswick, Nova Scotia, Québec and Saskatchewan, the final amendments will become effective on April 30, 2016.

A large majority of the issuers currently using the OM exemption have a December 31 year-end. The April 30, 2016 effective date in Alberta, New Brunswick, Nova Scotia, Québec and Saskatchewan will allow these issuers to complete any offering that was initiated in these jurisdictions prior to the new requirements becoming effective and to decide whether they wish to continue using the OM exemption in its new form. It will also provide additional time for the non-December 31 year-end issuers that are currently using the OM exemption to transition to the new requirements.

Despite the delayed effective date in Alberta, New Brunswick, Nova Scotia, Québec and Saskatchewan, issuers must keep in mind that if they initiate a distribution or expand a distribution into Ontario once the OM exemption is available in Ontario, the issuer will be required to comply with all of the requirements of the OM exemption in Ontario, despite the later effective date in the other participating jurisdictions.

### **Consequential amendments**

#### *National and multilateral amendments*

We are making consequential amendments to the following regulations:

- *Regulation 52-107 respecting Acceptable Accounting Principles and Auditing Standards,* and
- *Regulation 45-102 respecting Resale of Securities.*

The ASC, FCNB, NSSC, AMF and FCAA are also making consequential amendments to *Regulation 11-102 respecting Passport System.*

In Québec, the consequential amendments to the above regulations were published for comment on October 22, 2015, for a 30-day comment period. In Saskatchewan, the consequential amendments to the above regulations were published for comment today for a 60-day comment period. The consequential amendments are intended to come into force in Québec and Saskatchewan at the same time as the amendments to Regulation 45-106 come into force in Alberta, New Brunswick, Nova Scotia, Québec and Saskatchewan, on April 30, 2016.

We are also making a minor change to *Policy Statement 11-203 respecting Process for Exemptive Relief Applications in Multiple Jurisdictions* to reflect the changes being made to the OM exemption.

#### *Local amendments*

Any changes to local regulations or policies will be identified in a local notice, where applicable.

### **Local matters**

An annex is being published in any local jurisdiction that is making related changes to local securities laws and sets out any additional information that is relevant to that jurisdiction only, including information about any applicable approval processes.

### **Questions**

Please refer your questions to any of the following:

*Québec*

Alexandra Lee  
Senior Policy Advisor  
Autorité des marchés financiers  
514 395-0337 ext. 4465  
[alexandra.lee@lautorite.qc.ca](mailto:alexandra.lee@lautorite.qc.ca)

*Ontario*

Jo-Anne Matear  
Manager, Corporate Finance  
Ontario Securities Commission  
416 593-2323  
[jmatear@osc.gov.on.ca](mailto:jmatear@osc.gov.on.ca)

Elizabeth Topp  
Senior Legal Counsel, Corporate Finance  
Ontario Securities Commission  
416 593-2377  
[etopp@osc.gov.on.ca](mailto:etopp@osc.gov.on.ca)

Melanie Sokalsky  
Legal Counsel, Corporate Finance  
Ontario Securities Commission  
416 593-8232  
[msokalsky@osc.gov.on.ca](mailto:msokalsky@osc.gov.on.ca)

Denise Morris  
Senior Legal Counsel, Compliance and  
Registrant Regulation  
Ontario Securities Commission  
416 595-8785  
[dmorris@osc.gov.on.ca](mailto:dmorris@osc.gov.on.ca)

*Alberta*  
Jonathan Taylor  
Manager, CD Compliance & Market Analysis  
Alberta Securities Commission  
403 297-4770  
[jonathan.taylor@asc.ca](mailto:jonathan.taylor@asc.ca)

Ashlyn D' Aoust  
Legal Counsel  
Alberta Securities Commission  
403 355-4347  
[ashlyn.daoust@asc.ca](mailto:ashlyn.daoust@asc.ca)

Andrew McKenzie  
Legal Counsel  
Alberta Securities Commission  
403 297-4225  
[andrew.mckenzie@asc.ca](mailto:andrew.mckenzie@asc.ca)

*New Brunswick*  
Susan Powell  
Deputy Director, Securities  
Financial and Consumer Services Commission  
506 643-7697  
[susan.powell@fcnb.ca](mailto:susan.powell@fcnb.ca)

*Nova Scotia*  
Kevin Redden  
Director, Corporate Finance  
Nova Scotia Securities Commission  
902 424-5343  
[kevin.redden@novascotia.ca](mailto:kevin.redden@novascotia.ca)

*Saskatchewan*  
Tony Herdzik  
Deputy Director, Corporate Finance  
Financial and Consumer Affairs Authority of  
Saskatchewan  
306 787-5849  
[tony.herdzik@gov.sk.ca](mailto:tony.herdzik@gov.sk.ca)



## Annex A Summary of Key Changes to the March 2014 Materials

### Investment limits

The March 2014 materials published by the FCNB and OSC provided that the acquisition cost of all securities acquired by an investor under the OM exemption in the preceding 12 months could not exceed:

- in the case of a non-eligible investor that is an individual, \$10,000, and
- in the case of an eligible investor that is an individual, \$30,000.

The March 2014 proposals published by the ASC, AMF and FCAA provided that the acquisition cost of all securities acquired by an investor under the OM exemption in the preceding 12 months could not exceed:

- in the case of an investor that is not an eligible investor, \$10,000, and
- in the case of an eligible investor that is an individual and that is not an accredited investor and does not qualify as a specified family member, close personal friend or close business associate under the family, friends and business associates exemption, \$30,000.

The OSC proposals provided that the above limits would apply to *individuals* that were not accredited investors. The MI proposal provided that the \$10,000 limit for non-eligible investors would apply to both individual and non-individuals and the \$30,000 limit would apply only to *individuals*, excluding accredited investors or those that would qualify under the family, friends and business associates exemption.

Based on the feedback that we received, we considered various options for investment limits under the OM exemption. The final amendments introduce investment limits for individual investors other than those that would qualify as accredited investors or investors that would qualify to invest under the family, friends and business associates exemption substantially as follows:

- in the case of a non-eligible investor that is an individual, the acquisition cost of all securities acquired by the purchaser under the OM exemption in the preceding 12 months cannot exceed \$10,000,
- in the case of an eligible investor that is an individual, the acquisition cost of all securities acquired by the purchaser under the OM exemption in the preceding 12 months cannot exceed \$30,000,
- in the case of an eligible investor that is an individual and that receives advice from a portfolio manager, investment dealer or exempt market dealer that the investment is suitable, the acquisition cost of all securities acquired by the purchaser under the OM exemption in the preceding 12 months cannot exceed \$100,000.

The investment limits will not apply to non-individuals, whether eligible or non-eligible investors. The final amendments also prohibit reliance on the OM exemption by an entity, such as a corporation or trust, that was created solely for the purpose of acquiring securities under the OM exemption.

### **Eligibility criteria**

The March 2014 materials provided that an investor could qualify as an eligible investor by receiving suitability advice from a registered investment dealer (a member of the Investment Industry Regulatory Organization of Canada). This is consistent with the eligibility criteria set out in paragraph (h) of the existing definition of “eligible investor” in section 1.1 of Regulation 45-106.

The final amendments do not retain this category of eligible investor. Consistent with the approach to investment limits under the final amendments, we believe that the relevance of suitability advice should apply to whether an eligible investor can exceed the \$30,000 investment limit, rather than to whether they would qualify as an eligible investor.

### **Risk acknowledgment form**

The OSC proposal contemplated only requiring individual investors (other than individual investors who are permitted clients) to sign a new risk acknowledgment form that was based on the risk acknowledgment form for individual accredited investors. The MI proposals did not propose a change to the risk acknowledgment form but proposed not requiring permitted clients to have to sign the risk acknowledgment form.

The final amendments retain the requirement to have all investors purchasing securities under the OM exemption sign a risk acknowledgment form, which is the status quo in those jurisdictions that currently have the OM exemption. The required form is the same as the existing form of risk acknowledgment for the OM exemption (Form 45-106F4). In the future, we may consider updating the risk acknowledgment form and will seek to work with other CSA jurisdictions that have the same requirement. The final amendments also introduce two new schedules to the risk acknowledgment form to be completed only by investors that are individuals, as follows:

- one schedule asking an investor to confirm whether and how the investor meets the criteria of an eligible investor, and
- a second schedule asking an investor to confirm that the investor is investing within the appropriate investment limit or is not subject to an investment limit, whichever is applicable.

The second schedule also requires that information be provided with respect to any registrant that has provided advice to the investor. Investors that are not individuals do not have to complete these new schedules.

### **Notice of use of proceeds**

The March 2014 materials contemplated that non-reporting issuers would be required to provide a notice disclosing in reasonable detail the use of the aggregate gross proceeds raised by the issuer in distributions under the OM exemption.

The final amendments retain this requirement, and have added a prescribed form – Form 45-106F16 *Notice of Use of Proceeds* – for providing notice of the use of proceeds. We think that a prescribed form will improve consistency in reporting, and will also provide guidance to issuers as to the nature of the information that should be provided, which will in turn support compliance.

**Notice of discontinuation of the issuer's business, change of industry or change of control**

In New Brunswick and Ontario, the March 2014 materials contemplated that non-reporting issuers would be required to provide notice to investors of the following specified key events within 10 days of the event occurring:

- a fundamental change in the nature, or a discontinuation, of the issuer's business,
- a significant change to the issuer's capital structure,
- a major reorganization, amalgamation or merger involving the issuer,
- a take-over bid, issuer bid or insider bid involving the issuer,
- a significant acquisition or disposition of assets, property or joint venture interests, and
- changes to the issuer's board of directors or executive officers, including the departure of the issuer's chief executive officer, chief financial officer, chief operating officer or president or persons acting in similar capacities.

The final amendments require that in New Brunswick, Nova Scotia and Ontario, non-reporting issuers provide notice to investors of a streamlined list of events within 10 days of the event occurring, as follows:

- a discontinuation of the issuer's business,
- a change in the issuer's industry, and
- a change of control of the issuer.

The final amendments also prescribe a form – Form 45-106F17 *Notice of Specified Key Events* – that sets parameters as to the nature and comprehensiveness of the information that is required to be provided to investors.

**Offering memorandum – filing requirement in Ontario and New Brunswick**

The March 2014 materials contemplated that the offering memorandum would be *delivered* to the securities regulatory authorities in Ontario and New Brunswick and not placed on the public record.

The final amendments require that the offering memorandum and any marketing materials incorporated by reference into the offering memorandum be *filed* with the securities regulatory authorities in these jurisdictions and placed on the public record. This aligns with the existing requirement to file the offering memorandum in the other participating jurisdictions.

**Annual financial statements – timing**

The March 2014 materials proposed that non-reporting issuers that distribute securities under the OM exemption would be required to prepare audited annual financial statements and, on or before the 120<sup>th</sup> day after the end of its most recently completed financial year, file or deliver those statements to the securities regulatory authorities in Alberta, New Brunswick, Ontario, Québec and Saskatchewan, as applicable. In Nova Scotia, these statements are not required to be filed or delivered to the securities regulatory authority, but must be made reasonably available to investors.

The final amendments permit additional time to file audited annual financial statements in certain circumstances. This would allow issuers to file the financial statements on or before the

later of the 60<sup>th</sup> day after the issuer distributes securities under the OM exemption, and the deadline to file, deliver or make reasonably available the financial statements, as applicable.

#### **Change in financial year end**

The final amendments introduce certain requirements that non-reporting issuers must comply with in the event of a change in financial year end that were not contemplated in the March 2014 materials. These requirements are based on the requirements for reporting issuers that are set out in *Regulation 51-102 respecting Continuous Disclosure Obligations*.

#### **Role of related registrants**

In New Brunswick and Ontario, the March 2014 materials proposed that registrants related to the issuer (i.e., affiliated registrants or registrants in the same corporate structure) would be prohibited from participating in a distribution of securities under the OM exemption.

The final amendments do not prohibit related registrants from participating in a distribution under the OM exemption. The existing regulatory framework requires registrants to identify and respond to material conflicts of interest that may affect their ability to meet their regulatory obligations, including conducting suitability assessments. We have included companion policy guidance to remind registrants of their responsibilities to address conflicts of interest in accordance with their regulatory obligations under Regulation 31-103 and *Regulation 33-105 respecting Underwriting Conflicts*.

#### **Investment funds**

The March 2014 materials excluded investment funds from being able to distribute securities in reliance on the OM exemption in Ontario and New Brunswick. In the final amendments, Québec has also decided to adopt the same exclusion. The exclusion of investment funds is consistent with the objective of the OM exemption to facilitate capital raising for SMEs.

#### **Marketing materials**

There has been no change to the original proposal made in the March 2014 materials to require marketing materials to be incorporated by reference into an offering memorandum. This requirement has been adopted by all of the participating jurisdictions.

The final amendments prohibit portfolio managers, investment dealers and exempt market dealers from distributing marketing materials in connection with a distribution under the OM exemption unless the marketing materials have been approved in writing by the issuer. This prohibition has been added to address concerns around liability for issuers in respect of marketing materials they did not prepare.

## REGULATION TO AMEND REGULATION 45-106 RESPECTING PROSPECTUS EXEMPTIONS

Securities Act  
(chapter V-1.1, s. 331.1, par. (1), (3), (6), (8), (9), (11), (11.1), (14) and (34))

1. Section 1.1 of Regulation 45-106 respecting Prospectus Exemptions (chapter V-1.1, r. 21) is amended:

1° by deleting, in paragraph (b) of the definition of the expression “eligibility adviser”, the words “Saskatchewan or”;

2° by replacing paragraph (h) of the definition of the expression “eligible investor” with the following:

“(h) in Manitoba, Northwest Territories, Nunavut, Prince Edward Island and Yukon, a person that has obtained advice regarding the suitability of the investment and, if the person is resident in a jurisdiction of Canada, that advice has been obtained from an eligibility adviser;”.

2. The Regulation is amended by inserting, after section 1.1, the following:

### “1.1.1. Other definitions

In this Regulation, in Alberta, New Brunswick, Nova Scotia, Ontario, Québec and Saskatchewan

“date of transition to IFRS” has the same meaning as in Regulation 51-102 respecting Continuous Disclosure Obligations;

“exempt market dealer” has the same meaning as in Regulation 31-103 respecting Registration Requirements, Exemptions and Ongoing Registrant Obligations (chapter V-1.1, r. 10);

“first IFRS financial statements” has the same meaning as in Regulation 51-102 respecting Continuous Disclosure Obligations;

“investment dealer” has the same meaning as in Regulation 31-103 respecting Registration Requirements, Exemptions and Ongoing Registrant Obligations;

“new financial year” means the financial year of an issuer that immediately follows a transition year;

“old financial year” means the financial year of an issuer that immediately precedes a transition year;

“OM marketing materials” means a written communication, other than an OM standard term sheet, intended for prospective purchasers regarding a distribution of securities under an offering memorandum delivered under section 2.9 that contains material facts relating to an issuer, securities or an offering;

“OM standard term sheet” means a written communication intended for prospective purchasers regarding a distribution of securities under an offering memorandum delivered under section 2.9 that

(a) is dated,

(b) includes the following legend, or words to the same effect, on the first page:

“This document does not provide disclosure of all information required for an investor to make an informed investment decision. Investors should read the offering



memorandum, especially the risk factors relating to the securities offered, before making an investment decision.”,

(c) contains only the following information in respect of the issuer, the securities or the offering:

- (i) the name of the issuer;
- (ii) the jurisdiction or foreign jurisdiction in which the issuer's head office is located;
- (iii) the statute under which the issuer is incorporated, continued or organized or, if the issuer is an unincorporated entity, the laws of the jurisdiction or foreign jurisdiction under which it is established and exists;
- (iv) a brief description of the business of the issuer;
- (v) a brief description of the securities;
- (vi) the price or price range of the securities;
- (vii) the total number or dollar amount of the securities, or range of the total number or dollar amount of the securities;
- (viii) the names of any agent, finder or other intermediary, whether registered or not, involved with the offering and the amount of any commission, fee or discount payable to them;
- (ix) the proposed or expected closing date of the offering;
- (x) a brief description of the use of proceeds;
- (xi) the exchange on which the securities are proposed to be listed, if any, provided that the OM standard term sheet complies with the requirements of securities legislation for listing representations;
- (xii) in the case of debt securities, the maturity date of the debt securities and a brief description of any interest payable on the debt securities;
- (xiii) in the case of preferred shares, a brief description of any dividends payable on the securities;
- (xiv) in the case of convertible securities, a brief description of the underlying securities into which the convertible securities are convertible;
- (xv) in the case of exchangeable securities, a brief description of the underlying securities into which the exchangeable securities are exchangeable;
- (xvi) in the case of restricted securities, a brief description of the restriction;
- (xvii) in the case of securities for which a credit supporter has provided a guarantee or alternative credit support, a brief description of the credit supporter and the guarantee or alternative credit support provided;
- (xviii) whether the securities are redeemable or retractable;
- (xix) a statement that the securities are eligible, or are expected to be eligible, for investment in registered retirement savings plans, tax-free savings accounts or other registered plans, if the issuer has received, or reasonably expects to receive, a legal opinion that the securities are so eligible;

(xx) contact information for the issuer or any registrant involved, and

(d) for the purposes of paragraph (c), “brief description” means a description consisting of no more than three lines of text in type that is at least as large as that used generally in the body of the OM standard term sheet;

“portfolio manager” has the same meaning as in Regulation 31-103 respecting Registration Requirements, Exemptions and Ongoing Registrant Obligations;

“SEC issuer” has the same meaning as in Regulation 51-102 respecting Continuous Disclosure Obligations;

“specified derivative” has the same meaning as in Regulation 44-102 respecting Shelf Distributions (chapter V-1.1, r. 17);

“structured finance product” has the same meaning as in Regulation 25-101 respecting Designated Rating Organizations;

“transition year” means the financial year of an issuer in which the issuer has changed its financial year end;

“U.S. laws” has the same meaning as in Regulation 51-102 respecting Continuous Disclosure Obligations.”.

3. Section 2.9 of the Regulation is amended:

(1) by deleting, in paragraph (1), the words “, New Brunswick, Nova Scotia”;

(2) by replacing, in paragraph (2), “In Alberta, Manitoba, Northwest Territories, Nunavut, Prince Edward Island, Québec, Saskatchewan and Yukon”, with “In Manitoba, Northwest Territories, Nunavut, Prince Edward Island and Yukon”;

(3) by inserting the following paragraphs:

“(2.1) In Alberta, New Brunswick, Nova Scotia, Ontario, Québec and Saskatchewan, the prospectus requirement does not apply to a distribution by an issuer of a security of its own issue to a purchaser if

(a) the purchaser purchases the security as principal,

(b) the acquisition cost of all securities acquired by a purchaser who is an individual under this section in the preceding 12 months does not exceed the following amounts:

(i) in the case of a purchaser that is not an eligible investor,  
\$10 000;

(ii) in the case of a purchaser that is an eligible investor,  
\$30 000;

(iii) in the case of a purchaser that is an eligible investor and that received advice from a portfolio manager, investment dealer or exempt market dealer that the investment is suitable, \$100 000,

(c) at the same time or before the purchaser signs the agreement to purchase the security, the issuer

(i) delivers an offering memorandum to the purchaser in compliance with subsections (5) to (13), and

(ii) obtains a signed risk acknowledgement from the purchaser in compliance with subsection (15), and

(d) the security distributed by the issuer is not either of the following:

- (i) a specified derivative;
- (ii) a structured finance product.

“(2.2) The prospectus exemption described in subsection (2.1) is not available

(a) in Alberta, Nova Scotia and Saskatchewan, to an issuer that is an investment fund, unless the issuer is a non-redeemable investment fund or a mutual fund that is a reporting issuer, or

(b) in New Brunswick, Ontario and Québec, to an issuer that is an investment fund.

“(2.3) The investment limits described in subparagraphs (2.1)(b)(ii) and (iii) do not apply if the purchaser is

- (a) an accredited investor, or
- (b) a person described in subsection 2.5(1).”.

(4) by replacing, in paragraph (3), “In Alberta, Manitoba, Northwest Territories, Nunavut, Prince Edward Island, Québec, Saskatchewan and Yukon” with “In Manitoba, Northwest Territories, Nunavut, Prince Edward Island and Yukon”;

(5) by inserting, after paragraph (3), the following:

“(3.0.1) In Alberta, New Brunswick, Nova Scotia, Ontario, Québec and Saskatchewan, this section does not apply to a distribution of a security to a person that was created, or is used, solely to purchase or hold securities in reliance on the exemption from the prospectus requirement set out in subsection (2.1).”;

(6) by replacing, in paragraph (3.1), “Subsections (1) and (2)” with “Subsections (1), (2) and (2.1)”;

(7) by deleting, in paragraph (4), “, Saskatchewan”;

(8) by inserting, after paragraph (5), the following:

“(5.1) In Alberta, New Brunswick, Nova Scotia, Ontario, Québec and Saskatchewan, an offering memorandum delivered under subsection (2.1)

(a) must incorporate by reference, by way of a statement in the offering memorandum, OM marketing materials related to each distribution under the offering memorandum and delivered or made reasonably available to a prospective purchaser before the termination of the distribution, and

(b) is deemed to incorporate by reference OM marketing materials related to each distribution under the offering memorandum and delivered or made reasonably available to a prospective purchaser before the termination of the distribution.”;

“(5.2) A portfolio manager, investment dealer or exempt market dealer must not distribute OM marketing materials unless the OM marketing materials have been approved in writing by the issuer.”;

(9) by replacing, in paragraphs (15) and (16), “(1) or (2)” with “(1), (2) or (2.1)”;

(10) by inserting, after paragraph 17, the following:

“(17.1) In Alberta, New Brunswick, Nova Scotia, Ontario, Québec and Saskatchewan, the issuer must file with the securities regulatory authority a copy of all OM marketing materials required or deemed to be incorporated by reference into an offering memorandum delivered under this section,

(a) if the OM marketing materials are prepared on or before the filing of the offering memorandum, concurrently with the filing of the offering memorandum, or

(b) if the OM marketing materials are prepared after the filing of the offering memorandum, within 10 days of the OM marketing materials being delivered or made reasonably available to a prospective purchaser.

“(17.2) OM marketing materials filed under subsection (17.1) must include a cover page clearly identifying the offering memorandum to which they relate.

“(17.3) Subsections (17.4) to (17.21) apply to issuers that rely on subsection (2.1) and that are not reporting issuers in any jurisdiction of Canada.

“(17.4) In Alberta, an issuer must, within 120 days after the end of each of its financial years, file with the securities regulatory authority annual financial statements and make them reasonably available to each holder of a security acquired under subsection (2.1).

“(17.5) In New Brunswick, Ontario, Québec and Saskatchewan, an issuer must, within 120 days after the end of each of its financial years, deliver annual financial statements to the securities regulatory authority and make them reasonably available to each holder of a security acquired under subsection (2.1).

“(17.6) In Nova Scotia, an issuer must, within 120 days after the end of each of its financial years, make reasonably available annual financial statements to each holder of a security acquired under subsection (2.1).

“(17.7) Despite subsections (17.4), (17.5) and (17.6), as applicable, if an issuer is required to file, deliver or make reasonably available annual financial statements for a financial year that ended before the issuer distributed securities under subsection (2.1) for the first time, those annual financial statements must be filed in Alberta, delivered in New Brunswick, Ontario, Québec and Saskatchewan or made reasonably available in Nova Scotia, as applicable, on or before the later of

(a) the 60<sup>th</sup> day after the issuer first distributes securities under subsection (2.1), and

(b) the deadline in subsection (17.4), (17.5) or (17.6), as applicable, to file, deliver or make reasonably available the annual financial statements.

“(17.8) The annual financial statements of an issuer referred to in subsections (17.4), (17.5) and (17.6) must include

(a) a statement of comprehensive income, a statement of changes in equity, and a statement of cash flows for

(i) the most recently completed financial year, and

(ii) the financial year immediately preceding the most recently completed financial year, if any,

(b) a statement of financial position as at the end of each of the periods referred to in paragraph (a),

(c) in the following circumstances, a statement of financial position as at the beginning of the financial year immediately preceding the most recently completed financial year:

(i) the issuer discloses in its annual financial statements an unreserved statement of compliance with IFRS, and

(ii) the issuer

(A) applies an accounting policy retrospectively in its annual financial statements,

(B) makes a retrospective restatement of items in its annual financial statements, or

(C) reclassifies items in its annual financial statements,

(d) in the case of the issuer's first IFRS financial statements, the opening IFRS statement of financial position at the date of transition to IFRS, and

(e) notes to the annual financial statements.

“(17.9) If the annual financial statements referred to in subsection (17.8) present the components of profit or loss in a separate income statement, the separate income statement must be displayed immediately before the statement of comprehensive income referred to in subsection (17.8).

“(17.10) The annual financial statements referred to in subsection (17.8) must be audited.

“(17.11) Despite subsection (17.10), for the first annual financial statements of an issuer referred to in subsections (17.4), (17.5) and (17.6), comparative information relating to the preceding financial year is not required to be audited if it has not been previously audited.

“(17.12) Any period referred to in subsection (17.8) that has not been audited must be clearly labelled as unaudited.

“(17.13) In Alberta, New Brunswick, Ontario, Québec and Saskatchewan, if an issuer decides to change its financial year end by more than 14 days, it must deliver to the securities regulatory authority and make reasonably available to each holder of a security acquired under subsection (2.1) a notice containing the information set out in subsection (17.15) as soon as practicable and, in any event, no later than the earlier of

(a) the deadline, based on the issuer's old financial year end, for the next annual financial statements referred to in subsections (17.4) and (17.5), and

(b) the deadline, based on the issuer's new financial year end, for the next annual financial statements referred to in subsections (17.4) and (17.5).

“(17.14) In Nova Scotia, if an issuer decides to change its financial year end by more than 14 days, it must make reasonably available to each holder of a security acquired under subsection (2.1) a notice containing the information set out in subsection (17.15) as soon as practicable and, in any event, no later than the earlier of

(a) the deadline, based on the issuer's old financial year end, for the next annual financial statements referred to in subsection (17.6), and

(b) the deadline, based on the issuer's new financial year end, for the next annual financial statements referred to in subsection (17.6).

“(17.15) The notice referred to in subsections (17.13) and (17.14) must state

(a) that the issuer has decided to change its financial year end,

(b) the reason for the change,

(c) the issuer's old financial year end,

(d) the issuer's new financial year end,

(e) the length and ending date of the periods, including the comparative periods, of the annual financial statements referred to in subsections (17.4), (17.5) and (17.6) for the issuer's transition year and its new financial year, and

(f) the filing deadline for the annual financial statements for the issuer's transition year.

“(17.16) If a transition year is less than 9 months in length, the issuer must include as comparative financial information to its annual financial statements for its new financial year

(a) a statement of financial position, a statement of comprehensive income, a statement of changes in equity, a statement of cash flows, and notes to the financial statements for its transition year,

(b) a statement of financial position, a statement of comprehensive income, a statement of changes in equity, a statement of cash flows, and notes to the financial statements for its old financial year,

(c) in the following circumstances, a statement of financial position as at the beginning of the old financial year:

(i) the issuer discloses in its annual financial statements an unreserved statement of compliance with IFRS, and

(ii) the issuer

(A) applies an accounting policy retrospectively in its annual financial statements,

(B) makes a retrospective restatement of items in its annual financial statements, or

(C) reclassifies items in its annual financial statements, and

(d) in the case of the issuer's first IFRS financial statements, the opening IFRS statement of financial position at the date of transition to IFRS.

“(17.17) A transition year must not exceed 15 months.

“(17.18) An SEC issuer satisfies subsections (17.13), (17.14) and (17.16) if

(a) it complies with the requirements of U.S. laws relating to a change of fiscal year, and

(b) it delivers a copy of all materials required by U.S. laws relating to a change in fiscal year to the securities regulatory authority at the same time as, or as soon as practicable after, they are filed with or furnished to the SEC and, in any event, no later than 120 days after the end of its most recently completed financial year.

“(17.19) The financial statements of an issuer referred to in subsections (17.4), (17.5) and (17.6) must be accompanied by a notice of the issuer disclosing in reasonable detail the use of the aggregate gross proceeds raised by the issuer under section 2.9 in accordance with Form 45-106F16, unless the issuer has previously disclosed the use of the aggregate gross proceeds in accordance with Form 45-106F16.

“(17.20) In New Brunswick, Nova Scotia and Ontario, an issuer must make reasonably available to each holder of a security acquired under subsection (2.1) a notice of each of the following events in accordance with Form 45-106F17, within 10 days of the occurrence of the event:

(a) a discontinuation of the issuer's business;

(b) a change in the issuer's industry;

(c) a change of control of the issuer.

“(17.21) An issuer is required to make the disclosure required respectively by subsections (17.4), (17.5), (17.6), (17.19) and (17.20) until the earliest of

- (a) the date the issuer becomes a reporting issuer in any jurisdiction of Canada, and
- (b) the date the issuer ceases to carry on business.

“(17.22) In Ontario, an issuer that is not a reporting issuer in Ontario that distributes securities in reliance on the exemption in subsection (2.1) is designated a market participant under the Securities Act (Ontario).

“(17.23) In New Brunswick, an issuer that is not a reporting issuer in New Brunswick that distributes securities in reliance on the exemption in subsection (2.1) is designated a market participant under the Securities Act (New Brunswick).

“(18) Paragraph repealed.”.

4. Section 6.1 of the Regulation is amended by replacing, in subparagraph (c) of paragraph (1), “or (2) [Offering memorandum for Alberta, B.C., Manitoba, New Brunswick, Nova Scotia, Newfoundland and Labrador, Northwest Territories, Nunavut, Prince Edward Island, Québec, Saskatchewan and Yukon]” with “, (2) or (2.1) [Offering memorandum]”.

5. Section 6.5 of the Regulation is amended by inserting, after paragraph (1), the following:

“(1.1) In Alberta, New Brunswick, Nova Scotia, Ontario, Québec and Saskatchewan, the required form of risk acknowledgement for individual investors includes Schedule 1 and Schedule 2 to Form 45-106F4.”.

6. The Regulation is amended by inserting, after section 8.4, the following:

**“8.4.1. Transition – offering memorandum exemption – update of offering memorandum**

Despite subsection 2.9(5.1), in Alberta, New Brunswick, Nova Scotia, Québec and Saskatchewan, an issuer is not required to update an offering memorandum that was filed in the local jurisdiction before April 30, 2016, solely to incorporate the statement required under paragraph 2.9(5.1)(a), unless the offering memorandum would otherwise be required to be updated pursuant to subsection 2.9(14) or Instruction B.12 of Form 45-106F2.

**“8.4.2. Transition – offering memorandum exemption – marketing materials**

Despite paragraph 2.9(17.1)(a), in Alberta, New Brunswick, Nova Scotia, Québec and Saskatchewan, OM marketing materials that relate to an offering memorandum that was filed in the local jurisdiction before April 30, 2016 and that are delivered or made reasonably available after April 30, 2016 must be filed within 10 days from the earlier of delivery to, or being made reasonably available to, a prospective purchaser.”.

7. Form 45-106F2 of the Regulation is amended by inserting, in items 10.1 and 10.2 and after the word “Nunavut,”, the word “Ontario,”.

8. Form 45-106F3 of the Regulation is amended by inserting, in item 10 and after the word “Nunavut,”, the word “Ontario,”.

9. Form 45-106F4 of the Regulation is amended:

(1) by replacing, under the title “You will not receive advice”, the words “In Alberta, Manitoba, Northwest Territories, Nunavut, Prince Edward Island, Québec, Saskatchewan and Yukon to qualify as an eligible investor, you may be required to obtain that advice” with the words “In Manitoba, Northwest Territories, Nunavut, Prince Edward Island and Yukon to qualify as an eligible investor, you may be required to obtain that advice”;

(2) by inserting, at the end, the following:

**SCHEDULE 1**  
**CLASSIFICATION OF INVESTORS UNDER THE OFFERING MEMORANDUM EXEMPTION**

**Instructions:** This schedule must be completed together with the Risk Acknowledgement Form and Schedule 2 by individuals purchasing securities under the exemption (the offering memorandum exemption) in subsection 2.9(2.1) of Regulation 45-106 respecting Prospectus Exemptions (Regulation 45-106) in Alberta, New Brunswick, Nova Scotia, Ontario, Québec and Saskatchewan.

**How you qualify to buy securities under the offering memorandum exemption**

Initial the statement under A, B, C or D containing the criteria that applies to you. (You may initial more than one statement.) If you initial a statement under B or C, you are not required to complete A.

A. You are an eligible investor because:		Your initials
<b>ELIGIBLE INVESTOR</b>	Your net income before taxes was more than \$75,000 in each of the 2 most recent calendar years, and you expect it to be more than \$75,000 in this calendar year. (You can find your net income before taxes on your personal income tax return.)	
	Your net income before taxes combined with your spouse's was more than \$125,000 in each of the 2 most recent calendar years, and you expect your combined net income to be more than \$125,000 in this calendar year. (You can find your net income before taxes on your personal income tax return.)	
	Either alone or with your spouse, you have net assets worth more than \$400,000. (Your net assets are your total assets, including real estate, minus your total debt including any mortgage on your property.)	

B. You are an eligible investor, as a person described in section 2.3 [ <i>Accredited investor</i> ] of Regulation 45-106 or, as applicable in Ontario, subsection 7.3(3) of the <i>Securities Act (Ontario)</i> , because:		Your initials
<b>ACCREDITED INVESTOR</b>	Your net income before taxes was more than \$200,000 in each of the 2 most recent calendar years, and you expect it to be more than \$200,000 in this calendar year. (You can find your net income before taxes on your personal income tax return.)	
	Your net income before taxes combined with your spouse's was more than \$300,000 in each of the 2 most recent calendar years, and you expect your combined net income before taxes to be more than \$300,000 in the current calendar year.	
	Either alone or with your spouse, you own more than \$1 million in cash and securities, after subtracting any debt related to the cash and securities.	
	Either alone or with your spouse, you have net assets worth more than \$5 million. (Your net assets are your total assets (including real estate) minus your total debt.)	



C. You are an eligible investor, as a person described in section 2.5 [Family, friends and business associates] of Regulation 45-106, because:		Your initials
<b>FAMILY, FRIENDS AND BUSINESS ASSOCIATES</b>	<p>You are:</p> <p>1) <i>[check all applicable boxes]</i></p> <p><input type="checkbox"/> a director of the issuer or an affiliate of the issuer</p> <p><input type="checkbox"/> an executive officer of the issuer or an affiliate of the issuer</p> <p><input type="checkbox"/> a control person of the issuer or an affiliate of the issuer</p> <p><input type="checkbox"/> a founder of the issuer</p> <p>OR</p> <p>2) <i>[check all applicable boxes]</i></p> <p><input type="checkbox"/> a person of which a majority of the voting securities are beneficially owned by, or a majority of the directors are, (i) individuals listed in (1) above and/or (ii) family members, close personal friends or close business associates of individuals listed in (1) above</p> <p><input type="checkbox"/> a trust or estate of which all of the beneficiaries or a majority of the trustees or executors are (i) individuals listed in (1) above and/or (ii) family members, close personal friends or close business associates of individuals listed in (1) above</p>	
	<p>You are a family member of _____</p> <p><i>[Instruction: Insert the name of the person who is your relative either directly or through his or her spouse], who holds the following position at the issuer or an affiliate of the issuer: _____.</i></p> <p>You are the _____ of that person or that person's spouse. <i>[Instruction: To qualify for this investment, you must be (a) the spouse of the person listed above or (b) the parent, grandparent, brother, sister, child or grandchild of that person or that person's spouse.]</i></p>	
	<p>You are a close personal friend of _____</p> <p><i>[Instruction: Insert the name of your close personal friend], who holds the following position at the issuer or an affiliate of the issuer: _____.</i></p> <p>You have known that person for ____ years.</p>	
	<p>You are a close business associate of _____</p> <p><i>[Instruction: Insert the name of your close business associate], who holds the following position at the issuer or an affiliate of the issuer: _____.</i></p> <p>You have known that person for ____ years.</p>	
<b>D. You are not an eligible investor.</b>		<b>Your initials</b>
<b>NOT AN ELIGIBLE INVESTOR</b>	You acknowledge that you are not an eligible investor.	

**SCHEDULE 2**  
**INVESTMENT LIMITS FOR INVESTORS UNDER THE OFFERING MEMORANDUM**  
**EXEMPTION**

**Instructions:** This schedule must be completed together with the Risk Acknowledgement Form and Schedule 1 by individuals purchasing securities under the exemption (the offering memorandum exemption ) in subsection 2.9(2.1) of Regulation 45-106 respecting Prospectus Exemptions (Regulation 45-106) in Alberta, New Brunswick, Nova Scotia, Ontario, Québec and Saskatchewan.

**SECTION 1 TO BE COMPLETED BY THE PURCHASER**

**1. Investment limits you are subject to when purchasing securities under the offering memorandum exemption**

You may be subject to annual investment limits that apply to all securities acquired under the offering memorandum exemption in a 12 month period, depending on the criteria under which you qualify as identified in Schedule 1. Initial the statement that applies to you.

A. You are an eligible investor.		Your initials
<b>ELIGIBLE INVESTOR</b>	As an eligible investor that is an individual, you cannot invest more than <b>\$30,000</b> in all offering memorandum exemption investments made in the previous 12 months, unless you have received advice from a portfolio manager, investment dealer or exempt market dealer, as identified in section 2 of this schedule, that your investment is suitable.	
	Initial one of the following statements:	
	You confirm that, after taking into account your investment of \$_____ today in this issuer, you have not exceeded your investment limit of \$30,000 in all offering memorandum exemption investments made in the previous 12 months.	
	You confirm that you received advice from a portfolio manager, investment dealer or exempt market dealer, as identified in section 2 of this schedule that the following investment is suitable.	
	You confirm that, after taking into account your investment of \$_____ today in this issuer, you have not exceeded your investment limit in all offering memorandum exemption investments made in the previous 12 months of \$100,000.	
B. You are an eligible investor, as a person described in section 2.3 [ <i>Accredited investor</i> ] of Regulation 45-106 or, as applicable in Ontario, subsection 7.3(3) of the <i>Securities Act</i> (Ontario).		Your initials
<b>ACCREDITED INVESTOR</b>	You acknowledge that, by qualifying as an eligible investor as a person described in section 2.3 [ <i>Accredited investor</i> ], you are not subject to investment limits.	

C. You are an eligible investor, as a person described in section 2.5 [ <i>Family, friends and business associates</i> ] of Regulation 45-106.		Your initials
<b>FRIENDS AND BUSINESS</b>	You acknowledge that, by qualifying as an eligible investor as a person described in section 2.5 [ <i>Family, friends and business associates</i> ], you are not subject to investment limits.	

D. You are not an eligible investor.		Your initials
<b>NOT AN ELIGIBLE INVESTOR</b>	<p>You acknowledge that you cannot invest more than <b>\$10,000</b> in all offering memorandum exemption investments made in the previous 12 months.</p> <p>You confirm that, after taking into account your investment of \$_____ today in this issuer, you have not exceeded your investment limit of \$10,000 in all offering memorandum exemption investments made in the previous 12 months.</p>	

SECTION 2 TO BE COMPLETED BY THE REGISTRANT	
<b>2. Registrant information</b>	
<i>[Instruction: this section must only be completed if an investor has received advice from a portfolio manager, investment dealer or exempt market dealer concerning his or her investment.]</i>	
First and last name of registrant (please print):	
Registered as: <i>[Instruction: indicate whether registered as a dealing representative or advising representative]</i>	
Telephone:	Email:
Name of firm: <i>[Instruction: indicate whether registered as an exempt market dealer, investment dealer or portfolio manager.]</i>	
Date:	

10. The Regulation is amended by adding, after Form 45-106F15, the following:

**FORM 45-106F16  
NOTICE OF USE OF PROCEEDS**

*[Insert issuer name]*

**For the financial year ended** *[Insert end date of most recently completed financial year]*

**Date:** *[Specify the date of the Notice. The date must be no earlier than the date of the auditor's report on the financial statements for the issuer's most recently completed financial year.]*

*[Provide the information specified in the following table.]*

1 Opening Proceeds		
(A)	<b>Closing unused proceeds balance from the last Notice in Form 45-106F16 filed, if any</b>	\$
(B)	<b>Proceeds raised in the most recently completed financial year</b>	\$

	(C)	<b>Total opening proceeds</b> [ <i>Line (C) = Line (A) + Line (B)</i> ]	\$
<b>2</b>	<b>Proceeds Used During the Most Recently Completed Financial Year</b>		
		<i>[Provide in reasonable detail a breakdown of all proceeds used in the most recently completed financial year, including proceeds used to pay the following, as applicable: i. selling commissions and fees ii. other offering costs iii. amounts paid in respect of each use of available funds identified in the offering memorandum iv. each other principal use of proceeds, identified separately]</i>	\$
	(D)	<b>Total used proceeds</b> [ <i>Line (D) is the sum of the uses of proceeds itemized in this section 2 of the table, and must equal the aggregate gross proceeds used during the most recently completed financial year.</i> ]	\$
<b>3</b>	<b>Closing Unused Proceeds</b>		
	(E)	<b>Closing unused proceeds</b> [ <i>Line (E) = Line (C) – Line (D)</i> ]	\$

*[If any of the proceeds required to be disclosed in this table were paid directly or indirectly to a related party (as defined in Instruction A.6 of Form 45-106F2, Offering Memorandum Form for Non-Qualifying Issuers) of the issuer, state in each case the name of the related party to whom the payment was made, their relationship to the issuer and the amount paid to the related party.]*

**Instructions for Completing  
Form 45-106F16  
Notice of Use of Proceeds**

1. The amount for Line (A) is taken from Line (E) in the prior year's Notice of Use of Proceeds (Notice), if applicable. If a Notice was not required in the prior year, then the amount for Line (A) is \$nil.
2. The amount for Line (B) is the aggregate gross proceeds raised in all jurisdictions in Canada under section 2.9 of Regulation 45-106 respecting Prospectus Exemptions (the OM exemption) during the most recently completed financial year. If an issuer raised funds in reliance on other prospectus exemptions concurrently with the OM exemption during the year and it is impractical to separately track proceeds raised only under the OM exemption, the issuer can provide the disclosure outlined in the table for the aggregate gross proceeds raised under all prospectus exemptions during the most recently completed financial year.
3. If Line (C) is \$nil, then the issuer does not have an obligation to file, deliver or make reasonably available the Notice for that financial year.
4. In Section 2 of the table, the issuer must provide a breakdown in reasonable detail of the uses of the aggregate gross proceeds during the most recently completed financial year. Issuers should ensure that the disclosure is specific enough and provides sufficient detail for an investor to understand how the proceeds have been used.
5. Both direct and indirect payments to related parties must be disclosed. An example of an indirect payment could include repayment of a debt that was incurred for a prior payment to a related party.
6. Proceeds invested on a temporary basis would not generally be considered to have been used.

**FORM 45-106F17  
NOTICE OF SPECIFIED KEY EVENTS**

This is the form required under subsection 2.9(17.20) of *Regulation 45-106 respecting Prospectus Exemptions* (Regulation 45-106) in New Brunswick, Nova Scotia and Ontario to make available notice of specified key events to holders of securities acquired under subsection 2.9(2.1) of Regulation 45-106.

1. Issuer Name and Address			
<i>Provide the following information.</i>			
Full legal name	<input type="text"/>		
Street address	<input type="text"/>	Province/State	<input type="text"/>
Municipality	<input type="text"/>	Postal code/Zip code	<input type="text"/>
Website	<input type="text"/>	Country	<input type="text"/>
2. Specified Key Event			
<i>Provide the following information.</i>			
The event, as described in section 3, is: <i>[Select one or more type of event from the list below]</i>			
<input type="checkbox"/> a discontinuation of the issuer's business  <input type="checkbox"/> a change in the issuer's industry  <input type="checkbox"/> a change of control of the issuer			
Date on which the event occurred (yyyy/mm/dd):	<input type="text" value=" / /"/>		
3. Event Description			
<i>Provide a brief description of the event identified in section 2.</i>			
4. Contact Person			
<i>Provide the following information for a person at the issuer who can be contacted regarding the event described in section 3.</i>			
Name	<input type="text"/>	Title	<input type="text"/>
Email address	<input type="text"/>	Telephone number	<input type="text"/>

Date of notice (yyyy/mm/dd):

**11.** This Regulation comes into force in Ontario on January 13, 2016 and in Alberta, New Brunswick, Nova Scotia, Québec and Saskatchewan on April 30, 2016.

**AMENDMENTS TO POLICY STATEMENT TO REGULATION 45-106 RESPECTING PROSPECTUS EXEMPTIONS**

1. *Policy Statement to Regulation 45-106 respecting Prospectus Exemptions* is amended by inserting, in the first paragraph of section 1.8 and after “2.9(3)”, “2.9(3.0.1)”.

2. The Policy Statement is amended by inserting, after section 3.3, the following:

**“3.3.1. Advertising and marketing materials under the offering memorandum exemption**

In Alberta, New Brunswick, Nova Scotia, Ontario, Québec and Saskatchewan, an offering memorandum prepared in accordance with the offering memorandum exemption in section 2.9(2.1) of Regulation 45-106 must incorporate by reference any marketing materials used in relation to a distribution under the offering memorandum exemption. Subsection 2.9(8) of Regulation 45-106 requires the issuer to sign a certificate that indicates that the offering memorandum does not contain a misrepresentation. As marketing materials are incorporated by reference into the offering memorandum, the issuer must also ensure that the information contained in marketing materials does not contain a misrepresentation.

In these jurisdictions, an issuer or registrant that uses marketing materials as part of an offering made in reliance on the offering memorandum exemption must review the marketing materials to confirm that they are consistent with the offering document and are fair, balanced and not misleading. In addition, these jurisdictions expect an issuer or registrant to determine whether any claims set out in marketing materials adequately refer to information to support these claims and representations. For example, if benchmarks are used for comparison purposes, the issuer or registrant should assess whether the benchmarks are relevant and comparable to the investment in question and confirm the marketing materials:

(a) adequately explain differences between the benchmark and the investment,

(b) make reference to the source of the benchmark and identify the date to which the information is current, and

(c) where relevant, caution purchasers that historical performance is not necessarily indicative of future results.

Issuers that prepare offering memoranda in accordance with Form 45-106F2 *Offering Memorandum for Non-Qualifying Issuers*, are also required to comply with requirements relating to forward-looking information, which are described in Instructions A.12 and B.14 of Form 45-106F2. Issuers cannot disseminate material forward-looking information unless it is contained within the offering memorandum. Additionally, forward-looking information contained in an offering memorandum must comply with certain requirements in *Regulation 51-102 respecting Continuous Disclosure Obligations*. These requirements also extend to marketing materials that are used in connection with a distribution under the offering memorandum exemption.

In these jurisdictions, if an issuer or registrant intends to rely on marketing materials prepared by a third party, such as an analyst report that rates a security or compares a security with securities of other issuers, the issuer or registrant is expected to perform its own assessment of the marketing materials to confirm that they are fair, balanced and not misleading. For example, if the report has been paid for by the issuer, or if there are other relationships between the analyst and the issuer, it would be inappropriate to describe the report as being an “independent” report. The report should also prominently disclose the fees paid and relationships between the analyst and the issuer. An issuer or registrant should not rely on marketing materials prepared by a third party without independently reviewing the materials prior to use.

A registrant should be aware of other CSA guidance on the review and use of marketing materials and reliance on marketing materials prepared by third parties.”.

3. Section 3.4 of the Policy Statement is amended by replacing paragraph (2) with the following:

“(2) in Northwest Territories and Nunavut, only a registered dealer may be paid a commission or finder’s fee in connection with a distribution of a security to a purchaser in one of those jurisdictions under the offering memorandum exemption.”.

4. Section 3.8 of the Policy Statement is amended:

(1) by replacing paragraph (1) with the following:

“(1) Eligibility criteria – Manitoba, Northwest Territories, Nunavut and Prince Edward Island

Manitoba, Northwest Territories, Nunavut, Prince Edward Island and Yukon impose eligibility criteria on persons investing under the offering memorandum exemption. In these jurisdictions, the purchaser must be an eligible investor if the purchaser’s acquisition cost is more than \$10 000.

In determining the acquisition cost to a purchaser who is not an eligible investor, include any future payments that the purchaser will be required to make. Proceeds that may be obtained on exercise of warrants or other rights, or on conversion of convertible securities, are not considered to be part of the acquisition cost unless the purchaser is legally obligated to exercise or convert the securities. The \$10 000 maximum acquisition cost is calculated per distribution of security.

Nevertheless, concurrent and consecutive, closely-timed offerings to the same purchaser will usually constitute one distribution of a security. Consequently, when calculating the acquisition cost, all of these offerings by or on behalf of the issuer to the same purchaser who is not an eligible investor would be included. It would be inappropriate for an issuer to try to circumvent the \$10 000 threshold by dividing a subscription in excess of \$10 000 by one purchaser into a number of smaller subscriptions of \$10 000 or less that are made directly or indirectly by the same purchaser.

A purchaser can qualify as an eligible investor under various categories of the definition, including if the purchaser has and has had in prior years either \$75 000 pre-tax net income or profit or has \$400 000 worth of net assets. In calculating a purchaser’s net assets, subtract the purchaser’s total liabilities from the purchaser’s total assets. The value attributed to assets should reasonably reflect their estimated fair value. Income tax should be considered a liability if the obligation to pay it is outstanding at the time of the distribution of a security.

Another way a purchaser can qualify as an eligible investor is to obtain advice from an eligibility adviser. An eligibility adviser is a person registered as an investment dealer (or in an equivalent category of unrestricted dealer in the purchaser’s jurisdiction) that is authorized to give advice with respect to the type of security being distributed. In Manitoba, certain lawyers and public accountants may also act as eligibility advisers.

A registered investment dealer providing advice to a purchaser in these circumstances is expected to comply with the “know your client” and suitability requirements under applicable securities legislation and SRO rules and policies. Some dealers have obtained exemptions from the “know your client” and suitability requirements because they do not provide advice. An assessment of suitability by these dealers is not sufficient to qualify a purchaser as an eligible investor.

(1.1) Eligibility criteria and investment limits – Alberta, New Brunswick, Nova Scotia, Ontario, Québec and Saskatchewan

(a) Eligibility criteria

Alberta, New Brunswick, Nova Scotia, Ontario, Québec and Saskatchewan impose eligibility criteria on persons investing under the offering memorandum exemption.

The qualification criteria for becoming an eligible investor are substantially the same as in the jurisdictions identified in subsection (1), above. Note, however,



that in Alberta, New Brunswick, Nova Scotia, Ontario, Québec and Saskatchewan, it is not possible to qualify as an eligible investor by receiving advice from an "eligibility advisor".

A purchaser can qualify as an eligible investor under various categories of the definition, including if the purchaser has and has had in prior years either \$75 000 pre-tax net income or profit or has \$400 000 worth of net assets. In calculating a purchaser's net assets, subtract the purchaser's total liabilities from the purchaser's total assets. The value attributed to assets should reasonably reflect their estimated fair value. Income tax should be considered a liability if the obligation to pay it is outstanding at the time of the distribution of a security.

(b) Investment limits for individual eligible and non-eligible investors

Both eligible investors and purchasers that do not qualify as eligible investors (non-eligible investors) who are individuals are subject to investment limits under the offering memorandum exemption. In these jurisdictions, non-eligible investors who are individuals are subject to an investment limit of \$10 000 and eligible investors who are individuals are subject to an investment limit of \$30 000. In both cases, the investment limits apply to all securities acquired by the purchaser under the offering memorandum exemption in the preceding 12 months.

However, an individual purchaser that qualifies as an eligible investor because the investor is an accredited investor or is a person described in the family, friends and business associates exemption, is not subject to an investment limit under the offering memorandum exemption.

The fact that investment limits have been established for eligible and non-eligible investors who are individuals does not mean that these amounts are suitable investments in all cases. If a registrant is involved in a transaction, the registrant must still conduct a suitability assessment to determine that the amount of the investment and the investment itself is suitable for the purchaser. This may result in a lower investment amount for a purchaser.

The \$30 000 investment limit may be exceeded by an eligible investor who receives advice from a portfolio manager, investment dealer or exempt market dealer that exceeding the investment limit of \$30 000 and the investment itself is suitable for the eligible investor. In this case, the investment limit for all securities acquired by the purchaser under the offering memorandum exemption in the preceding 12 months is \$100 000.

In determining the acquisition cost to a purchaser subject to investment limits, include any future payments that the purchaser will be required to make. Proceeds that may be obtained on exercise of warrants or other rights, or on conversion of convertible securities, are not considered to be part of the acquisition cost unless the purchaser is legally obligated to exercise or convert the securities.

"Individual" is defined in the securities legislation of certain jurisdictions to mean a natural person. The definition specifically excludes partnerships, unincorporated associations, unincorporated syndicates, unincorporated organizations and trusts. It also specifically excludes a natural person acting in the capacity of trustee, executor, administrator or personal or other legal representative.

(c) Circumstances when investment limits can be exceeded

The fact that higher investment limits apply to individual eligible investors than individual non-eligible investors does not mean these higher amounts will be suitable in all cases for eligible investors. It is a condition of the offering memorandum exemption that, in order to exceed the \$30 000 investment limit, a registrant must determine that an investment above the \$30,000 investment limit is suitable for the purchaser. Unless a registrant determines that exceeding the \$30 000 investment limit is suitable for the purchaser, the issuer cannot accept a subscription in excess of \$30 000 from the purchaser. In this case, the registrant could also not proceed to take instructions from the purchaser to exceed the \$30 000 investment limit.

(d) Investment limits apply over a 12-month period

The investment limits for both individual eligible and non-eligible investors apply to the aggregate of all investments made by a purchaser in distributions by different issuers (or multiple offerings by the same issuer) under the offering memorandum exemption during the preceding 12 months, which may or may not be a calendar year. For example, if a purchaser wishes to acquire securities of an issuer under the offering memorandum exemption on January 15, the issuer must include in the calculation all investments made by the purchaser under the offering memorandum exemption beginning on January 16 of the prior year, up to and including the date of the proposed investment.

On each distribution, the issuer must confirm that the amount invested by a purchaser who is an individual does not exceed the applicable limit and should take reasonable steps to do so. This will require the issuer to first understand whether or not the purchaser is an eligible investor. As described above in section 1.9, the issuer should gather information that confirms the purchaser meets the criteria set out in the exemption. As part of this exercise, the issuer should also discuss with the purchaser the investment limits that apply to the purchaser.

In making a determination as to whether a purchaser is within the applicable investment limit, an issuer should obtain appropriate representations from the purchaser that confirm the purchaser has not exceeded the applicable investment limit over the relevant period. Note that we would have concerns if an issuer simply accepted standard representations from a purchaser without taking steps to verify the representations made by the purchaser. For instance, inquiries could be made with respect to other investments made under the offering memorandum exemption during the 12-month period preceding the current investment.

Notwithstanding the representations made by a purchaser in the schedules to the risk acknowledgement form, we expect an issuer to be able to explain what steps were taken to verify the representations made by the purchaser. We recognize that in many circumstances, a registrant may act as agent on behalf of an issuer for this process. In both cases, the guidance in section 1.9 above may also be instructive for this purpose.

## “(1.2) Role of registrant in providing suitability advice and conflicts of interest

A registrant involved in a distribution of securities pursuant to a prospectus exemption must not only establish that the prospectus exemption is available, it must also comply with its registrant obligations, including know-your-client, know-your-product and suitability. In assessing the level of investment that may be suitable for a purchaser under the offering memorandum exemption, registrants should take into consideration guidance published by the CSA on best practices for conducting a suitability assessment, which includes considering the level of concentration of investments in the client's portfolio.

Regulation 31-103 and the related policy statement provide a framework that requires registrants to identify and respond to material conflicts of interest that may affect their ability to meet their regulatory obligations, including suitability.

Where a registrant is providing suitability advice to a purchaser in respect of an offering by a related or connected issuer, we expect the registrant that is related or connected to the issuer to be aware of the material conflicts that arise in these circumstances, and to take appropriate steps to respond to the conflicts to ensure it is fulfilling its regulatory obligations. We expect a registrant to be able to demonstrate that it is addressing the conflicts by avoiding or managing and disclosing the conflicts of interest appropriately to ensure compliance with its obligation to deal fairly, honestly and in good faith with clients.

We expect all registrants to be aware of other CSA guidance on registrant obligations with respect to know-your-client, know-your-product and suitability, and identify and respond to conflicts of interest.”;

## (2) by inserting, after paragraph (5), the following:

## “(5.1) Filing of marketing materials

In Alberta, New Brunswick, Nova Scotia, Ontario, Québec and Saskatchewan, marketing materials used in the context of an offering made in reliance on the offering memorandum exemption must also be filed with the securities regulatory authority. Once the marketing materials have been filed, there is no need to file them again after subsequent closings, unless there is a change to the marketing materials.”;

(3) by inserting, after paragraph (6), the following:

“(7) Types of securities that can be distributed under the exemption – Alberta, New Brunswick, Nova Scotia, Ontario, Québec and Saskatchewan

In Alberta, New Brunswick, Nova Scotia, Ontario, Québec and Saskatchewan, issuers are prohibited from distributing certain types of securities under the offering memorandum exemption, including specified derivatives and structured finance products. Note that this is in addition to the prohibition in subsection 2.9(3.1) against distributions of short-term securitized products under the offering memorandum exemption.

These types of securities have been excluded because the purpose of the exemption is for raising capital and it is not intended to be used to distribute complex or novel securities to purchasers. We would have concerns if issuers relied on the offering memorandum exemption to distribute novel or complex securities, even if they do not fall within the prohibited categories.

“(8) Ongoing disclosure – Alberta, New Brunswick, Nova Scotia, Ontario, Québec and Saskatchewan

In Alberta, New Brunswick, Ontario, Québec and Saskatchewan, non-reporting issuers that issue securities under the offering memorandum exemption are required, in respect of each financial year, to file or deliver (as applicable) to the securities regulatory authority and make available to purchasers, audited annual financial statements within 120 days from the issuer’s financial year end. In Nova Scotia, issuers are not required to file or deliver these financial statements to the securities regulatory authority, but are only required to make them available to purchasers that acquired securities under the offering memorandum exemption.

The following table illustrates when the first audited annual financial statements of an issuer would be due, as required by subsections (17.4), (17.5) and (17.6), following an initial distribution of securities under the offering memorandum exemption. The examples in the table take into account the extension to the filing deadline provided by subsection (17.7).

The following examples assume the issuer’s financial year end is December 31.

<b>Date of formation</b>	<b>Date of first distribution under subsection 2.9(2.1)</b>	<b>Deadline for first annual financial statements under subsections 2.9(17.4), (17.5) and (17.6)</b>	<b>Financial periods included in annual financial statements</b>	<b>Notes</b>
January 1, 20X3	April 15, 20X7	June 14, 20X7	December 31, 20X6 and December 31, 20X5	The issuer completes its first distribution under the offering memorandum exemption in subsection 2.9(2.1) before the filing deadline for annual financial statements, which would be

Date of formation	Date of first distribution under subsection 2.9(2.1)	Deadline for first annual financial statements under subsections 2.9(17.4), (17.5) and (17.6)	Financial periods included in annual financial statements	Notes
				April 30, 20X7. Since the distribution was completed so close to the filing deadline, the issuer can take advantage of the extension in subsection 2.9(17.7) and file the statements on June 14, 20X7.
January 1, 20X7	April 15, 20X7	April 30, 20X8	December 31, 20X7	The issuer completes its first distribution under the offering memorandum exemption in subsection 2.9(2.1) before the filing deadline for annual financial statements, which would be April 30, 20X7. However, since the issuer has not completed a financial year, the issuer would not be required to file annual financial statements until April 30, 20X8 for the financial year ended December 31, 20X7.
January 1, 20X3	June 15, 20X7	April 30, 20X8	December 31, 20X7 and December 31, 20X6	The issuer completes its first distribution under the offering memorandum exemption in subsection 2.9(2.1) after the filing deadline for annual financial statements in 20X7. The offering memorandum would already include audited annual financial statements for the year ended

Date of formation	Date of first distribution under subsection 2.9(2.1)	Deadline for first annual financial statements under subsections 2.9(17.4), (17.5) and (17.6)	Financial periods included in annual financial statements	Notes
				December 31, 20X6. The next audited annual financial statements of the issuer would be required to be filed by April 30, 20X8 for the year ended December 31, 20X7.

The requirement to file or deliver (as applicable) to the securities regulatory authority and make available to purchasers annual financial statements continues to apply each year after the initial distribution under subsection 2.9(2.1) until the earlier of (1) the date the issuer becomes a reporting issuer and (2) the date the issuer ceases to carry on business.

“(9) Ongoing disclosure – notice of specified key events – New Brunswick, Nova Scotia and Ontario

In addition to audited annual financial statements and a notice of how the proceeds raised under the offering memorandum exemption have been used, non-reporting issuers that issue securities in reliance on the offering memorandum exemption in New Brunswick, Nova Scotia and Ontario must also make available to investors a notice of certain key events, within 10 days of the occurrence of the event. These events are considered to be significant changes in the business of the issuer of which purchasers should be notified. This requirement is in addition to any similar requirement under corporate law and also applies to non-reporting issuers with non-corporate structures, such as trusts or partnerships.

In making a determination as to whether an issuer’s industry has changed, issuers may consider whether they would identify a different industry category on Form 45-106F1 *Report of Exempt Distribution* than the category previously identified.

A non-reporting issuer must continue to provide notice of the specified events, if applicable, until the earlier of (i) the date the issuer becomes a reporting issuer or (ii) the date the issuer ceases to carry on business.

(10) Meaning of “make reasonably available”

In Alberta, New Brunswick, Nova Scotia, Ontario, Québec and Saskatchewan, disclosure documents will be considered to have been made reasonably available to each holder of a security acquired under the offering memorandum exemption if the documents are mailed to security holders, or if security holders receive notice that the disclosure documents can be viewed on a public website of the issuer or a website accessible by all holders of securities acquired under subsection 2.9(2.1) of the issuer (such as a password protected website). Issuers should take reasonable steps to enable purchasers to receive or access these documents promptly.”;

(4) by replacing section 5.2 with the following:

**“5.2 Forms required under the offering memorandum exemption**

Regulation 45-106 designates two forms of offering memorandum. The first, Form 45-106F2, is for non-qualifying issuers and the second, Form 45-106F3, can only be used by qualifying issuers (as defined in Regulation 45-106).

The required form of risk acknowledgment under sections 2.9(1), 2.9(2) and 2.9(2.1) of Regulation 45-106 is Form 45-106F4.

In Alberta, New Brunswick, Nova Scotia, Ontario, Québec and Saskatchewan, Form 45-106F4, required under subsection 2.9(2.1), includes Schedule 1 *Classification of Investors Under the Offering Memorandum Exemption*, with respect to eligibility of individual investors, and Schedule 2 *Investment Limits for Investors Under the Offering Memorandum Exemption*, with respect to investment limits of individual investors.”.

**AMENDMENT TO *POLICY STATEMENT 11-203 RESPECTING PROCESS FOR EXEMPTIVE RELIEF APPLICATIONS IN MULTIPLE JURISDICTIONS***

1. *Policy Statement 11-203 respecting Process for Exemptive Relief Applications in Multiple Jurisdictions* is amended by replacing, in paragraph (4) of section 3.8, “2 types” with “different types”.

### 6.3 AUTRES CONSULTATIONS

Aucune information.



## 6.4 Sanctions administratives pécuniaires

L'Autorité des marchés financiers publie dans cette section la liste des sanctions administratives pécuniaires. Les décisions de révision des sanctions administratives pécuniaires imposées aux émetteurs ainsi qu'aux initiés sont publiées à la section 6.4.3, distinctement des sections 6.4.1 et 6.4.2 qui contiennent les décisions initiales imposées à la suite d'un défaut de respecter une disposition prévue au titre III de la *Loi sur les valeurs mobilières* (« LVM ») ou encore, les articles 96 à 98 ou 102 de cette même loi. (274.1 LVM / 271.13, 271.14 *Règlement sur les valeurs mobilières* (« RVM »)).

### 6.4.1 - Émetteurs assujettis

Le tableau publié dans cette section présente les sanctions administratives pécuniaires imposées aux émetteurs assujettis à la suite d'un défaut de respecter une disposition prévue au titre III de la *Loi sur les valeurs mobilières*. (274.1 *Loi sur les valeurs mobilières* et 271.13 et 271.15 *Règlement sur les valeurs mobilières* (« RVM »)).

#### 271.13 RVM.

Tout émetteur assujetti qui contrevient à une disposition du titre III de la Loi, parce qu'il a fait défaut de déposer un document d'information périodique, est tenu au paiement d'une sanction administrative pécuniaire de 100 \$ par document pour chaque jour ouvrable au cours duquel il est en défaut, jusqu'à concurrence d'une somme maximale de 5 000 \$ au cours d'un même exercice financier de l'Autorité.

#### 271.15 RVM.

Une sanction administrative pécuniaire est exigible à compter du moment où l'Autorité en transmet avis.

L'imposition d'une sanction administrative pécuniaire, en application de l'article 271.13 RVM, est sans préjudice quant à tout autre recours dont peut se prévaloir l'Autorité des marchés financiers.

Le tableau produit ci-dessous indique le nom de l'émetteur concerné, la date où a été prise la décision d'imposer une sanction administrative pécuniaire ainsi que le montant imposé.

Émetteur	No référence	Date de décision	Montant imposé
CANADIAN CONVERTIBLES FUND	20150018650-1	2015-10-22	200,00 \$

Émetteur	No référence	Date de décision	Montant imposé
CORPORATION PHARMACEUTIQUE NYMOX	20150018646-1	2015-10-22	1 200,00 \$
FONDS DE DIVIDENDES INTERNATIONAL PURPOSE	20150018653-1	2015-10-22	1 800,00 \$
FONDS TACTIQUE D'ACTIONS COUVERT INTERNATIONAL PURPOSE	20150018652-1	2015-10-22	1 800,00 \$
FOUNTAIN ASSET CORP.	20150018648-1	2015-10-22	200,00 \$
MOBI724 GLOBAL SOLUTIONS INC.	20150018649-1	2015-10-22	5 000,00 \$
SHORELINE ENERGY CORP.	20150018651-1	2015-10-22	5 000,00 \$
VITERRA INC.	20150018647-1	2015-10-22	100,00 \$

#### 6.4.2 - Initiés

Le tableau publié dans cette section présente les sanctions administratives pécuniaires imposées aux initiés suivant leur défaut de respecter l'une des dispositions des articles 96 à 98 ou 102 de la *Loi sur les valeurs mobilières*. (274.1 *Loi sur les valeurs mobilières* et 271.14 et 271.15 *Règlement sur les valeurs mobilières* (« RVM »)).

##### 271.14.

Tout initié ou dirigeant réputé initié qui contrevient à une disposition des articles 96 à 98 ou 102 de la Loi, parce qu'il a fait défaut de déclarer son emprise sur des titres ou une modification à cette emprise, est tenu au paiement d'une sanction administrative pécuniaire de 100 \$ par omission de déclarer pour chaque jour au cours duquel il est en défaut, jusqu'à concurrence d'une somme maximale de 5 000 \$.

**271.15.**

Une sanction administrative pécuniaire est exigible à compter du moment où l'Autorité en transmet avis.

L'imposition d'une sanction administrative pécuniaire, en application de l'article 271.14 RVM, est sans préjudice quant à tout autre recours dont peut se prévaloir l'Autorité des marchés financiers.

Le tableau ci-dessous indique le nom de l'initié concerné, le nom de l'émetteur à l'égard duquel il n'a pas fait la déclaration requise, la date où a été prise la décision d'imposer une sanction administrative pécuniaire ainsi que le montant imposé.

Nom de l'initié	Émetteur	No référence	Date de décision	Montant imposé
BENTHIN, MARK	GROUPE DMD CONNEXIONS SANTE NUMERIQUES INC.	20150018642-1	2015-10-21	100,00 \$
BRUSATORE, NICHOLAS GORDON	LES PRODUCTEURS AFFINOR INC.	20150018637-1	2015-10-21	900,00 \$
DOLLIN, PAUL	GROUPE WSP GLOBAL INC.	20150018644-1	2015-10-21	5 000,00 \$
LEBLANC, GLEN	BCE INC.	20150018638-1	2015-10-21	500,00 \$
PLADSEN, THOMAS JOHN	RESSOURCES KWG INC.	20150018639-1	2015-10-21	100,00 \$
SIMMONDS, ROBERT	BCE INC.	20150018640-1	2015-10-21	1 600,00 \$
STEFANKIEWICZ, CONNIE ANNE	BANQUE DE MONTREAL	20150018641-1	2015-10-21	5 000,00 \$

**6.4.3 - Décisions de révision**

Les tableaux ci-dessous présentent les informations relatives aux décisions de révision de sanctions administratives pécuniaires.

Il s'agit plus particulièrement des cas où l'Autorité, dans le cadre d'un processus de révision, a décidé de maintenir, de réduire ou encore d'annuler le montant de la sanction administrative pécuniaire précédemment imposée.

#### 6.4.3.1 - Émetteurs assujettis

Le tableau publié dans cette section présente les décisions de révision de sanctions administratives pécuniaires qui concernent les émetteurs assujettis.

Émetteur	No référence	Date de décision	Montant imposé initialement	Montant révisé
----------	--------------	------------------	-----------------------------	----------------

Aucune information

#### 6.4.3.2 - Initiés

Le tableau publié dans cette section présente les décisions de révision de sanctions administratives pécuniaires qui concernent les initiés.

Nom de l'initié	Émetteur	No référence	Date de décision	Montant imposé initialement	Montant révisé
-----------------	----------	--------------	------------------	-----------------------------	----------------

Aucune information

## 6.5 INTERDICTIONS

### 6.5.1 Interdictions d'effectuer une opération sur valeurs

Aucune information.

### 6.5.2 Révocations d'interdiction

Aucune information.

## 6.6 PLACEMENTS

### 6.6.1 Visas de prospectus

#### 6.6.1.1 Prospectus provisoires

Le tableau suivant dresse la liste des émetteurs qui ont déposé un prospectus provisoire pour lequel un visa a été octroyé par l'Autorité des marchés financiers ou par une autre autorité canadienne en valeurs mobilières agissant à titre d'autorité principale sous le régime du passeport. Ces derniers visas de prospectus provisoires sont réputés octroyés par l'Autorité des marchés financiers en vertu du premier paragraphe de l'article 3.3 du *Règlement 11-102 sur le régime du passeport* :

Nom de l'émetteur	Date du visa	Autorité principale <sup>1</sup>
Canadian Natural Resources Limited	23 octobre 2015	Alberta
Enbridge Income Fund Holdings Inc.	16 octobre 2015	Alberta

<sup>1</sup> Si l'Autorité des marchés financiers agit comme autorité principale, un visa sera réputé octroyé par les autres autorités en valeurs mobilières énumérées sous « Québec ».

Pour plus de détails ou pour obtenir copie de ces visas, veuillez consulter le site Internet de SEDAR à l'adresse : [www.sedar.com](http://www.sedar.com).

#### 6.6.1.2 Prospectus définitifs

Le tableau suivant dresse la liste des émetteurs qui ont déposé un prospectus pour lequel un visa a été octroyé par l'Autorité des marchés financiers ou par une autre autorité canadienne en valeurs mobilières agissant à titre d'autorité principale sous le régime du passeport. Ces derniers visas de prospectus sont réputés octroyés par l'Autorité des marchés financiers en vertu du deuxième paragraphe de l'article 3.3 du *Règlement 11-102 sur le régime du passeport* :

Nom de l'émetteur	Date du visa	Autorité principale <sup>1</sup>
Catégorie de revenu à court terme RBC	23 octobre 2015	Ontario
Catégorie de revenu à court terme \$US RBC		
Catégorie d'obligations mondiales convertibles BlueBay (Canada)		
Catégorie d'obligations mondiales convertibles \$US BlueBay (Canada)		
Catégorie de revenu mensuel Phillips, Hager & North		

Nom de l'émetteur	Date du visa	Autorité principale <sup>1</sup>
Catégorie équilibrée de croissance et de revenu RBC		
Catégorie de dividendes canadiens RBC		
Catégorie d'actions canadiennes RBC		
Catégorie d'actions canadiennes à faible volatilité QUBE RBC		
Catégorie de valeur d'actions canadiennes Phillips, Hager & North		
Catégorie de revenu d'actions canadiennes RBC		
Catégorie de sociétés canadiennes à moyenne capitalisation RBC		
Catégorie de valeur nord-américaine RBC		
Catégorie de dividendes américains RBC		
Catégorie d'actions américaines RBC		
Catégorie d'actions américaines à faible volatilité QUBE RBC		
Catégorie de valeur d'actions américaines RBC		
Catégorie d'actions américaines multistyle toutes capitalisations Phillips, Hager & North		
Catégorie de valeur en actions américaines de sociétés à moyenne capitalisation RBC		
Catégorie d'actions américaines de base de sociétés à petite capitalisation RBC		
Catégorie d'actions internationales RBC		
Catégorie d'actions outre-mer Phillips, Hager & North		
Catégorie d'actions européennes RBC		
Catégorie d'actions de marchés émergents RBC		
Catégorie d'actions mondiales RBC		
Catégorie d'actions mondiales à faible volatilité QUBE RBC		
Catégorie de ressources mondiales RBC		
Enbridge Income Fund Holdings Inc.	27 octobre 2015	Alberta
FINB du secteur financier des États-Unis	23 octobre 2015	Ontario

Nom de l'émetteur	Date du visa	Autorité principale <sup>1</sup>
AlphaDEX <sup>MC</sup> First Trust		
FINB du secteur de l'énergie des États-Unis AlphaDEX <sup>MC</sup> First Trust		
FINB du secteur des biens de consommation discrétionnaire des États-Unis AlphaDEX <sup>MC</sup> First Trust		
FINB du secteur des biens essentiels des États-Unis AlphaDEX <sup>MC</sup> First Trust		
FINB du secteur de la santé des États-Unis AlphaDEX <sup>MC</sup> First Trust		
FINB du secteur des matières premières des États-Unis AlphaDEX <sup>MC</sup> First Trust		
FINB du secteur des produits industriels des États-Unis AlphaDEX <sup>MC</sup> First Trust		
FINB du secteur technologique des États-Unis AlphaDEX <sup>MC</sup> First Trust		
FINB du secteur des services publics des États-Unis AlphaDEX <sup>MC</sup> First Trust FINB First Trust AlphaDEX <sup>MC</sup> dividendes européens (couvert en dollars canadiens)		
FortisAlberta Inc.	26 octobre 2015	Alberta
iShares Premium Money Market ETF	26 octobre 2015	Ontario
iShares Canadian Financial Monthly Income ETF		
iShares Equal Weight Banc & Lifeco ETF		
iShares Advantaged Short Duration High Income ETF (CAD-Hedged)		
La Banque Canadienne Impériale de Commerce	22 octobre 2015	Ontario
Portefeuille géré TD – revenu	27 octobre 2015	Ontario
Portefeuille géré TD – revenu et croissance modérée		
Portefeuille géré TD – croissance équilibrée		
Portefeuille géré TD – croissance audacieuse		
Portefeuille géré TD – croissance boursière maximale		



Nom de l'émetteur	Date du visa	Autorité principale <sup>1</sup>
Portefeuille géré FondsExpert TD – revenu		
Portefeuille géré FondsExpert TD – revenu et croissance modérée		
Portefeuille géré FondsExpert TD – croissance équilibrée		
Portefeuille géré FondsExpert TD – croissance audacieuse		
Portefeuille géré FondsExpert TD – croissance boursière maximale		
Portefeuille géré et indiciel TD – revenu		
Portefeuille géré et indiciel TD – revenu et croissance modérée		
Portefeuille géré et indiciel TD – croissance équilibrée		
Portefeuille géré et indiciel TD – croissance audacieuse		
Portefeuille géré et indiciel TD – croissance boursière maximale		
Supérieur Plus Corp.	21 octobre 2015	Ontario

<sup>1</sup> Si l'Autorité des marchés financiers agit comme autorité principale, un visa sera réputé octroyé par les autres autorités en valeurs mobilières énumérées sous « Québec ».

Pour plus de détails ou pour obtenir copie de ces visas, veuillez consulter le site Internet de SEDAR à l'adresse : [www.sedar.com](http://www.sedar.com).

### 6.6.1.3 Modifications de prospectus

Le tableau suivant dresse la liste des émetteurs qui ont déposé une modification du prospectus pour laquelle un visa a été octroyé par l'Autorité des marchés financiers ou par une autre autorité canadienne en valeurs mobilières agissant à titre d'autorité principale sous le régime du passeport. Ces derniers visas de modifications du prospectus sont réputés octroyés par l'Autorité des marchés financiers en vertu du deuxième paragraphe de l'article 3.3 du *Règlement 11-102 sur le régime du passeport* :

Nom de l'émetteur	Date du visa	Autorité principale <sup>1</sup>
Portefeuille Fidelity Passage <sup>MD</sup> 2005	21 octobre 2015	Ontario
Portefeuille Fidelity Passage <sup>MD</sup> 2010		
Portefeuille Fidelity Passage <sup>MD</sup> 2015		

Nom de l'émetteur	Date du visa	Autorité principale <sup>1</sup>
Portefeuille Fidelity Passage <sup>MD</sup> 2020		
Portefeuille Fidelity Passage <sup>MD</sup> Revenu		
Portefeuille Fidelity Passage <sup>MD</sup> 2025		
Portefeuille Fidelity Passage <sup>MD</sup> 2030		
Portefeuille Fidelity Passage <sup>MD</sup> 2035		
Portefeuille Fidelity Passage <sup>MD</sup> 2040		
Portefeuille Fidelity Passage <sup>MD</sup> 2045		
Portefeuille Fidelity Passage <sup>MD</sup> 2050		
Portefeuille Fidelity Passage <sup>MD</sup> 2055		
Fonds Fidelity Amérique latine		
Portefeuille Fidelity Revenu		
Portefeuille Fidelity Revenu mondial		
Portefeuille Fidelity Équilibre		
Portefeuille Fidelity Équilibre mondial		
Portefeuille Fidelity Croissance		
Portefeuille Fidelity Croissance mondiale		
Fonds privé d'obligations canadiennes à revenu TD	21 octobre 2015	Ontario
Fonds privé d'obligations canadiennes à rendement TD		
Fonds privé d'actions canadiennes plus TD		
Fonds privé d'actions américaines à moyenne capitalisation TD		
Fonds privé d'actions internationales TD		
Fonds privé à rendement cible TD		
Fonds privé à rendement cible supérieur TD		
Fonds monétaire Manuvie	22 octobre 2015	Ontario
Front Street Growth Fund	23 octobre 2015	Ontario
Catégorie Croissance et Revenu de Ressources Front Street	23 octobre 2015	Ontario
Catégorie Revenu Mensuel Équilibré Front Street ( <i>auparavant, Catégorie Revenu Diversifié Front Street</i> )		
Catégorie Croissance Front Street		

Nom de l'émetteur	Date du visa	Autorité principale <sup>1</sup>
Catégorie Occasions Spéciales Front Street		
Catégorie Occasions Mondiales Front Street		
Catégorie Croissance et Revenu Front Street		
Catégorie Tactique d'actions Front Street		
Catégorie d'actions Américaines Front Street		
Catégorie Marché Monétaire Front Street		
Catégorie Tactique d'obligations Front Street		
Catégorie Revenu Équilibré SCM Front Street		
Catégorie Revenu Équilibré Mondial Front Street		
Fonds Tactique d'obligations Front Street		
Catégorie Revenu SCM et Infrastructure Front Street		
Fonds à rendement total Aston Hill (auparavant, Fonds de croissance du capital Aston Hill)	23 octobre 2015	Ontario
Catégorie rendement total Aston Hill (auparavant, Catégorie croissance du capital Aston Hill)		
Fonds de croissance conservateur américain Aston Hill (auparavant, Fonds de croissance américain Aston Hill)		
Catégorie croissance conservatrice américaine Aston Hill (auparavant, Catégorie croissance américaine Aston Hill)		
Fonds de dividendes nord-américains Aston Hill	27 octobre 2015	Ontario
Catégorie de dividendes nord-américains Aston Hill		

<sup>1</sup> Si l'Autorité des marchés financiers agit comme autorité principale, un visa sera réputé octroyé par les autres autorités en valeurs mobilières énumérées sous « Québec ».

Pour plus de détails ou pour obtenir copie de ces visas, veuillez consulter le site Internet de SEDAR à l'adresse : [www.sedar.com](http://www.sedar.com).

#### 6.6.1.4 Dépôt de suppléments

Le tableau suivant dresse la liste des émetteurs qui ont déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers un supplément de prospectus qui complète l'information contenue au prospectus préalable ou simplifié de ces émetteurs pour lequel un visa a été octroyé par l'Autorité des marchés financiers ou par une autre autorité canadienne en valeurs mobilières :

Nom de l'émetteur	Date du supplément	Date du prospectus préalable ou du prospectus simplifié
Banque Canadienne Impériale de Commerce	27 octobre 2015	19 octobre 2015
Banque Canadienne Impériale de Commerce	27 octobre 2015	19 octobre 2015
Banque Canadienne Impériale de Commerce	27 octobre 2015	19 octobre 2015
Banque Canadienne Impériale de Commerce	27 octobre 2015	19 octobre 2015
Banque Canadienne Impériale de Commerce	27 octobre 2015	19 octobre 2015
Banque Canadienne Impériale de Commerce	27 octobre 2015	19 octobre 2015
Banque Canadienne Impériale de Commerce	27 octobre 2015	19 octobre 2015
Banque de Montréal	21 octobre 2015	27 avril 2015
Banque de Montréal	21 octobre 2015	27 avril 2015
Banque de Montréal	21 octobre 2015	27 avril 2015
Banque de Montréal	21 octobre 2015	27 avril 2015
Banque de Montréal	23 octobre 2015	27 avril 2015
Banque de Montréal	27 octobre 2015	27 avril 2015
Banque de Montréal	27 octobre 2015	27 avril 2015
Banque de Montréal	27 octobre 2015	27 avril 2015
Banque Nationale du Canada	22 octobre 2015	20 juin 2014

Nom de l'émetteur	Date du supplément	Date du prospectus préalable ou du prospectus simplifié
Banque Nationale du Canada	22 octobre 2015	20 juin 2014
Banque Nationale du Canada	22 octobre 2015	20 juin 2014
Banque Nationale du Canada	22 octobre 2015	20 juin 2014
Banque Nationale du Canada	22 octobre 2015	20 juin 2014
Banque Nationale du Canada	26 octobre 2015	20 juin 2014
Banque Royale du Canada	5 octobre 2015	20 décembre 2013
Banque Royale du Canada	5 octobre 2015	20 décembre 2013
Banque Royale du Canada	5 octobre 2015	20 décembre 2013
Banque Royale du Canada	5 octobre 2015	20 décembre 2013
Banque Royale du Canada	6 octobre 2015	20 décembre 2013
Banque Royale du Canada	7 octobre 2015	20 décembre 2013
Banque Royale du Canada	8 octobre 2015	20 décembre 2013
Banque Royale du Canada	8 octobre 2015	20 décembre 2013
Banque Royale du Canada	8 octobre 2015	20 décembre 2013
Banque Royale du Canada	8 octobre 2015	20 décembre 2013
Banque Royale du Canada	14 octobre 2015	20 décembre 2013
Banque Royale du Canada	15 octobre 2015	20 décembre 2013
Banque Royale du Canada	20 octobre 2015	20 décembre 2013
Banque Royale du Canada	20 octobre 2015	20 décembre 2013
Banque Royale du Canada	20 octobre 2015	20 décembre 2013
Banque Royale du Canada	26 octobre 2015	20 décembre 2013
Brookfield Infrastructure Finance Limited	27 octobre 2015	29 décembre 2014
Brookfield Infrastructure Finance Limited	27 octobre 2015	29 décembre 2014
Brookfield Infrastructure Finance LLC	27 octobre 2015	29 décembre 2014
Brookfield Infrastructure Finance LLC	27 octobre 2015	29 décembre 2014

Nom de l'émetteur	Date du supplément	Date du prospectus préalable ou du prospectus simplifié
Brookfield Infrastructure Finance Pty Ltd	27 octobre 2015	29 décembre 2014
Brookfield Infrastructure Finance Pty Ltd	27 octobre 2015	29 décembre 2014
Brookfield Infrastructure Finance ULC	27 octobre 2015	29 décembre 2014
Brookfield Infrastructure Finance ULC	27 octobre 2015	29 décembre 2014
La Banque de Nouvelle-Écosse	22 octobre 2015	19 décembre 2014
La Banque de Nouvelle-Écosse	23 octobre 2015	19 décembre 2014
La Banque de Nouvelle-Écosse	23 octobre 2015	19 décembre 2014
La Banque Toronto-Dominion	21 octobre 2015	13 juin 2014
La Banque Toronto-Dominion	22 octobre 2015	13 juin 2014
Milestone Apartments Real Estate Investment Trust	26 octobre 2015	27 août 2014
Partners Value Split Corp.	22 octobre 2015	27 août 2015

Pour plus de détails ou pour obtenir copie de ces suppléments, veuillez consulter le site Internet de SEDAR à l'adresse : [www.sedar.com](http://www.sedar.com).

### 6.6.2 Dispenses de prospectus

Les autorités canadiennes en valeurs mobilières, autre que l'Autorité des marchés financiers, qui ont agi à titre d'autorité principale sous le régime du passeport ont rendu des décisions qui ont pour effet de dispenser les personnes visées de l'application de dispositions équivalentes en vigueur au Québec en vertu de l'article 4.7 du Règlement 11-102 sur le régime du passeport ou de l'article 4.8 de ce règlement, selon le cas.

Pour consulter ces décisions, en obtenir copie ou effectuer une recherche à l'égard de celles-ci, veuillez vous rendre au site Internet de l'Institut canadien d'information juridique (CanLII) à l'adresse [www.canlii.org](http://www.canlii.org).

Si vous désirez consulter les décisions rendues depuis la publication du dernier numéro du bulletin, vous n'avez qu'à suivre les indications suivantes : rendez-vous à l'adresse Internet [www.canlii.org/fr/advancedsearch.html](http://www.canlii.org/fr/advancedsearch.html), à l'étape 3 - Date de décision, inscrivez la date du dernier bulletin et la date du jour, à l'étape 4 – Collections, sous la section Compétences, vérifiez que toutes les compétences sont sélectionnées, sous la section Législation, cocher le choix « aucune », sous la section Cours, cocher le choix « aucune », sous la section Tribunaux administratifs, cocher le choix « valeurs mobilières » et lancer la recherche en cliquant le bouton « chercher ».

### 6.6.3 Déclarations de placement avec dispense

L'Autorité publie ci-dessous l'information concernant les placements effectués sous le bénéfice des dispenses prévues au *Règlement 45-106 sur les dispenses de prospectus* (« Règlement 45-106 ») et au

*Règlement 45-513 sur la dispense de prospectus pour placement de titres auprès de porteurs existants* (« Règlement 45-513 »).

Nous rappelons qu'il est de la responsabilité des émetteurs de s'assurer qu'ils bénéficient des dispenses prévues au Règlement 45-106 ou au Règlement 45-513, selon le cas, avant d'effectuer un placement. Les émetteurs doivent aussi s'assurer du respect des délais impartis pour déclarer les placements et fournir une information exacte. Toute contravention aux dispositions législatives et réglementaires pertinentes constitue une infraction.

L'information contenue aux déclarations de placement avec dispense déposées conformément au Règlement 45-106 ou au Règlement 45-513 est publiée ci-dessous tel qu'elle est fournie par les émetteurs concernés. L'Autorité ne saurait être tenue responsable de quelque lacune ou erreur que ce soit dans ces déclarations.

Depuis le 1<sup>er</sup> octobre 2015, l'information sur les placements avec dispense est présentée sous un nouveau format.

## SECTION RELATIVE AUX SOCIÉTÉS

Nom de l'émetteur	Date du placement	Montant total du placement
9093-5537 Québec inc.	2015-08-19	225 000 \$
Barclays Bank PLC	2015-08-25	650 000 \$
Brisio Innovations Inc.	2015-01-07	155 539 \$
Centurion Apartment Real Estate Investment Trust	2015-08-31	6 536 093 \$
Centurion Real Estate Opportunities Trust	2015-08-31	8 520 169 \$
Clearwater Clinical Limited	2015-08-25	839 604 \$
Corporation Mariculture Global	2015-07-15	1 073 150 \$
Daimler Canada Finance Inc.	2015-08-19	449 842 500 \$
Entreprises Minières du Nouveau-Monde Inc.	2015-08-27	1 162 525 \$
Fiera Properties CORE Institutional Trust	2015-08-28	8 500 000 \$
Fiera Properties CORE Pension Trust	2015-08-28	25 000 000 \$
Fiera Properties Core Private LP	2015-08-28	26 700 000 \$
Focus Graphite Inc.	2015-08-28	381 164 \$
Genstar Capital Partners VII, L.P.	2015-07-22	195 390 000 \$

Nom de l'émetteur	Date du placement	Montant total du placement
Golden Dawn Minerals Inc.	2015-07-09	645 852 \$
Healthkiwi Inc.	2015-08-21	6 023 352 \$
Immobilier HayesCor Inc.	2015-07-13	405 000 \$
Immobilier HayesCor Inc.	2015-07-31	7 975 000 \$
KingSett Urban Infill Property Fund LP No.1	2015-08-26	116 242 500 \$
Les ressources de la Baie d'Uragold inc.	2015-08-24	28 250 \$
Les ressources de la Baie d'Uragold inc.	2015-08-27	330 950 \$
MBARC Credit Canada Inc.	2015-06-24	216 100 000 \$
Modasuite Inc.	2015-08-25	6 648 000 \$
MSCI Inc.	2015-08-13	14 712 750 \$
Nanotech Security Corp.	2015-08-26	2 655 000 \$
Nomad Ventures Inc.	2015-08-11	50 000 \$
Oban Mining Corporation	2015-08-25	17 792 608 \$
Panama Star Petroleum Corporation	2015-08-17	376 160 \$
Planet Fitness, Inc.	2015-08-11	1 788 400 \$
Post Holdings, Inc.	2015-08-18	46 422 223 \$
Rockspring Capital Texas Real Estate Trust II	2015-08-31	595 800 \$
Sama Resources Inc.	2015-08-26	735 450 \$
Technologies Urbanimmersive inc.	2015-09-03	100 000 \$
Telesta Therapeutics Inc.	2015-08-18	37 366 780 \$
Trez Capital Prime Trust	2015-08-10 et 2015-10-14	235 000 \$
Trez Capital Yield Trust US	2015-08-12, 2015-08-14, 2015-08-17 et 2015-08-21	1 839 270 \$



Nom de l'émetteur	Date du placement	Montant total du placement
UBS AG, Jersey Branch	2015-08-19, 2015-08-21 et 2015-08-25	1 439 027 \$
Walton AB Southridge Investment Corporation	2015-08-27	133 550 \$

## SECTION RELATIVE AUX FONDS D'INVESTISSEMENT

Aucune information

Pour de plus amples renseignements relativement aux placements énumérés ci-dessus, veuillez consulter les dossiers disponibles à la salle des dossiers de l'Autorité.

### 6.6.4 Refus

Aucune information.

### 6.6.5 Divers

Les autorités canadiennes en valeurs mobilières, autre que l'Autorité des marchés financiers, qui ont agi à titre d'autorité principale sous le régime du passeport ont rendu des décisions qui ont pour effet de dispenser les personnes visées de l'application de dispositions équivalentes en vigueur au Québec en vertu de l'article 4.7 du Règlement 11-102 sur le régime du passeport ou de l'article 4.8 de ce règlement, selon le cas.

Pour consulter ces décisions, en obtenir copie ou effectuer une recherche à l'égard de celles-ci, veuillez vous rendre au site Internet de l'Institut canadien d'information juridique (CanLII) à l'adresse [www.canlii.org](http://www.canlii.org).

Si vous désirez consulter les décisions rendues depuis la publication du dernier numéro du bulletin, vous n'avez qu'à suivre les indications suivantes : rendez-vous à l'adresse Internet [www.canlii.org/fr/advancedsearch.html](http://www.canlii.org/fr/advancedsearch.html), à l'étape 3 - Date de décision, inscrivez la date du dernier bulletin et la date du jour, à l'étape 4 – Collections, sous la section Compétences, vérifiez que toutes les compétences sont sélectionnées, sous la section Législation, cocher le choix « aucune », sous la section Cours, cocher le choix « aucune », sous la section Tribunaux administratifs, cocher le choix « valeurs mobilières » et lancer la recherche en cliquant le bouton « chercher ».

## 6.7 AGRÉMENTS ET AUTORISATIONS DE MISE EN MARCHÉ DE DÉRIVÉS

### Caisse de dépôt et placement du Québec Ivanhoé Cambridge inc.

Vu la demande déposée par la Caisse de dépôt et placement du Québec (la « Caisse ») et sa filiale Ivanhoé Cambridge inc. (« Ivanhoé Cambridge ») le 26 juin 2015, telle que modifiée le 24 août 2015, afin d'obtenir une dispense en vertu de l'article 86 de la *Loi sur les instruments dérivés*, RLRQ, c. I-14.01 (la « LID »), de l'obligation de déclarer ou de faire déclarer à un référentiel central reconnu les données sur les opérations sur dérivés intervenant entre toute personne morale du même groupe que celles-ci, le tout, en vertu du paragraphe 1) de l'article 26 du *Règlement 91-507 sur les référentiels centraux et la déclaration de données sur les dérivés*, RLRQ, c. 1-14.01, r. 1.1 (le « Règlement 91-507 »);

Vu le paragraphe 3) de l'article 42 du Règlement 91-507 qui prévoit que la contrepartie déclarante qui n'est ni une chambre de compensation déclarante ni une personne assujettie à l'obligation d'inscription à titre de courtier prévue par la LID ni une institution financière canadienne (collectivement, les « utilisateurs finaux »), n'est pas tenue de faire de déclaration en vertu du chapitre 3 du Règlement 91-507 avant le 30 juin 2015;

Vu les définitions prévues au *Règlement 14-101 sur les définitions*, RLRQ, c. V-1.1, r. 3;

Vu la décision générale n° 2015-PDG-0089 en date du 29 mai 2015 (la « décision n° 2015-PDG-0089 »), par laquelle l'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité ») a accordé une dispense de l'obligation de déclaration aux utilisateurs finaux parties à une « opération intragroupe » dès lors que les conditions suivantes sont réunies :

1. L'opération intervient entre une contrepartie et une personne morale du même groupe, selon l'interprétation donnée aux paragraphes 3) et 4) de l'article 1 du Règlement 91-507, si leurs états financiers sont établis sur une base consolidée conformément aux principes comptables, au sens du *Règlement 52-107 sur les principes comptables et normes d'audit acceptables*, RLRQ, c. V-1.1, r. 25 (le « Règlement 52-107 »);
2. L'opération est encadrée par des procédures centralisées d'évaluation, de mesure et de contrôle des risques conçues pour repérer et gérer les risques et une entente écrite prévoyant les modalités de l'opération lie les contreparties;
3. Les parties à une opération intragroupe conservent les dossiers sur l'opération et donnent accès à ceux-ci à l'Autorité sur demande;

Vu les déclarations et les faits soumis au soutien de la présente demande de dispense, dont les suivants :

1. Dans le cadre de leurs opérations courantes, la Caisse, Ivanhoé Cambridge, ainsi que toute personne morale du même groupe que celles-ci, concluent ou peuvent être amenées à conclure entre elles, des opérations sur dérivés, notamment des contrats à terme sur devises et taux d'intérêt pour des fins de couverture de risques et de gestion optimale de portefeuille, le cas échéant (les « opérations visées »);
2. Les opérations visées sont encadrées par des procédures centralisées d'évaluation, de mesure et de contrôle des risques conçues pour repérer et gérer les risques, dont la politique de gestion intégrée des risques de la Caisse, et une entente écrite prévoyant les modalités de l'opération lie les contreparties;
3. Les opérations visées sont documentées et interviennent sur la base d'une convention cadre de l'International Swaps and Derivatives Association, Inc. complétée le cas échéant d'une annexe de soutien au crédit;

4. La Caisse, Ivanhoé Cambridge et toute personne morale du même groupe que celles-ci qui effectuent les opérations visées, conservent les dossiers sur les opérations visées et s'engagent à y donner accès à l'Autorité sur demande;
5. La Caisse, Ivanhoé Cambridge et toute personne morale du même groupe que celles-ci ne peuvent se prévaloir de la dispense prévue à la décision n 2015-PDG-0089 pour les opérations visées en raison du fait qu'elles ne peuvent respecter la condition prévue à cette décision relative aux états financiers consolidés; à cet effet la Caisse est une « entité d'investissement » au sens des IFRS, et la norme IFRS 10 prévoit une exception au principe de la consolidation des états financiers pour certaines filiales d'une entité d'investissement;

Vu le premier alinéa de l'article 86 de la LID, selon lequel l'Autorité peut, aux conditions qu'elle détermine, dispenser un dérivé, une personne, un groupement de personnes, une offre ou une opération de tout ou partie des obligations prévues par la LID, lorsqu'elle estime que cette dispense ne porte pas atteinte à l'intérêt public;

Vu les pouvoirs délégués conformément à l'article 24 de la *Loi sur l'Autorité des marchés financiers*, RLRQ, c. A-33.2;

En conséquence :

L'Autorité dispense la Caisse, Ivanhoé Cambridge et toutes les personnes morales du même groupe que celles-ci de l'obligation prévue au paragraphe 1) de l'article 26 du Règlement 91-507 de déclarer ou de faire déclarer à un référentiel central reconnu les données sur les opérations visées dès lors que les conditions suivantes sont réunies :

- a) les contreparties à l'opération sont des utilisateurs finaux;
- b) l'opération intervient entre une contrepartie et une personne morale du même groupe que celle-ci, selon l'interprétation donnée aux paragraphes 3) et 4) de l'article 1 du Règlement 91-507;
- c) l'opération est encadrée par des procédures centralisées d'évaluation, de mesure et de contrôle des risques conçues pour repérer et gérer les risques et une entente écrite prévoyant les modalités de l'opération lie les contreparties;
- d) les contreparties à l'opération conservent les dossiers sur chaque opération et en donnent accès à l'Autorité sur demande.

La présente décision s'applique aux opérations visées à compter du 30 juin 2015. Elle cessera de produire ses effets à la première des dates suivantes :

- la date à laquelle cette dispense discrétionnaire est révoquée;
- la date de l'entrée en vigueur de toute modification apportée au Règlement 91-507 relativement au sujet visé par la présente décision.

Fait à Montréal, le 23 octobre 2015.

Derek West  
Directeur principal de l'encadrement des dérivés

Décision n°: 2015-EDERI-0015

## 6.8 OFFRES PUBLIQUES

### 6.8.1 Avis

#### **Absolute Software Corporation**

Dépôt de l'offre et de la note d'information du 26 août 2015 concernant l'offre publique de rachat d'Absolute Software Corporation sur une valeur maximale de 50 000 000 \$ d'actions ordinaires à un prix de rachat d'au moins 7,75 \$ et d'au plus 9 \$ l'action ordinaire.

L'offre a été prolongée jusqu'à 17h00 (heure de l'Est) le 20 octobre 2015, à moins que l'offre ne soit prolongée de nouveau ou retirée.

Numéro de projet SEDAR : 2388834

Décision n°: 2015-FS-0140

#### **Difference Capital Financial Inc.**

Dépôt de l'offre et de la note d'information du 25 août 2015 concernant l'offre publique de rachat de Difference Capital Financial Inc. sur ses débetures subordonnées non garanties convertibles à 8 % émises et en circulation, échéant le 31 juillet 2018, d'un capital global pouvant atteindre 12 000 000 \$.

L'offre a été prolongée jusqu'à 16h00 (heure de Toronto) le 15 octobre 2015, à moins que l'offre ne soit prolongée de nouveau ou retirée.

Numéro de projet SEDAR : 2387653

Décision n°: 2015-FS-0139

#### **Suncor Énergie Inc.**

(Canadian Oil Sands Limited)

Dépôt de l'offre et de la note d'information du 5 octobre 2015 concernant l'offre publique d'échange de Suncor Énergie Inc. (« Suncor ») sur la totalité des actions ordinaires émises et en circulation de Canadian Oil Sands Limited en contrepartie de 0,25 d'une action ordinaire de Suncor pour chaque action ordinaire de Canadian Oil Sands Limited.

L'offre expire le 4 décembre 2015, 17h00 (heure de Calgary) à moins qu'elle ne soit prolongée ou retirée.

Numéro de projet SEDAR : 2303416

Décision n°: 2015-FS-0141

### 6.8.2 Dispenses

Les autorités canadiennes en valeurs mobilières, autre que l'Autorité des marchés financiers, qui ont agi à titre d'autorité principale sous le régime du passeport ont rendu des décisions qui ont pour effet de dispenser les personnes visées de l'application de dispositions équivalentes en vigueur au Québec en vertu de l'article 4.7 du Règlement 11-102 sur le régime du passeport ou de l'article 4.8 de ce règlement, selon le cas.

Pour consulter ces décisions, en obtenir copie ou effectuer une recherche à l'égard de celles-ci, veuillez vous rendre au site Internet de l'Institut canadien d'information juridique (CanLII) à l'adresse [www.canlii.org](http://www.canlii.org).

Si vous désirez consulter les décisions rendues depuis la publication du dernier numéro du bulletin, vous n'avez qu'à suivre les indications suivantes : rendez-vous à l'adresse Internet [www.canlii.org/fr/advancedsearch.html](http://www.canlii.org/fr/advancedsearch.html), à l'étape 3 - Date de décision, inscrivez la date du dernier bulletin et la date du jour, à l'étape 4 – Collections, sous la section Compétences, vérifiez que toutes les compétences sont sélectionnées, sous la section Législation, cocher le choix « aucune », sous la section Cours, cocher le choix « aucune », sous la section Tribunaux administratifs, cocher le choix « valeurs mobilières » et lancer la recherche en cliquant le bouton « chercher ».

### 6.8.3 Refus

Aucune information.

### 6.8.4 Divers

Aucune information.

## 6.9 INFORMATION SUR LES VALEURS EN CIRCULATION

### 6.9.1 Actions déposées entre les mains d'un tiers

Aucune information.

### 6.9.2 Dispenses

Les autorités canadiennes en valeurs mobilières, autre que l'Autorité des marchés financiers, qui ont agi à titre d'autorité principale sous le régime du passeport ont rendu des décisions qui ont pour effet de dispenser les personnes visées de l'application de dispositions équivalentes en vigueur au Québec en vertu de l'article 4.7 du Règlement 11-102 sur le régime du passeport ou de l'article 4.8 de ce règlement, selon le cas.

Pour consulter ces décisions, en obtenir copie ou effectuer une recherche à l'égard de celles-ci, veuillez vous rendre au site Internet de l'Institut canadien d'information juridique (CanLII) à l'adresse [www.canlii.org](http://www.canlii.org).

Si vous désirez consulter les décisions rendues depuis la publication du dernier numéro du bulletin, vous n'avez qu'à suivre les indications suivantes : rendez-vous à l'adresse Internet [www.canlii.org/fr/advancedsearch.html](http://www.canlii.org/fr/advancedsearch.html), à l'étape 3 - Date de décision, inscrivez la date du dernier bulletin et la date du jour, à l'étape 4 – Collections, sous la section Compétences, vérifiez que toutes les compétences sont sélectionnées, sous la section Législation, cocher le choix « aucune », sous la section Cours, cocher le choix « aucune », sous la section Tribunaux administratifs, cocher le choix « valeurs mobilières » et lancer la recherche en cliquant le bouton « chercher ».

### 6.9.3 Refus

Aucune information.

### 6.9.4 Révocations de l'état d'émetteur assujéti

#### 1042573 B.C. Ltd.

En conséquence, l'Autorité révoque l'état d'émetteur assujéti de 1042573 B.C. Ltd.

La présente décision prend effet à la date de décision de l'autorité principale.

Décision n°: 2015-FIIC-0236

#### Canadian Capital Auto Receivables Asset Trust II

En conséquence, l'Autorité révoque l'état d'émetteur assujéti de Canadian Capital Auto Receivables Asset Trust II.

La présente décision prend effet à la date de décision de l'autorité principale.

Décision n°: 2015-FIIC-0233

### 6.9.5 Divers

Aucune information.

## 6.10 AUTRES DÉCISIONS

Aucune information.

## 6.11 ANNEXES ET AUTRES RENSEIGNEMENTS



## ANNEXE 1 DÉPÔTS DE DOCUMENTS D'INFORMATION

## RAPPORTS TRIMESTRIELS

	Date du document
AGELLAN COMMERCIAL REAL ESTATE INVESTMENT TRUST	2015-09-30
ALACER GOLD CORP.	2015-09-30
AMI RESOURCES INC.	2015-08-31
ATCO LTD.	2015-09-30
BALLARD POWER SYSTEMS INC.	2015-09-30
BOLIDEN AB	2015-09-30
BROWNSTONE ENERGY INC.	2015-09-30
CANADIAN UTILITIES LIMITED	2015-09-30
CANWEL BUILDING MATERIALS GROUP LTD.	2015-09-30
CAPITAL POWER CORPORATION	2015-09-30
CAPITAL POWER L.P.	2015-09-30
CAPITAL PRO-EG AUX INC.	2015-08-31
CAPSTONE MINING CORP.	2015-09-30
CENTERRA GOLD INC.	2015-09-30
COMPAGNIE DES CHEMINS DE FER NATIONAUX DU CANADA	2015-09-30
CONSTELLATION SOFTWARE INC.	2015-09-30
CREDIT FORD DU CANADA LIMITEE	2015-09-30
CU INC.	2015-09-30
DEQ SYSTEMES CORP.	2015-08-31
DETOUR GOLD CORPORATION	2015-09-30
FONDS DE REVENU AUSTRALIAN BANC	2015-08-31
GOLDEN STAR RESOURCES LTD.	2015-09-30
HORIZON NORTH LOGISTICS INC.	2015-09-30
IMAX CORPORATION	2015-09-30
IVERNIA INC.	2015-09-30
KINAXIS INC.	2015-09-30
LUNDIN MINING CORPORATION	2015-09-30
MACDONALD DETTWILER AND ASSOCIATES LTD	2015-09-30
MATTEL, INC.	2015-09-30
MEG ENERGY CORP.	2015-09-30
NEW GOLD INC.	2015-09-30
OPAL ENERGY CORP.	2015-09-30
OPEN TEXT CORPORATION	2015-09-30
OUTDOORPARTNER MEDIA CORPORATION	2015-08-31
PANTERRA GOLD LIMITED	2015-09-30
PFB CORPORATION	2015-09-30
PRECISION DRILLING CORPORATION	2015-09-30
REALCAP HOLDINGS LIMITED	2015-09-30
RESSOURCES GEOMEGA INC.	2015-08-31
RESSOURCES MAJESCOR INC.	2015-08-31
RESSOURCES TECK LIMITEE	2015-09-30
ROGERS COMMUNICATIONS INC.	2015-09-30
SHERRITT INTERNATIONAL CORPORATION	2015-09-30
SOCIETE DH	2015-09-30
SOCIETE FINANCIERE FIRST NATIONAL	2015-09-30
SOCIETE INVESTORS LIMITEE	2015-09-30
SUNCOR ENERGIE INC.	2015-09-30

*RAPPORTS TRIMESTRIELS*

	Date du document
TECHNOLOGIES SENSIO INC.	2015-08-31
THOMSON-REUTERS CORPORATION	2015-09-30
TRANSGAMING INC.	2015-08-31
UNI-SELECT INC.	2015-09-30
VALEANT PHARMACEUTICALS INTERNATIONAL, INC.	2015-09-30
VICTORIA GOLD CORP.	2015-08-31
WEST FRASER TIMBER CO. LTD.	2015-09-30
407 INTERNATIONAL INC.	2015-09-30

*ÉTATS FINANCIERS ANNUELS*

	Date du document
ADVANTECH MARKETING INTERNATIONAL INC.	2015-06-30
BROWNSTONE ENERGY INC.	2015-06-30
CAPITAL KNOWLTON INC.	2015-06-30
CAPITAL ORLETTO INC.	2015-06-30
CARPINCHO CAPITAL CORP.	2015-06-30
COGECO CABLE INC.	2015-08-31
COGECO INC.	2015-08-31
CORPORATION AURIFERE MONARQUES	2015-06-30
ERGORECHERCHE LTEE.	2015-06-30
EXPLORATION OREX INC.	2015-06-30
MASON GRAPHITE INC.	2015-06-30
MINES ABCOURT INC.	2015-06-30
NAV CANADA	2015-08-31
NEMASKA LITHIUM INC.	2015-06-30
NEWCO BANCORP INC.	2015-06-30
PANGOLIN DIAMONDS CORP.	2015-06-30
POSTMEDIA NETWORK CANADA CORP.	2015-08-31
RESSOURCES METANOR INC.	2015-06-30
RESSOURCES SIRIOS INC.	2015-06-30
SKI SUTTON INC.	2015-06-30
SULLIDEN MINING CAPITAL INC.	2015-07-31
TECHNOLOGIES BIOFLEX INC.	2015-06-30
TRANSPORT SCOLAIRE SOGESCO INC.	2015-06-30

*RAPPORTS ANNUELS*

	Date du document
ADVANTECH MARKETING INTERNATIONAL INC.	2015-06-30
BROWNSTONE ENERGY INC.	2015-06-30
CAPITAL KNOWLTON INC.	2015-06-30
CAPITAL ORLETTO INC.	2015-06-30
CARPINCHO CAPITAL CORP.	2015-06-30
COGECO CABLE INC.	2015-08-31
COGECO INC.	2015-08-31
CORPORATION AURIFERE MONARQUES	2015-06-30
ERGORECHERCHE LTEE.	2015-06-30
EXPLORATION OREX INC.	2015-06-30

*RAPPORTS ANNUELS*

	Date du document
MASON GRAPHITE INC.	2015-06-30
MINES ABCOURT INC.	2015-06-30
NAV CANADA	2015-08-31
NEMASKA LITHIUM INC.	2015-06-30
NEWCO BANCORP INC.	2015-06-30
PANGOLIN DIAMONDS CORP.	2015-06-30
POSTMEDIA NETWORK CANADA CORP.	2015-08-31
RESSOURCES METANOR INC.	2015-06-30
RESSOURCES SIRIOS INC.	2015-06-30
SKI SUTTON INC.	2015-06-30
SULLIDEN MINING CAPITAL INC.	2015-07-31
TECHNOLOGIES BIOFLEX INC.	2015-06-30
TRANSPORT SCOLAIRE SOGESCO INC.	2015-06-30

*CIRCULAIRES EN VUE DE LA SOLLICITATION DE PROCURATION*

	Date du document
EXPLORATION AMEX INC.	
FANCAMP EXPLORATION LTD	
OROSUR MINING INC.	
OYSTER OIL AND GAS LTD.	
RESSOURCES GEOMEGA INC.	
ZOOMMED INC.	

*NOTICE ANNUELLE*

	Date du document
COGECO CABLE INC.	2015-08-31
COGECO INC.	2015-08-31
CORPORATION AURIFERE MONARQUES	2015-06-30
COVINGTON VENTURE FUND INC.	2015-07-31
NAV CANADA	2015-08-31
NEMASKA LITHIUM INC.	2015-06-30
SULLIDEN MINING CAPITAL INC.	2015-07-31

## ANNEXE 2 DÉCLARATIONS D'INITIÉS CONFORMES (FORMAT ÉLECTRONIQUE - SEDI)

**Liste des symboles SEDI**

Depuis le 1<sup>er</sup> novembre 2010, le délai de dépôt d'une déclaration d'initié est passé à cinq jours civils (sauf pour les déclarations initiales).

<b>RELATIONS AVEC L'ÉMETTEUR ASSUJETTI</b>	45 : Contrepartie d'un bien	* : L'astérisque en regard d'un solde de clôture signifie que l'initié ou son agent déposant a aussi indiqué un solde calculé par lui-même lorsque l'opération a été déposée.
1 : Émetteur assujetti ayant acquis ses propres titres	46 : Contrepartie de services	
2 : Filiale de l'émetteur assujetti	47 : Acquisition ou aliénation par don	
3 : Porteur de titres qui détient en propriété véritable ou contrôle plus de % des titres d'un émetteur assujetti (Loi sur les valeurs mobilières du Québec – 10 % d'une catégorie d'actions) comportant le droit de vote ou droit de participer, sans limite, au bénéficiaire et au partage en cas de liquidation.	48 : Acquisition par héritage ou aliénation par legs	
4 : Administrateur d'un émetteur assujetti	<b>Dérivés émis par l'émetteur</b>	<b>AVIS</b>
5 : Dirigeant d'un émetteur assujetti	50 : Attribution d'options	L'information publiée dans cette annexe est tirée du rapport hebdomadaire produit par le Système électronique de déclaration des initiés (SEDI).
6 : Administrateur ou dirigeant d'un porteur de titres visé en 3	51 : Levée d'options	
7 : Administrateur ou dirigeant d'un initié à l'égard de l'émetteur assujetti ou d'une filiale de l'émetteur assujetti, autre que 4, 5 et 6	52 : Expiration d'options	
8 : Initié présumé – six mois avant de devenir initié	53 : Attribution de bons de souscription	
<b>NATURE DE L'OPÉRATION</b>	54 : Exercice de bons de souscription	
<b>Généralités</b>	55 : Expiration de bons de souscription	
00 : Solde d'ouverture – Déclaration initiale format SEDI	56 : Attribution de droits de souscription	
10 : Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	57 : Exercice de droits de souscription	
11 : Acquisition ou aliénation effectuée privément	58 : Expiration de droits de souscription	
15 : Acquisition ou aliénation au moyen d'un prospectus	59 : Exercice au comptant	
16 : Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	<b>Dérivés émis par un tiers</b>	
22 : Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, un regroupement ou une acquisition	70 : Acquisition ou aliénation (vente initiale) d'un dérivé émis par un tiers	
30 : Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	71 : Exercice d'un dérivé émis par un tiers	
35 : Dividende en actions	72 : Autre règlement d'un dérivé émis par un tiers	
36 : Conversion ou échange	73 : Expiration d'un dérivé émis par un tiers	
37 : Division ou regroupement d'actions	<b>Divers</b>	
38 : Rachat – annulation	90 : Changements relatifs à la propriété	
40 : Vente à découvert	97 : Autres	
	99 : Correction d'information	
	<b>NATURE DE L'EMPRISE</b>	
	D : Propriété directe	
	I : Propriété indirecte	
	C : Contrôle	
	<b>AUTRES MENTIONS</b>	
	O : Opération originale	
	M : Première modification	
	M' : Deuxième modification	
	M" : Troisième modification, etc.	
	R : Opération déclarée hors délai (en retard).	

Les initiés ou leurs agents autorisés sont responsables des informations entrées dans le système et, par conséquent, de celles contenues dans le présent rapport. L'information entrée directement dans SEDI prévaut toutefois sur celle présentée cidessous. Certaines informations entrées par les initiés ou leurs agents, qui ne sont pas automatiquement traduites par le système, peuvent être publiées en français ou en anglais. Le personnel de l'Autorité rappelle aux initiés qu'ils doivent, en vertu de la Loi sur les valeurs mobilières, déclarer leur emprise ou une modification à leur emprise sur les titres d'un émetteur assujetti au Québec dans un délai de 5 jours, sauf dans certains cas précis. Ces opérations doivent être rapportées de façon exacte et claire. Pour informations, veuillez communiquer avec l'Autorité des marchés financiers.

Émetteur	Relation	Retard	État opé-ration	Date de l'opération	Emprise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
<b>ACTIVEnergy Income Fund</b>									
<i>Parts de fiducie</i>									
ACTIVEnergy Income Fund	1		O	2015-10-22	D	38 - Rachat ou annulation	800	4.8500	29 729 668
			O	2015-10-22	D	38 - Rachat ou annulation	3 235 044	4.5600	32 964 712
<b>AgJunction Inc. (formerly Hemisphere GPS Inc.)</b>									
<i>Actions ordinaires</i>									
IGC Holding LP	3								
Investor Group, LP	PI		O	2015-10-15	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			5 626 491
Investor Growth Capital Limited	PI		O	2015-10-15	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			13 128 483
<i>Options</i>									
Vaughn, David Eugene	4		O	2015-10-15	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
		R	O	2015-10-19	D	50 - Attribution d'options	3 040 327	0.6000	3 040 327
<i>Restricted Shares</i>									
Bittner, Mark	5		O	2015-10-15	D	56 - Attribution de droits de souscription	353 804	0.6500	
Kal, Husam	5		O	2015-10-15	D	56 - Attribution de droits de souscription	353 804	0.6500	
Ladd, Jonathan	4		O	2015-10-15	D	56 - Attribution de droits de souscription	530 706	0.6500	
Mcllvain, Benjamin	5		O	2015-10-15	D	56 - Attribution de droits de souscription	176 902	0.6500	
Vaughn, David Eugene	4		O	2015-10-16	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			M	2015-10-15	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2015-10-15	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 415 217	0.6500	
			O	2015-10-19	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 216 130	0.6000	1 216 130
<i>Retention Plan Restricted Shares</i>									
Bittner, Mark	5		M	2015-10-15	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	353 804	0.6500	353 804
			O	2015-10-15	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
Kal, Husam	5		M	2015-10-15	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	353 804	0.6500	353 804
			O	2015-10-15	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
Ladd, Jonathan	4		M	2015-10-15	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	530 706	0.6500	530 706
			O	2015-10-16	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			M	2015-10-15	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
Mcllvain, Benjamin	5		M	2015-10-15	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	176 902	0.6500	176 902
			O	2015-10-15	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
Vaughn, David Eugene	4		M	2015-10-15	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	1 415 217	0.6500	1 415 217
			O	2015-10-15	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
<b>Alimentation Couche-Tard Inc.</b>									
<i>Unité d'action différée</i>									
Bourque, Nathalie	4		O	2015-10-26	D	46 - Contrepartie de services	33	60.9100	14 152
D'Amours, Jacques	4		O	2015-10-26	D	46 - Contrepartie de services	33	60.9100	2 208
Fortin, Richard	4, 7, 6, 5		O	2015-10-26	D	46 - Contrepartie de services	33	60.9100	15 622
Kau, Mélanie	4		O	2015-10-26	D	46 - Contrepartie de services	33	60.9100	60 135
Plourde, Réal	4, 7, 6, 5		O	2015-10-26	D	46 - Contrepartie de services	33	60.9100	2 042
Rabinowicz, Daniel	5		O	2015-10-26	D	46 - Contrepartie de services	16	60.9100	2 814
Turmel, Jean	4		O	2015-10-26	D	46 - Contrepartie de services	33	60.9100	93 996
<b>Altius Minerals Corporation</b>									

Emetteur	Relation	Retard	État opéré	Date de l'opération	Emprise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
<b>Porteur inscrit</b>									
<i>Actions ordinaires</i>									
Strauss, James Digby Ronald	4	R	O	2015-10-13	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 850)	13.6400	22 490
<i>Droits DSUs</i>									
Baker, John	4, 5		O	2015-10-20	D	56 - Attribution de droits de souscription	43		18 650
Lewis, Benjamin Gerard	5		O	2015-10-20	D	56 - Attribution de droits de souscription	9		3 809
Mifflin, Frederick James	4		O	2015-10-20	D	56 - Attribution de droits de souscription	62		26 426
Sherk, Susan Bradley	4		O	2015-10-20	D	56 - Attribution de droits de souscription	62		26 426
Strauss, James Digby Ronald	4		O	2015-10-20	D	56 - Attribution de droits de souscription	56		24 118
Stylianides, Anna	4		O	2015-10-20	D	56 - Attribution de droits de souscription	10		4 280
Warr, Donald James	4		O	2015-10-20	D	56 - Attribution de droits de souscription	62		26 426
Wells, Chad	5		O	2015-10-20	D	56 - Attribution de droits de souscription	7		2 907
Winter, Stephen Lawrence	5		O	2015-10-20	D	56 - Attribution de droits de souscription	7		3 007
<i>Droits RSUs</i>									
Baker, John	4, 5		O	2015-10-20	D	56 - Attribution de droits de souscription	21		8 854
Dalton, Brian	4, 5		O	2015-10-20	D	56 - Attribution de droits de souscription	41		41
Lewis, Benjamin Gerard	5		O	2015-10-20	D	56 - Attribution de droits de souscription	16		6 828
Wells, Chad	5		O	2015-10-20	D	56 - Attribution de droits de souscription	12		5 311
Winter, Stephen Lawrence	5		O	2015-10-20	D	56 - Attribution de droits de souscription	12		5 311
<b>Andrew Peller Limitée (auparavant Les Vins Andrés Ltée.)</b>									
<i>Actions sans droit de vote Class A</i>									
Kernaghan, Edward James	3								
Kernwood Limited	PI		O	2015-10-21	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	18.3500	1 300 400
			O	2015-10-22	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(600)	18.3500	1 299 800
			O	2015-10-23	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200)	18.3500	1 299 600
			O	2015-10-26	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(2 500)	18.3500	1 297 100
<b>ARC Resources Ltd.</b>									
<i>Actions ordinaires</i>									
Dielwart, John Patrick	4								
751229 Alberta Ltd.	PI		O	2015-10-15	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	246	21.0600	52 201*
Anna Dielwart	PI		O	2015-10-15	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	107	21.0600	22 661*
Anna Dielwart TFSA	PI		O	2015-10-15	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	5	21.0600	1 245*
BMO Nesbitt TFSA	PI		O	2015-10-15	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	7	21.0600	1 586*
Dielwart Family Account	PI		O	2015-10-15	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	9	21.0600	1 940*
Nesbitt Brokerage RRSP	PI		O	2015-10-15	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	809	21.0600	171 270*
Dyment, Fred J.	4								
Indirect Brokerage	PI		O	2015-10-15	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	225		47 682*
<b>Argex Titane Inc.</b>									
<i>Actions ordinaires</i>									
Bonnell, George Roy MacKay	4, 5								
RRSP	PI		O	2015-10-21	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	29 000	0.0850	105 300
Haddad, Mazen	4		O	2015-10-22	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	10 000	0.0700	2 725 000
			O	2015-10-27	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	15 000	0.0713	2 740 000
<b>Atlantic Gold Corporation (previously Spur Ventures Inc.)</b>									
<i>Actions ordinaires</i>									
Beedie, Ryan K	3								
Beedie Investments Ltd.	PI		O	2015-10-20	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	279 000	0.3472	18 728 848
<i>Options</i>									
Tiver, Alastair	5		O	2015-10-26	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			150 000
<b>Atlantic Power Corporation</b>									
<i>Deferred Share Units</i>									
Palter, Gilbert Samuel	4		O	2015-10-23	D	56 - Attribution de droits de souscription	697		8 166
<b>AtmanCo Inc.</b>									
<i>Actions ordinaires</i>									
COTE 100 Inc.	3								
Fonds COTE 100 REA II	PI		O	2015-10-26	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(500 000)	0.0750	7 543 500
<b>AuRico Metals Inc.</b>									

Emetteur	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
<b>Porteur inscrit</b>									
<i>Performance Share Units</i>									
Perry, Scott Graeme	4		O	2015-10-16	D	38 - Rachat ou annulation	(600 000)		
			M	2015-10-16	D	38 - Rachat ou annulation	(600 000)		0
<b>Banque Canadienne Imperiale de Commerce</b>									
<i>Actions ordinaires</i>									
CIBC	1		O	2015-10-14	D	38 - Rachat ou annulation	20 000	97.8535	20 000
			O	2015-10-14	D	38 - Rachat ou annulation	(20 000)	97.8535	0
			O	2015-10-15	D	38 - Rachat ou annulation	15 100	97.8903	15 100
			O	2015-10-15	D	38 - Rachat ou annulation	(15 100)	97.8903	0
<b>Banque Pacifique et de l'ouest du Canada</b>									
<i>Actions ordinaires</i>									
Brabander, Robbert-Jan	4, 6		O	2015-10-26	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	790	5.2937	9 595
George, Patrick	6		O	2015-10-22	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	500	5.0000	93 228
RBC Dominion	PI		O	2015-10-22	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	3 800	5.1000	97 028
Lalani, Gulamali	5		O	2015-10-26	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	500	5.1200	1 400
RRSP	PI		O	2015-10-26	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	500	5.1200	1 400
TAYLOR, DAVID ROY	4, 7, 6, 5		O	2015-10-19	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	600	5.2500	2 700
IA - Avstar	PI		O	2015-10-19	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	400	5.2250	3 100
			O	2015-10-20	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 000	5.3270	4 100
			O	2015-10-21	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 000	5.2500	5 100
			O	2015-10-21	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 000	5.1380	6 100
			O	2015-10-22	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	900	5.0000	7 000
			O	2015-10-22	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 000	5.0500	8 000
			O	2015-10-27	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	700	5.1500	8 700
			O	2015-10-27	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	300	5.1800	9 000
Scotia - Avstar	PI		O	2015-10-27	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	400	5.1000	162 400
			O	2015-10-27	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	900	5.1400	163 300
			O	2015-10-27	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100	5.1500	163 400
Walter, Barry Douglas	7, 6, 5		O	2015-10-21	I	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	1 000	5.1100	2 900
CIBC - Non reg	PI		O	2015-10-21	I	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	1 000	5.1100	2 900
<i>Actions privilégiées Series 1</i>									
TAYLOR, DAVID ROY	4, 7, 6, 5		O	2015-10-20	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	10.0000	0
Scotia - David margin	PI		O	2015-10-20	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	10.0000	0
<b>Banque Royale du Canada</b>									
<i>Actions ordinaires</i>									
McGregor, Alex Douglas	5		O	2015-10-22	D	51 - Exercice d'options	15 332	52.5950	95 540
			O	2015-10-22	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(12 301)	74.5562	83 239
McKay, David Ian	4, 5		O	2015-10-22	D	51 - Exercice d'options	1 144	44.1250	6 338
			O	2015-10-22	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(810)	74.6826	5 528
<i>Options</i>									
McGregor, Alex Douglas	5		O	2015-10-22	D	51 - Exercice d'options	(15 332)	52.5950	674 228
McKay, David Ian	4, 5		O	2015-10-22	D	51 - Exercice d'options	(1 144)	44.1250	625 582
<b>Bloom Income &amp; Growth Canadian Fund</b>									
<i>Parts</i>									
Bloom, Malcolm Paul	5		O	2015-10-23	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	(100 000)		0
Bloom-Somer, Adina	4		O	2015-10-23	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	(1 500)		0
Lyons, Beverly	4		O	2015-10-23	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	(7 400)		0
Elliott Lyons	PI		O	2015-10-23	C	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat,	(2 500)		0



Emetteur	Relation	Retard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
regroupement ou acquisition									
<b>Bloom Select Income Fund</b>									
<i>Parts</i>									
Bloom, Malcolm Paul	4, 5		O	2015-10-23	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	69 309		69 309
Bloom-Somer, Adina	4, 5		O	2015-10-23	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	1 039		3 291
Lyons, Beverly	4		O	2012-03-22	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2015-10-23	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	5 128		5 128
Elliott Lyons	PI		O	2012-03-22	C	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2015-10-23	C	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	1 732		1 732
<b>Bonavista Energy Corporation</b>									
<i>Actions ordinaires</i>									
Jensen, Bruce Wayne	5		O	2015-10-15	D	57 - Exercice de droits de souscription	10 682	3.4500	88 416
Ranger, Colin	5		O	2015-10-08	D	57 - Exercice de droits de souscription	4 273	3.4500	29 041*
<i>Restricted Share Awards (RSA)</i>									
Jensen, Bruce Wayne	5	R	O	2015-10-15	D	57 - Exercice de droits de souscription	(15 000)	3.4500	59 000
Ranger, Colin	5	R	O	2015-10-08	D	57 - Exercice de droits de souscription	(6 000)	12.9800	23 100
<b>BrightPath Early Learning Inc. (formerly Edleun Group, Inc.)</b>									
<i>Actions ordinaires</i>									
BrightPath Early Learning Inc.	1		O	2015-10-21	D	38 - Rachat ou annulation	4 500	0.3300	94 000
			O	2015-10-23	D	38 - Rachat ou annulation	10 000	0.3395	104 000
			O	2015-10-27	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	10 000	0.3275	114 000
<i>Deferred Share Units</i>									
Clarke, Colley	4		O	2015-10-23	D	56 - Attribution de droits de souscription	46 036		585 453
Gallivan, Daniel F.	4		O	2015-10-23	D	56 - Attribution de droits de souscription	31 250		307 724
Goodman, Gary Michael	4		O	2015-10-23	D	56 - Attribution de droits de souscription	37 683		655 385
Olin, Jeffrey	6		O	2015-10-23	D	56 - Attribution de droits de souscription	22 977		297 678
Rosen, Mitchell	4, 5		O	2015-10-23	D	56 - Attribution de droits de souscription	27 573		275 680
<b>Brownstone Energy Inc.</b>									
<i>Actions ordinaires</i>									
Mintz, Steven Michael	4		O	2015-10-22	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	18 000	0.0100	1 471 750
<b>Caldwell U.S. Dividend Advantage Fund</b>									
<i>Parts</i>									
Caldwell US Dividend Advantage Fund	1		O	2015-10-22	D	38 - Rachat ou annulation	2 000	8.8900	46 700
			O	2015-10-23	D	38 - Rachat ou annulation	2 000	8.9450	48 700
CALDWELL, BRENDAN T.N. Brendan Caldwell RESP	7 PI		O	2015-10-21	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	500	8.9800	4 000
<b>Canadian Western Bank</b>									
<i>Actions ordinaires</i>									
Hughes, Keith Douglas	5		O	2015-10-23	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 000	25.1210	1 400
<b>Canamex Resources Corp.</b>									
<i>Options</i>									
Billings, Mark Anthony	4		O	2015-10-22	D	50 - Attribution d'options	100 000		1 600 000
Hahn, Gregory Arthur	4, 5	R	O	2015-10-22	D	50 - Attribution d'options	1 250 000		3 350 000
Hogel, Frank	4		O	2015-10-20	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2015-10-27	D	50 - Attribution d'options	1 125 000	0.0500	1 125 000
<b>Canfor Pulp Products Inc.</b>									
<i>Actions ordinaires</i>									
Canfor Pulp Products Inc.	3		O	2015-08-04	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	10 200	12.5904	
			M	2015-08-04	D	38 - Rachat ou annulation	10 200	12.5904	
			M'	2015-08-04	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	10 200	12.5904	
			M''	2015-08-04	D	38 - Rachat ou annulation	10 200	12.5904	41 700
			O	2015-08-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	111 291	12.6007	



Emetteur	Rela- tion	Re- tard	État opé- ra- tion	Date de l'opération	Emp- rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
Titre									
Initié									
Porteur inscrit									
			M	2015-08-05	D	38 - Rachat ou annulation	111 291	12.6007	
			M'	2015-08-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	111 291	12.6007	
			M''	2015-08-05	D	38 - Rachat ou annulation	111 291	12.6007	152 991
			O	2015-08-06	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	10 700	12.4125	
			M	2015-08-06	D	38 - Rachat ou annulation	10 700	12.4125	
			M'	2015-08-06	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	10 700	12.4125	
			M''	2015-08-06	D	38 - Rachat ou annulation	10 700	12.4125	163 691
			O	2015-08-07	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	5 900	12.3600	
			M	2015-08-07	D	38 - Rachat ou annulation	5 900	12.3600	
			M'	2015-08-07	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	5 900	12.3600	
			M''	2015-08-07	D	38 - Rachat ou annulation	5 900	12.3600	169 591
			O	2015-08-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	10 800	12.4125	
			M	2015-08-10	D	38 - Rachat ou annulation	10 800	12.4125	
			M'	2015-08-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	10 800	12.4125	
			M''	2015-08-10	D	38 - Rachat ou annulation	10 800	12.4125	180 391
			O	2015-08-11	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	10 891	12.2679	
			M	2015-08-11	D	38 - Rachat ou annulation	10 891	12.2679	
			M'	2015-08-11	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	10 891	12.2679	
			M''	2015-08-11	D	38 - Rachat ou annulation	10 891	12.2679	191 282
			O	2015-08-12	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	10 200	12.1383	
			M	2015-08-12	D	38 - Rachat ou annulation	10 200	12.1383	
			M'	2015-08-12	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	10 200	12.1383	
			M''	2015-08-12	D	38 - Rachat ou annulation	10 200	12.1383	201 482
			O	2015-08-13	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	10 400	12.0793	
			M	2015-08-13	D	38 - Rachat ou annulation	10 400	12.0793	
			M'	2015-08-13	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	10 400	12.0793	
			M''	2015-08-13	D	38 - Rachat ou annulation	10 400	12.0793	211 882
			O	2015-08-14	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	9 900	11.7688	
			M	2015-08-14	D	38 - Rachat ou annulation	9 900	11.7688	
			M'	2015-08-14	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	9 900	11.7688	
			M''	2015-08-14	D	38 - Rachat ou annulation	9 900	11.7688	221 782
			O	2015-08-17	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	10 100	11.7643	
			M	2015-08-17	D	38 - Rachat ou annulation	10 100	11.7643	
			M'	2015-08-17	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	10 100	11.7643	
			M''	2015-08-17	D	38 - Rachat ou annulation	10 100	11.7643	231 882
			O	2015-08-18	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	10 600	11.6108	
			M	2015-08-18	D	38 - Rachat ou annulation	10 600	11.6108	
			M'	2015-08-18	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	10 600	11.6108	
			M''	2015-08-18	D	38 - Rachat ou annulation	10 600	11.6108	242 482
			O	2015-08-19	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	7 300	11.3152	
			M	2015-08-19	D	38 - Rachat ou annulation	7 300	11.3152	
			M'	2015-08-19	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	7 300	11.3152	
			M''	2015-08-19	D	38 - Rachat ou annulation	7 300	11.3152	249 782
			O	2015-08-20	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	7 500	11.2758	
			M	2015-08-20	D	38 - Rachat ou annulation	7 500	11.2758	
			M'	2015-08-20	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	7 500	11.2758	
			M''	2015-08-20	D	38 - Rachat ou annulation	7 500	11.2758	257 282
			O	2015-08-21	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	10 891	11.1728	
			M	2015-08-21	D	38 - Rachat ou annulation	10 891	11.1728	
			M'	2015-08-21	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	10 891	11.1728	
			M''	2015-08-21	D	38 - Rachat ou annulation	10 891	11.1728	268 173
			O	2015-08-24	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	10 800	11.0053	
			M	2015-08-24	D	38 - Rachat ou annulation	10 800	11.0053	
			M'	2015-08-24	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	10 800	11.0053	
			M''	2015-08-24	D	38 - Rachat ou annulation	10 800	11.0053	278 973
			O	2015-08-25	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	10 891	11.5939	

Émetteur	Relation	Retard	État opé-	Date de	Emp-	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
Titre			ration	l'opération	rise				
Initié									
Porteur inscrit									
			M	2015-08-25	D	38 - Rachat ou annulation	10 891	11.5939	
			M'	2015-08-25	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	10 891	11.5939	
			M''	2015-08-25	D	38 - Rachat ou annulation	10 891	11.5939	289 864
			O	2015-08-26	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	10 400	11.8419	
			M	2015-08-26	D	38 - Rachat ou annulation	10 400	11.8419	
			M'	2015-08-26	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	10 400	11.8419	
			M''	2015-08-26	D	38 - Rachat ou annulation	10 400	11.8419	300 264
			O	2015-08-27	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	9 000	12.0613	
			M	2015-08-27	D	38 - Rachat ou annulation	9 000	12.0613	
			M'	2015-08-27	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	9 000	12.0613	
			M''	2015-08-27	D	38 - Rachat ou annulation	9 000	12.0613	309 264
			O	2015-08-28	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	8 300	11.9889	
			M	2015-08-28	D	38 - Rachat ou annulation	8 300	11.9889	317 564
			O	2015-08-31	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	8 200	11.9716	
			M	2015-08-31	D	38 - Rachat ou annulation	8 200	11.9716	325 764
			O	2015-09-14	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	4 100	12.7407	
			M	2015-09-14	D	38 - Rachat ou annulation	4 100	12.7407	
			M'	2015-09-14	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	4 100	12.7407	
			M''	2015-09-14	D	38 - Rachat ou annulation	4 100	12.7407	87 691
			O	2015-09-15	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	5 500	12.9040	
			M	2015-09-15	D	38 - Rachat ou annulation	5 500	12.9040	
			M'	2015-09-15	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	5 500	12.9040	
			M''	2015-09-15	D	38 - Rachat ou annulation	5 500	12.9040	93 191
			O	2015-09-01	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	10 891	11.8365	
			M	2015-09-01	D	38 - Rachat ou annulation	10 891	11.8365	42 391*
			O	2015-09-02	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	6 400	11.8798	
			M	2015-09-02	D	38 - Rachat ou annulation	6 400	11.8798	48 791*
			O	2015-09-03	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	10 800	12.0973	
			M	2015-09-03	D	38 - Rachat ou annulation	10 800	12.0973	59 591*
			O	2015-09-04	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 600	12.2913	
			M	2015-09-04	D	38 - Rachat ou annulation	1 600	12.2913	61 191*
			O	2015-09-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 800	12.4211	
			M	2015-09-08	D	38 - Rachat ou annulation	1 800	12.4211	62 991*
			O	2015-09-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	7 800	12.9350	
			M	2015-09-09	D	38 - Rachat ou annulation	7 800	12.9350	70 791*
			O	2015-09-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	10 800	12.7058	
			M	2015-09-10	D	38 - Rachat ou annulation	10 800	12.7058	81 591*
			O	2015-09-11	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2 000	12.7250	
			M	2015-09-11	D	38 - Rachat ou annulation	2 000	12.7250	83 591*
			O	2015-09-23	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	9 900	12.1490	
			M	2015-09-23	D	38 - Rachat ou annulation	9 900	12.1490	153 164
			O	2015-09-24	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	10 800	11.9707	
			M	2015-09-24	D	38 - Rachat ou annulation	10 800	11.9707	163 964
			O	2015-09-25	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	10 891	11.9868	
			M	2015-09-25	D	38 - Rachat ou annulation	10 891	11.9868	174 855
			O	2015-09-28	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	5 500	11.6760	
			M	2015-09-28	D	38 - Rachat ou annulation	5 500	11.6760	180 355
			O	2015-09-29	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	9 891	11.9942	
			M	2015-09-29	D	38 - Rachat ou annulation	9 891	11.9942	190 246
			O	2015-09-30	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	6 300	12.1051	
			M	2015-09-30	D	38 - Rachat ou annulation	6 300	12.1051	196 546
<b>Canlan Ice Sports Corp.</b>									
<i>Actions ordinaires</i>									
The Article 6 Marital Trust created under the First Amended	3		O	2015-10-22	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	200	3.3400	2 054 200
			O	2015-10-22	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 500	3.3600	2 055 700
			O	2015-10-22	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	600	3.3700	2 056 300

Emetteur	Relation	Retard	État opéré	Date de l'opération	Emprise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
<i>Titre</i>									
Initié									
Porteur inscrit									
			O	2015-10-22	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	400	3.4400	2 056 700
			O	2015-10-22	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 300	3.4500	2 058 000
			O	2015-10-22	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	200	3.5000	2 058 200
			O	2015-10-23	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	400	3.4800	2 058 600
			O	2015-10-23	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100	3.5000	2 058 700
<b>Central GoldTrust</b>									
<i>Parts de fiducie</i>									
Smith Affiliated Capital Corp. Managed Accounts	3	PI							
		R	O	2011-08-10	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	13 811	71.1400USD	1 709 153
		R	O	2011-08-10	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 520	71.1400USD	1 710 673
		R	O	2011-08-10	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2 840	71.1400USD	1 713 513
		R	O	2011-08-10	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	8 050	71.1400USD	1 721 563
		R	O	2011-08-10	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	500	71.2500USD	1 722 063
		R	O	2011-08-19	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	250	74.9500USD	1 758 493
		R	O	2011-08-23	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(6 539)	71.4300USD	1 751 954
		R	O	2011-08-23	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(13 912)	71.4300USD	1 738 042
		R	O	2011-08-23	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2 500	71.7500USD	1 740 542
		R	O	2011-08-25	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 688	68.0700USD	1 742 230
		R	O	2011-08-25	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	3 740	67.0800USD	1 745 970
		R	O	2011-09-13	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(3 080)	71.1200USD	1 742 890
		R	O	2011-09-14	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(304)	69.9200USD	1 742 586
		R	O	2011-09-14	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(13 105)	70.1000USD	1 729 481
		R	O	2011-09-14	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(16 272)	70.0400USD	1 713 209
		R	O	2011-09-14	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(16 271)	70.0400USD	1 696 938
		R	O	2011-09-14	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(13 105)	70.1000USD	1 683 833
		R	O	2011-09-14	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100	70.1000USD	1 683 933
		R	O	2011-09-14	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 840	70.1200USD	1 685 773
		R	O	2011-09-14	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	800	70.1200USD	1 686 573
		R	O	2011-09-14	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 686	70.1000USD	1 688 259
		R	O	2011-09-14	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	18 364	70.1000USD	1 706 623
		R	O	2011-09-14	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	3 420	70.1200USD	1 710 043
		R	O	2011-09-15	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(60 021)	68.3000USD	1 650 022
		R	O	2011-09-26	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	140 607	65.2700USD	1 941 376
<b>Cequence Energy Ltd.</b>									
<i>Droits Restricted Share Units</i>									
Cook, Robert	4		O	2015-10-16	D	38 - Rachat ou annulation	(5 000)		15 000
<b>COMPASS Income Fund</b>									
<i>Parts de fiducie</i>									
COMPASS Income Fund	1		O	2015-10-20	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(9 000)	11.4200	31 843 160
			O	2015-10-21	D	38 - Rachat ou annulation	1 200	11.3500	31 844 360
			O	2015-10-22	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(5 000)	11.5000	31 839 360
<b>Condor Petroleum Inc.</b>									
<i>Actions ordinaires</i>									
Storm, Norman	6		O	2015-10-20	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	50 000	0.0900	4 394 118
			O	2015-10-21	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	50 000	0.0950	4 444 118
			O	2015-10-22	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	50 000	0.0950	4 494 118
			O	2015-10-23	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	200 000	0.0950	4 694 118
			O	2015-10-26	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100 000	0.0950	4 794 118
			O	2015-10-27	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100 000	0.0900	4 894 118
<b>Connacher Oil and Gas Limited</b>									
<i>Actions ordinaires</i>									
Avenue Capital Management II, LP	3								
Avenue COPPERS Opportunities Fund, L.P.	PI		O	2015-05-08	C	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			81 726
Avenue Credit Strategies Fund	PI		O	2015-05-08	C	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			1 091 054
Avenue Energy Opportunities Fund, L.P.	PI		O	2015-05-08	C	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			536 878
Avenue Income Credit Strategies Fund	PI		O	2015-05-08	C	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			133 652

Emetteur	Relation	Re-tard	État opé-	Date de l'opération	Emp-rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
<b>Porteur inscrit</b>									
Avenue International Master, LP (Master)	PI		O	2015-05-08	C	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			1 980 187
Avenue Investments, LP	PI		O	2015-05-08	C	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			815 864
Avenue Special Opportunities Co-Investment Fund I, L.P.	PI		O	2015-05-08	C	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			2 102 457
Avenue Special Opportunities Fund I, L.P.	PI		O	2015-05-08	C	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			2 037 301
Avenue Special Situations Fund VI (Master), LP	PI		O	2015-05-08	C	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			4 074 557
Managed Accounts Master Fund Services MAP 10	PI		O	2015-05-08	C	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			123 817
Vasilyev, Evgeny	4		O	2015-10-16	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
VR Global Partners, L.P.	3		O	2015-10-16	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			4 539 046
<b>Billets convertibles 12 Second Lien due August 31, 2018</b>									
Avenue Capital Management II, LP	3								
Avenue COPPERS Opportunities Fund, L.P.	PI		O	2015-05-08	C	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			\$ 122 788.00
Avenue Credit Strategies Fund	PI		O	2015-05-08	C	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			\$ 1 639 262.00
Avenue Energy Opportunities Fund, L.P.	PI		O	2015-05-08	C	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			\$ 806 650.00
Avenue Income Credit Strategies Fund	PI		O	2015-05-08	C	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			\$ 200 801.00
Avenue International Master, LP (Master)	PI		O	2015-05-08	C	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			\$ 2 963 707.00
Avenue Investments, LP	PI		O	2015-05-08	C	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			\$ 1 223 995.00
Avenue Special Opportunities Co-Investment Fund I, L.P.	PI		O	2015-05-08	C	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			\$ 3 158 865.00
Avenue Special Opportunities Fund I, L.P.	PI		O	2015-05-08	C	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			\$ 3 060 942.00
Avenue Special Situations Fund VI (Master), LP	PI		O	2015-05-08	C	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			\$ 6 098 964.00
Managed Accounts Master Fund Services MAP 10	PI		O	2015-05-08	C	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			\$ 185 610.00
VR Global Partners, L.P.	3		O	2015-10-16	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			\$ 6 485 617.00
<b>Constellation Software Inc.</b>									
<i>Actions ordinaires</i>									
Baksh, Jamal Nizam	5								
Computershare Trust Company - RRSP	PI		O	2015-10-27	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	13	564.5600	6 100
<b>Copper North Mining Corp.</b>									
<i>Actions ordinaires</i>									
Meade, Harlan Donnley	4, 5		O	2015-10-20	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	22 000	0.0400	2 637 000
			O	2015-10-20	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	35 000	0.0400	2 672 000
			O	2015-10-23	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	25 000	0.0400	2 697 000
Ramsey, Douglas James	5		O	2015-10-23	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	150 000	0.0400	1 475 000
<b>Corporation Aurifère Monarques (auparavant RESSOURCES MONARQUES INC.)</b>									
<i>Actions ordinaires</i>									
Jolicoeur, Marcel H.	4		O	2015-10-16	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			M	2015-10-16	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			20
			O	2015-10-22	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	5 020	0.0800	
			M	2015-10-22	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	5 000	0.0800	5 020
<b>Corporation Ressources Nevado</b>									
<i>Actions ordinaires</i>									
curtis, Michael Charles Peter	4, 5		O	2015-10-27	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	53 000	0.0150	1 018 500
<b>Corus Entertainment Inc.</b>									
<i>Actions sans droit de vote Class B</i>									
Bohm, Colin	5		O	2015-09-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			7 763
Cecchini, Mario	5		O	2015-09-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			801

Emetteur	Rela- tion	Re- tard	État opé- ra- tion	Date de l'opération	Emp- rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
<b>Titre</b>									
<b>Initié</b>									
<b>Porteur inscrit</b>									
Hale, Maria	5		O	2015-09-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			14 785
MacDonald, John Joseph	5		O	2015-09-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			2 547
MacKrell, Gerry	5		O	2015-09-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			7 718
Schaefer, Susan Marie	5		O	2015-09-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			11 789
<b>Deferred Share Units (DSUs) - Officer Plan (Cash)</b>									
Bohm, Colin	5		O	2015-09-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2015-10-22	D	56 - Attribution de droits de souscription	3 000	13.3700	3 000
Cecchini, Mario	5		O	2015-09-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2015-10-22	D	56 - Attribution de droits de souscription	3 300	13.3700	3 300
Dyer, Donald Scott	5		O	2015-10-22	D	56 - Attribution de droits de souscription	6 500	13.3700	24 812
Hale, Maria	5		O	2015-09-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2015-10-22	D	56 - Attribution de droits de souscription	3 000	13.3700	3 000
Maavara, Gary Aksel	5		O	2015-10-22	D	56 - Attribution de droits de souscription	5 500	13.3700	18 950
MacDonald, John Joseph	5		O	2015-09-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2015-10-22	D	56 - Attribution de droits de souscription	3 000	13.3700	3 000
MacKrell, Gerry	5		O	2015-09-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2015-10-22	D	56 - Attribution de droits de souscription	3 000	13.3700	3 000
McNair, Kathleen	5		O	2015-10-22	D	56 - Attribution de droits de souscription	5 500	13.3700	18 490
Murphy, Douglas Donovan	5		O	2015-10-22	D	56 - Attribution de droits de souscription	33 700	13.3700	169 368
Peddie, Tom	5		O	2015-10-22	D	56 - Attribution de droits de souscription	9 800	13.3700	63 155
Schaefer, Susan Marie	5		O	2015-09-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2015-10-22	D	56 - Attribution de droits de souscription	3 000	13.3700	3 000
Shaw, Heather Ann	4		O	2015-10-22	D	56 - Attribution de droits de souscription	35 500	13.3700	210 666
<b>Performance Share Units (PSUs) - Officer Plan</b>									
Adam, Judy Chieh	5		O	2015-10-22	D	56 - Attribution de droits de souscription	8 060	13.3700	17 328
Bohm, Colin	5		O	2015-09-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			10 530
			O	2015-10-22	D	56 - Attribution de droits de souscription	6 100	13.3700	16 630
Cecchini, Mario	5		O	2015-09-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			18 300
			O	2015-10-22	D	56 - Attribution de droits de souscription	6 600	13.3700	24 900
Dyer, Donald Scott	5		O	2015-10-22	D	56 - Attribution de droits de souscription	12 900	13.3700	39 766
Hale, Maria	5		O	2015-09-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			10 509
			O	2015-10-22	D	56 - Attribution de droits de souscription	6 100	13.3700	16 609
Maavara, Gary Aksel	5		O	2015-10-22	D	56 - Attribution de droits de souscription	11 100	13.3700	16 297
MacDonald, John Joseph	5		O	2015-09-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			11 879
			O	2015-10-22	D	56 - Attribution de droits de souscription	6 100	13.3700	17 979
MacKrell, Gerry	5		O	2015-09-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			11 921
			O	2015-10-22	D	56 - Attribution de droits de souscription	6 100	13.3700	18 021
McNair, Kathleen	5		O	2015-10-22	D	56 - Attribution de droits de souscription	11 100	13.3700	25 843
Murphy, Douglas Donovan	5		O	2015-10-22	D	56 - Attribution de droits de souscription	67 300	13.3700	121 944
Peddie, Tom	5		O	2015-10-22	D	56 - Attribution de droits de souscription	19 600	13.3700	45 686
Schaefer, Susan Marie	5		O	2015-09-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			10 327
			O	2015-10-22	D	56 - Attribution de droits de souscription	6 100	13.3700	16 427
Shaw, Heather Ann	4		O	2015-10-22	D	56 - Attribution de droits de souscription	71 100	13.3700	164 643
<b>DELPHI ENERGY CORP.</b>									
<b>Actions ordinaires</b>									
Batteke, Hugo	5		O	2015-10-19	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	7 991	0.7300	297 080
Galvin, Michael	5		O	2015-10-19	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	8 368	0.7300	106 520
Hume, Rod Allan	5		O	2015-10-19	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	9 298	0.7300	255 798
Kohlhammer, Brian	5		O	2015-10-19	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	9 880	0.7300	203 565
Reid, David James	4, 5		O	2015-10-19	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	11 623	0.7300	373 068
<b>Dollarama Inc.</b>									
<b>Actions ordinaires</b>									
Robillard, Geoffrey Peter	5		O	2015-10-21	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(26 500)	91.3886	750 000
<b>Dream Industrial Real Estate Investment Trust</b>									
<b>Deferred Trust Units</b>									
Ferstman, Joanne Shari	7		O	2015-10-19	D	57 - Exercice de droits de souscription	(418)	9.3100	22 284

Emetteur	Rela- tion	Re- tard	État opé- ra- tion	Date de l'opération	Emp- rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
<b>Titre</b>									
<b>Initié</b>									
<b>Porteur inscrit</b>									
GAVAN, JANE	7		O	2015-10-19	D	57 - Exercice de droits de souscription	(696)	9.3100	34 866
LESTER, JASON	7		O	2015-10-19	D	57 - Exercice de droits de souscription	(696)	9.3100	329
<b>Parts</b>									
Ferstman, Joanne Shari	7		O	2015-10-19	D	57 - Exercice de droits de souscription	418		32 094
			O	2015-10-19	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(246)	7.9996	31 848
GAVAN, JANE	7		O	2015-10-19	D	57 - Exercice de droits de souscription	696		7 921
			O	2015-10-19	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(409)	7.9996	7 512
LESTER, JASON	7		O	2015-10-19	D	57 - Exercice de droits de souscription	696		7 189
			O	2015-10-19	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(409)	7.9996	6 780
<b>Dream Office Real Estate Investment Trust</b>									
<i>Parts de fiducie Series A</i>									
Dream Office Real Estate Investment Trust	1		O	2015-10-19	D	38 - Rachat ou annulation	25 000	21.2972	25 000
			O	2015-10-19	D	38 - Rachat ou annulation	(25 000)		0
			O	2015-10-20	D	38 - Rachat ou annulation	25 000	21.4802	25 000
			O	2015-10-20	D	38 - Rachat ou annulation	(25 000)		0
			O	2015-10-21	D	38 - Rachat ou annulation	25 000	21.4826	25 000
			O	2015-10-21	D	38 - Rachat ou annulation	(25 000)		0
			O	2015-10-22	D	38 - Rachat ou annulation	25 000	21.5473	25 000
			O	2015-10-22	D	38 - Rachat ou annulation	(25 000)		0
			O	2015-10-23	D	38 - Rachat ou annulation	25 000	21.4664	25 000
			O	2015-10-23	D	38 - Rachat ou annulation	(25 000)		0
<b>Dundee Energy Limited (formerly Eurogas Corporation)</b>									
<i>Options</i>									
Goodman, Ned	6		O	2015-10-27	D	52 - Expiration d'options	(400 000)	0.8100	200 000
<b>Dundee, Technologies Durables Inc.</b>									
<i>Actions à droit de vote subalterne</i>									
Howlett, Brian	4		O	2015-10-27	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			74 000
<i>Options</i>									
Lemieux, David	5		O	2015-10-22	D	52 - Expiration d'options	(100 000)	0.1000	
			M	2015-10-18	D	52 - Expiration d'options	(100 000)	0.1000	3 500 000
<b>Earth Alive Clean Technologies Inc.</b>									
<i>Actions ordinaires</i>									
La Salle, Benoit	4								
PGL Capital inc.	PI		O	2015-10-20	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			1 428 571
<i>Débitures convertibles Maturité 15 juillet 2018</i>									
La Salle, Benoit	4								
PGL Capital inc.	PI		O	2015-10-20	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			\$ 50 000.00
<i>Options</i>									
La Salle, Benoit	4		O	2015-10-20	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2015-10-20	D	50 - Attribution d'options	300 000		300 000
<b>Eclipse Residential Mortgage Investment Corporation</b>									
<i>Class A Shares</i>									
Brompton Corp.	7		O	2015-10-23	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(5 000)	9.0000	12 400
			O	2015-10-23	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 100)	9.2000	11 300
<b>Energy Fuels Inc.</b>									
<i>Droits Restricted Stock Units</i>									
Antony, Stephen	4, 5	R	O	2015-09-25	D	56 - Attribution de droits de souscription	27 654		55 654
<b>Enghouse Systems Limited</b>									
<i>Actions ordinaires</i>									
Sadler, Stephen	4, 5, 3		O	2015-10-21	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(5 000)	58.7500	4 787 000*
			O	2015-10-22	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(5 000)	59.3500	4 782 000*
			O	2015-10-23	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(5 000)	59.7500	4 777 000*
			O	2015-10-23	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(5 000)	60.1500	4 772 000*
			O	2015-10-23	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(2 800)	60.3500	4 769 200*
<b>Entreprises Minières Globex Inc.</b>									
<i>Actions ordinaires</i>									



Emetteur	Relation	Retard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-ri- se	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
<b>EXFO Inc. (anciennement EXFO Ingénierie Électro-Optique Inc.)</b>									
<i>Actions à droit de vote subalterne</i>									
Plamondon, Pierre	7, 5		O	2015-10-19	D	57 - Exercice de droits de souscription	12 863	4.0900	103 752
Yearian, Dana F.	5		O	2015-10-19	D	57 - Exercice de droits de souscription	8 857	3.2000	43 038
			O	2015-10-19	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(8 857)	3.0209	
			M	2015-10-19	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(8 857)	3.0209USD	34 181
			O	2015-10-19	D	57 - Exercice de droits de souscription	11 470	3.2000	
			M	2015-10-19	D	57 - Exercice de droits de souscription	11 470	3.2000USD	45 651
			O	2015-10-19	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(11 470)	3.0209USD	34 181
<i>Restricted Share Units</i>									
Plamondon, Pierre	7, 5		O	2015-10-19	D	57 - Exercice de droits de souscription	(12 863)	4.0900	113 679
Yearian, Dana F.	5		O	2015-10-19	D	57 - Exercice de droits de souscription	(8 857)	3.2000	
			M	2015-10-19	D	57 - Exercice de droits de souscription	(8 857)	3.2000USD	118 226
			O	2015-10-19	D	57 - Exercice de droits de souscription	(11 470)	3.2000USD	106 756
<b>EXO U Inc.</b>									
<i>Actions ordinaires</i>									
Ahdoot, Shan	4, 5		O	2015-10-23	D	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	1 250 000	0.2000	1 835 450
<i>Bons de souscription</i>									
Ahdoot, Shan	4, 5		O	2015-10-23	D	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	1 250 000	0.3500	1 250 000
<i>Options</i>									
Pawsey, Kevin John	5		O	2015-10-23	D	50 - Attribution d'options	100 000	0.2350	300 000
<b>Exploration Dios Inc.</b>									
<i>Actions ordinaires</i>									
Girard, Marie-José	4, 5		O	2015-10-19	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	3 000	0.0800	2 479 221
MJosé Girard	PI		O	2015-10-19	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 000	0.0750	
			M	2015-10-19	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	10 000	0.0750	2 417 191
			O	2015-10-20	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	5 000	0.0750	2 422 191
			O	2015-10-21	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	10 000	0.0700	2 432 191
			O	2015-10-22	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	5 000	0.0700	2 437 191
<b>Exploration Puma Inc.</b>									
<i>Actions ordinaires</i>									
Gagné, Dominique	4		O	2015-10-22	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2 000	0.0650	178 978
REER	PI		O	2015-10-26	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	5 000	0.0650	183 978
Robillard, Marcel	4, 5		O	2015-10-22	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2 000	0.0650	1 260 750
<b>Fiducie dactifs durables non traditionnels Dream</b>									
<i>Parts</i>									
Dream Asset Management Corporation	5		O	2015-10-22	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	7 500	5.8400	523 400
Dream Unlimited Corp.	PI		O	2015-10-23	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	7 500	5.8709	530 900
Dream Hard Asset Alternatives Trust	1		O	2015-10-19	D	38 - Rachat ou annulation	7 500	5.7833	7 500
			O	2015-10-19	D	38 - Rachat ou annulation	(7 500)		0
			O	2015-10-20	D	38 - Rachat ou annulation	7 500	5.8148	7 500
			O	2015-10-20	D	38 - Rachat ou annulation	(7 500)		0
			O	2015-10-21	D	38 - Rachat ou annulation	7 500	5.8000	7 500
			O	2015-10-21	D	38 - Rachat ou annulation	(7 500)		0
			O	2015-10-22	D	38 - Rachat ou annulation	7 500	5.8393	7 500
			O	2015-10-22	D	38 - Rachat ou annulation	(7 500)		0
			O	2015-10-23	D	38 - Rachat ou annulation	7 500	5.8487	7 500
			O	2015-10-23	D	38 - Rachat ou annulation	(7 500)		0
<b>Fiducie de solutions de revenu DoubleLine</b>									
<i>Parts Class A</i>									
DoubleLine Income Solutions Trust	1		O	2015-10-21	D	38 - Rachat ou annulation	(15 000)		24 000
<b>Firan Technology Group Corporation</b>									

Emetteur	Relation	Retard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
<b>Titre</b>									
<b>Initié</b>									
<b>Porteur inscrit</b>									
<b>Actions ordinaires</b>									
Bourne, Bradley Collier	5		O	2015-10-23	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 800)	2.3500	437 800
			O	2015-10-26	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(2 600)	2.3500	435 200
mcleish, david john	4		O	2015-10-27	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(2 600)	2.3500	
			M	2015-10-22	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(2 600)	2.3500	572 362*
			O	2015-10-23	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(2 000)	2.3500	570 362*
			O	2015-10-26	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(400)	2.3500	569 962*
			O	2015-10-28	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(15 000)	2.2406	554 962*
<b>First Trust Global DividendSeeker Fund</b>									
<b>Parts - Class A</b>									
First Trust Global DividendSeeker Fund	1		O	2015-10-21	D	38 - Rachat ou annulation	(2 100)		2 500
<b>Fonds de Placement Immobilier InnVest</b>									
<b>Parts de fiducie</b>									
KingSett Real Estate Growth LP No. 5	3		O	2014-08-15	D	35 - Dividende en actions	57 122	5.6400	
			M	2014-08-15	D	35 - Dividende en actions	57 121	5.6400	9 755 011
			O	2014-09-15	D	35 - Dividende en actions	58 390	5.7300	
			M	2014-09-15	D	35 - Dividende en actions	58 387	5.7300	9 835 583
			O	2014-10-15	D	35 - Dividende en actions	66 275	5.0900	
			M	2014-10-15	D	35 - Dividende en actions	66 272	5.0900	9 925 294
			O	2014-11-17	D	35 - Dividende en actions	65 973	5.1600	
			M	2014-11-17	D	35 - Dividende en actions	65 969	5.1600	10 016 356
			O	2015-08-17	D	35 - Dividende en actions	161 614	5.0800	
			M	2015-08-17	D	35 - Dividende en actions	161 701	5.0800	24 098 465
			O	2015-09-15	D	35 - Dividende en actions	157 435	5.2500	
			M	2015-09-15	D	35 - Dividende en actions	157 521	5.2500	24 255 986
Love, Jon E.	4		O	2014-08-15	C	35 - Dividende en actions	57 122	5.6400	
KingSett Capital	PI		M	2014-08-15	C	35 - Dividende en actions	57 121	5.6400	9 755 011
			O	2014-09-15	C	35 - Dividende en actions	58 390	5.7300	
			M	2014-09-15	C	35 - Dividende en actions	58 387	5.7300	9 835 583
			O	2014-10-15	C	35 - Dividende en actions	66 275	5.0900	
			M	2014-10-15	C	35 - Dividende en actions	66 272	5.0900	9 925 294
			O	2014-11-17	C	35 - Dividende en actions	65 973	5.1600	
			M	2014-11-17	C	35 - Dividende en actions	65 969	5.1600	10 016 356
			O	2015-08-17	C	35 - Dividende en actions	161 614	5.0800	
			M	2015-08-17	C	35 - Dividende en actions	161 701	5.0800	24 098 465
			O	2015-09-15	C	35 - Dividende en actions	157 435	5.2500	
			M	2015-09-15	C	35 - Dividende en actions	157 521	5.2500	24 255 986
<b>Fortis Inc.</b>									
<b>Actions ordinaires</b>									
Bennett, David	5		O	2015-10-21	D	51 - Exercice d'options	7 672	32.9500	23 311
			O	2015-10-21	D	51 - Exercice d'options	7 806	34.2700	31 117
			O	2015-10-21	D	51 - Exercice d'options	5 582	33.5800	36 699
			O	2015-10-21	D	51 - Exercice d'options	3 173	30.7300	39 872
			O	2015-10-21	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(24 233)	39.5000	15 639
Smith, Karl W.	5		O	2015-10-21	D	51 - Exercice d'options	34 329	22.9400	139 852
			O	2015-10-21	D	51 - Exercice d'options	32 280	22.2900	172 132
			O	2015-10-21	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(34 329)	39.3670	137 803
			O	2015-10-21	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(32 280)	39.3620	105 523
<b>Options</b>									
Bennett, David	5		O	2015-10-21	D	51 - Exercice d'options	(7 672)		47 260
			O	2015-10-21	D	51 - Exercice d'options	(7 806)		39 454
			O	2015-10-21	D	51 - Exercice d'options	(5 582)		33 872
			O	2015-10-21	D	51 - Exercice d'options	(3 173)		30 699
Smith, Karl W.	5		O	2015-10-21	D	51 - Exercice d'options	(34 329)		355 688
			O	2015-10-21	D	51 - Exercice d'options	(32 280)		323 408



Emetteur	Relation	Retard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
<b>Glen Eagle Resources Inc.</b>									
<i>Actions ordinaires</i>									
Lavigueur, Denis	3		O	2015-08-28	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	224 000	0.0350	6 978 000
			M	2015-08-28	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	240 000	0.0350	8 540 000
			O	2015-10-19	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	50 000	0.0400	8 640 000
			O	2015-10-19	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100 000	0.0400	8 650 000
			O	2015-10-20	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	10 000	0.0350	8 740 000
			O	2015-10-21	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	90 000	0.0350	9 344 000
			O	2015-10-22	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	604 000	0.0350	50 000
Rosenberg, Frank	4		O	2015-10-02	D	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	50 000	0.0500	180 000
			M	2015-10-02	D	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	50 000	0.0500	
<i>Bons de souscription</i>									
Rosenberg, Frank	4		O	2013-03-19	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			M	2013-03-19	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2015-10-02	D	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	25 000	0.1000	25 000
<i>Options</i>									
Labrecque, Jean-Charles	4, 5		O	2015-10-25	D	52 - Expiration d'options	(250 000)		1 600 000
Rosenberg, Frank	4		O	2013-04-04	D	50 - Attribution d'options	300 000	0.3000	
			M	2013-04-04	D	50 - Attribution d'options	300 000	0.3000	300 000
<b>Global Dividend Growers Income Fund</b>									
<i>Parts de fiducie</i>									
Global Dividend Growers Income Fund	1		O	2015-10-21	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 300)	11.8800	1 544 226
			O	2015-10-22	D	38 - Rachat ou annulation	1 151 730	11.8500	2 695 956
<b>Global Healthcare Dividend Fund</b>									
<i>Parts de fiducie</i>									
Global Healthcare Dividend Fund	1		O	2015-10-20	D	38 - Rachat ou annulation	2 500	10.6648	460 000
			O	2015-10-20	D	38 - Rachat ou annulation	1 000	10.7210	461 000
			O	2015-10-21	D	38 - Rachat ou annulation	3 800	10.6468	464 800
			O	2015-10-21	D	38 - Rachat ou annulation	4 700	10.6498	469 500
			O	2015-10-22	D	38 - Rachat ou annulation	4 400	10.6934	473 900
			O	2015-10-22	D	38 - Rachat ou annulation	1 400	10.6871	475 300
			O	2015-10-23	D	38 - Rachat ou annulation	2 500	10.7904	477 800
			O	2015-10-26	D	38 - Rachat ou annulation	3 800	10.8079	481 600
<b>Global Infrastructure Dividend Fund</b>									
<i>Parts de fiducie</i>									
Global Infrastructure Dividend Fund	1		O	2015-10-20	D	38 - Rachat ou annulation	500	8.7700	1 757 700
			O	2015-10-21	D	38 - Rachat ou annulation	500	8.8500	1 758 200
			O	2015-10-22	D	38 - Rachat ou annulation	500	8.8300	1 758 700
			O	2015-10-23	D	38 - Rachat ou annulation	500	9.0200	1 759 200
			O	2015-10-26	D	38 - Rachat ou annulation	2 500	8.9080	1 761 700
<b>Global Real Estate Dividend Growers Corp.</b>									
<i>Actions ordinaires Equity Shares</i>									
Global Real Estate Dividend Growers Corp.	1		O	2015-10-20	D	38 - Rachat ou annulation	7 200	9.0599	128 700
			O	2015-10-21	D	38 - Rachat ou annulation	5 700	9.2596	134 400
			O	2015-10-22	D	38 - Rachat ou annulation	3 300	9.1955	137 700
			O	2015-10-23	D	38 - Rachat ou annulation	5 600	9.2364	143 300
			O	2015-10-26	D	38 - Rachat ou annulation	1 200	9.3000	144 500
<b>Globalance Dividend Growers Corp.</b>									
<i>Actions ordinaires Equity Shares</i>									
Lauzon, Robert	7, 6	PI	O	2015-10-23	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2015-10-23	I	15 - Acquisition ou aliénation au moyen d'un prospectus	6 000	10.0000	6 000
Orrico, Dean	6		O	2015-10-23	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2015-10-23	D	15 - Acquisition ou aliénation au moyen d'un prospectus	7 000	10.0000	7 000

Emetteur	Rela- tion	Re- tard	État opé- ra- tion	Date de l'opération	Emp- rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
<b>Emetteur</b>									
<i>Titre</i>									
Initié									
Porteur inscrit									
<b>Gluskin Sheff + Associates Inc.</b>									
<i>Actions ordinaires</i>									
Morris, David Roy	5		O	2015-10-21	D	97 - Autre	(8 800)		51
			O	2015-10-21	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(4)	21.7100	47
Joanne Morris	PI		O	2010-09-27	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2015-10-21	I	97 - Autre	8 800		8 800
<b>Golden Star Resources Ltd.</b>									
<i>Deferred Share Units</i>									
BAKER, TIMOTHY CLIVE	4	R	O	2015-10-16	D	50 - Attribution d'options	186 706	0.2276USD	1 076 133
Dhir, Anu	4	R	O	2015-10-16	D	50 - Attribution d'options	24 162	0.2276USD	298 044
Doyle, Robert Emmet	4	R	O	2015-10-16	D	50 - Attribution d'options	120 810	0.2276USD	895 634
Jensen, Tony	4	R	O	2015-10-16	D	50 - Attribution d'options	120 810	0.2276USD	839 304
Yeates, William Lee	4	R	O	2015-10-16	D	50 - Attribution d'options	39 867	0.2276USD	298 729
<b>Groupe DMD connexions santé numériques inc. (anciennement Aptilon Corporation)</b>									
<i>Actions ordinaires</i>									
Benthin, Mark	4	R	O	2015-10-19	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(52 000)	0.2050	4 038 254
			O	2015-10-20	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(7 000)	0.2100	4 031 254
			O	2015-10-23	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(41 000)	0.2100	3 990 254
BROSSEAU, ANDRE	4		O	2015-10-23	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	68 000	0.2203	4 304 000
<b>Groupe Restaurants Imvescor Inc.</b>									
<i>Deferred Share Units</i>									
Forsayeth, Michael Peter	4		O	2015-10-25	D	56 - Attribution de droits de souscription	4 512	2.2500	12 214
O'Connor, Gary William	4		O	2014-01-25	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2015-10-25	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 500	2.2500	2 500
Seigneur, François-Xavier	4		O	2015-10-25	D	56 - Attribution de droits de souscription	6 813	2.2500	23 342
Sugrue, Patrick Howard	4		O	2015-10-25	D	56 - Attribution de droits de souscription	4 512	2.2500	12 214
<b>Groupe Stingray Digital Inc.</b>									
<i>Options</i>									
Tapp, Stephen	5	R	O	2015-08-11	D	50 - Attribution d'options	75 000		150 000
<b>Groupe WSP Global Inc.</b>									
<i>Actions ordinaires</i>									
Seccareccia, Pierre	4		O	2015-10-15	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	24	47.5900	
			M	2015-10-15	D	35 - Dividende en actions	24	47.5900	
			M'	2015-10-15	D	35 - Dividende en actions	25	46.3800	3 181
<b>Guyana Goldfields Inc.</b>									
<i>Actions ordinaires</i>									
Caldwell, Scott Andrew	4		O	2015-10-27	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	5 000	3.2600	232 300
<b>Healthcare Leaders Income Fund</b>									
<i>Parts</i>									
Healthcare Leaders Income Fund	1		O	2015-10-21	D	38 - Rachat ou annulation	20 000		20 000
			O	2015-10-21	D	38 - Rachat ou annulation	(20 000)		0
			O	2015-10-22	D	38 - Rachat ou annulation	14 900		14 900
			O	2015-10-22	D	38 - Rachat ou annulation	(14 900)		0
			O	2015-10-26	D	38 - Rachat ou annulation	1 600		1 600
			O	2015-10-26	D	38 - Rachat ou annulation	(1 600)		0
			O	2015-10-27	D	38 - Rachat ou annulation	4 400		4 400
			O	2015-10-27	D	38 - Rachat ou annulation	(4 400)		0
<b>Indexplus Income Fund</b>									
<i>Parts de fiducie</i>									
INDEXPLUS Income Fund	1		O	2015-10-20	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(2 000)	11.2300	34 231 565
			O	2015-10-21	D	38 - Rachat ou annulation	1 400	11.1529	34 232 965
<b>INSCAPE Corporation</b>									
<i>Actions à droit de vote subalterne CLASS B</i>									
Bhayana, Madan	4, 5, 3								
Bhayana Holdings Ltd.	PI		O	2014-01-01	C	97 - Autre	(2 120 000)		0

Emetteur	Rela- tion	Re- tard	État opé- ra- tion	Date de l'opération	Emp- rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
<i>Titre</i>									
Initié									
Porteur inscrit									
Bhayana Management Ltd.	PI		O	2014-01-01	C	97 - Autre	2 120 000		2 120 000
			O	2015-10-23	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(500 000)	2.9800	1 620 000
<b>INTEGRATED ASSET MANAGEMENT CORP.</b>									
<i>Actions ordinaires</i>									
Robson, Philip Spencer	7		O	2015-10-22	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 500	0.9300	159 805
<b>Journey Energy Inc.</b>									
<i>Droits Performance Share Unit</i>									
Boklaschuk, Brett	1		O	2015-10-23	D	56 - Attribution de droits de souscription	18 270		
			M	2015-10-23	D	56 - Attribution de droits de souscription	18 270		
			M'	2015-10-23	D	56 - Attribution de droits de souscription	18 270		23 160
FORD, Wayne G.	5		O	2015-10-23	D	56 - Attribution de droits de souscription	16 748		22 948
Gilewicz, Gerald	5		O	2015-10-23	D	56 - Attribution de droits de souscription	23 000		31 100
Moore, Terry John	5		O	2015-10-23	D	56 - Attribution de droits de souscription	19 793		26 893
Polini, Anthony Victor	5		O	2015-10-23	D	56 - Attribution de droits de souscription	18 270		24 870
Purcell, Gary Robert	5		O	2015-10-23	D	56 - Attribution de droits de souscription	22 838		30 588
Verge, Alexander G.	4, 5		O	2015-10-23	D	56 - Attribution de droits de souscription	32 000		43 600
<i>Droits Restricted Share Unit</i>									
Boklaschuk, Brett	1		O	2015-10-23	D	56 - Attribution de droits de souscription	32 400		
			M	2015-10-23	D	56 - Attribution de droits de souscription	32 400		37 290
FORD, Wayne G.	5		O	2015-10-23	D	56 - Attribution de droits de souscription	29 700		35 900
Gilewicz, Gerald	5		O	2015-10-23	D	56 - Attribution de droits de souscription	41 400		49 500
Moore, Terry John	5		O	2015-10-23	D	56 - Attribution de droits de souscription	35 100		42 200
Polini, Anthony Victor	5		O	2015-10-23	D	56 - Attribution de droits de souscription	32 400		39 000
Purcell, Gary Robert	5		O	2015-10-23	D	56 - Attribution de droits de souscription	40 500		48 250
Verge, Alexander G.	4, 5		O	2015-10-23	D	56 - Attribution de droits de souscription	52 500		
			M	2015-10-23	D	56 - Attribution de droits de souscription	52 500		64 100
<b>KLONDIKE GOLD CORP.</b>									
<i>Bons de souscription</i>									
Aquilini, Roberto	3								
Trisec Securities Inc.	PI		O	2015-10-25	I	55 - Expiration de bons de souscription	(262 500)	2.0000	814 656
<b>La Compagnie de la Baie d'Hudson</b>									
<i>Actions ordinaires</i>									
L&T B (Cayman) Inc.	3								
Ashley S. Baker 3/15/84 Trust	PI		O	2014-06-11	C	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			511 132
Baker, Robert C., as Trustee for the Christina Baker Trust for Grandchildren	PI		O	2014-06-11	C	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			69 927
Blue Trust	PI		O	2014-06-11	C	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			531 088
Christina Baker	PI		O	2014-06-11	C	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			187 210
Christina Baker as Trustee for the Robert C. Baker Trust for Grandchildren	PI		O	2014-06-11	C	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			13 970
Hudson's Bay Trading Company, L.P.	PI		O	2014-06-11	C	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			10 915 181
Lee Neibart	PI		O	2014-06-11	C	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			77 092
Lee S. Neibart 2010 GRAT	PI		O	2014-06-11	C	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			2 814 705
Lion Trust	PI		O	2014-06-11	C	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			18 270
Lisa and Richard Baker Enterprises, LLC	PI		O	2014-06-11	C	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			8 796 041
Lisa Baker	PI		O	2014-06-11	C	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			257 137
Mr. & Mrs. Robert Baker Family Foundation	PI		O	2014-06-11	C	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			60 900
Red Trust	PI		O	2014-06-11	C	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			1 377 585
Robert Baker	PI		O	2014-06-11	C	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			6 084 076
Trust for Bettina Jane Richman	PI		O	2014-06-11	C	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			18 270
Trust for Emma Richman	PI		O	2014-06-11	C	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			18 270
Trust for Francesca Richman	PI		O	2014-06-11	C	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			18 270
WRS Advisors III, LLC	PI		O	2014-06-11	C	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			6 285 500
WRS Advisors IV, LLC	PI		O	2014-06-11	C	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			1 000 000
Yellow Trust	PI		O	2014-06-11	C	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			77 092
<b>Les Aliments Maple Leaf Inc.</b>									

Emetteur	Rela- tion	Re- tard	État opé- ra- tion	Date de l'opération	Emp- rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
<b>Titre</b>									
<b>Initié</b>									
Porteur inscrit									
<i>Actions ordinaires</i>									
Maple Leaf Foods Inc.	1		O	2015-10-21	D	38 - Rachat ou annulation	40 000	21.4502	40 000
			O	2015-10-21	D	38 - Rachat ou annulation	(40 000)		0
			O	2015-10-22	D	38 - Rachat ou annulation	40 000	21.9571	40 000
			O	2015-10-22	D	38 - Rachat ou annulation	(40 000)		0
			O	2015-10-23	D	38 - Rachat ou annulation	40 000	22.6708	40 000
			O	2015-10-23	D	38 - Rachat ou annulation	(40 000)		0
			O	2015-10-26	D	38 - Rachat ou annulation	40 000	22.5876	40 000
			O	2015-10-26	D	38 - Rachat ou annulation	(40 000)		0
			O	2015-10-27	D	38 - Rachat ou annulation	40 000	22.2158	40 000
			O	2015-10-27	D	38 - Rachat ou annulation	(40 000)		0
<b>Les Ressources Komet Inc.</b>									
<i>Actions ordinaires</i>									
Gagne, Andre 2846-2059 Québec inc.	4, 5		O	2015-10-23	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	12 000	0.3700	1 131 486
<b>Les Vêtements de Sport Gildan Inc.</b>									
<i>Actions ordinaires</i>									
Chamandy, Glenn J. Windermere Asset Management Ltd.	4, 5		O	2015-10-19	I	97 - Autre	(100 000)	38.8989	8 600 000
			O	2015-10-20	I	97 - Autre	(100 000)	39.0386	8 500 000
			O	2015-10-21	I	97 - Autre	(100 000)	38.8177	8 400 000
			O	2015-10-22	I	97 - Autre	(100 000)	38.8387	8 300 000
			O	2015-10-23	I	97 - Autre	(100 000)	38.1531	8 200 000
			O	2015-10-26	I	97 - Autre	(100 000)	36.1355	8 100 000
			O	2015-10-27	I	97 - Autre	(100 000)	35.7178	8 000 000
<b>Logistec Corporation</b>									
<i>Actions à droit de vote subalterne Class B</i>									
LOGISTEC CORPORATION	1		O	2015-10-21	D	38 - Rachat ou annulation	1 000	40.5200	8 000
			O	2015-10-23	D	38 - Rachat ou annulation	1 000	41.1100	9 000
			O	2015-10-26	D	38 - Rachat ou annulation	1 000	40.2000	10 000
			O	2015-10-27	D	38 - Rachat ou annulation	1 000	39.9000	11 000
<b>M Pharmaceutical Inc. (formerly First Sahara Energy Inc.)</b>									
<i>Actions ordinaires</i>									
Lehman, Matthew Bryson	4, 5		O	2015-10-27	D	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	486 000		2 486 000
Skeith, Donald Richard	4		O	2015-10-27	D	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	313 332		723 210
Tsafalas, George	4		O	2015-10-27	D	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	151 428		1 770 369
Tsafalas Enterprises Inc.	PI		O	2015-10-27	I	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	352 134		1 024 663
<i>Bons de souscription at an exercise price of C\$0.10; Expiry: October 27, 2017.</i>									
Lehman, Matthew Bryson	4, 5		O	2015-09-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2015-10-27	D	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	486 000		486 000
Skeith, Donald Richard	4		O	2014-12-02	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2015-10-27	D	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	313 332		313 332
Tsafalas, George	4		O	2013-06-28	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2015-10-27	D	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	151 428		151 428
Tsafalas Enterprises Inc.	PI		O	2013-06-28	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2015-10-27	I	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	352 134		352 134
<i>Débetures convertibles due October 27, 2018</i>									
Lehman, Matthew Bryson	4, 5		O	2015-09-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2015-10-27	D	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	\$ 81 000.00		\$ 81 000.00
Skeith, Donald Richard	4		O	2014-12-02	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2015-10-27	D	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	\$ 52 222.00		\$ 52 222.00
Tsafalas, George	4		O	2013-06-28	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2015-10-27	D	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	\$ 25 238.00		\$ 25 238.00
Tsafalas Enterprises Inc.	PI		O	2013-06-28	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2015-10-27	I	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	\$ 58 689.00		\$ 58 689.00

Emetteur	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
<b>Marquee Energy Ltd.</b>									
<i>Actions ordinaires</i>									
Turnbull, Gregory George RRSP	4	PI	O	2015-10-21	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	50 000	0.4900	275 000
<i>Options</i>									
Lemermeyer, Robert Paul	5		O	2015-01-14	D	52 - Expiration d'options	(16 706)		690 188
			O	2015-02-17	D	52 - Expiration d'options	(15 188)		675 000
<b>Mason Graphite Inc.</b>									
<i>Actions ordinaires</i>									
Marcotte, Simon	5		O	2015-10-22	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	500	0.4400	1 235 000*
<b>MBN Corporation</b>									
<i>Parts</i>									
MBN Corporation	1		O	2015-10-23	D	38 - Rachat ou annulation	800	5.4900	800
			O	2015-10-23	D	38 - Rachat ou annulation	(800)		0
<b>Middlefield Can-Global REIT Income Fund</b>									
<i>Parts de fiducie</i>									
Middlefield Can-Global REIT Income Fund	1		O	2015-10-22	D	38 - Rachat ou annulation	500	11.8800	3 322 648
			O	2015-10-23	D	38 - Rachat ou annulation	1 500	12.0000	3 324 148
<b>MINES ABCOURT INC.</b>									
<i>Actions ordinaires catégorie B</i>									
Hinse, Normand	4								
Système Électrique Rayco Itée	PI		O	2015-10-28	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	200 000	0.0350	947 000
<b>MINT Income Fund</b>									
<i>Parts de fiducie</i>									
Lauzon, Robert	7, 6								
RRSP	PI		O	2015-10-20	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(8 000)	7.7500	1 425
MINT Income Fund	1		O	2015-10-23	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(15 000)	7.8773	58 524 910
<b>Mogo Finance Technology Inc.</b>									
<i>Options</i>									
Skakun, Lisa	5		O	2015-10-12	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
		R	O	2015-10-13	D	50 - Attribution d'options	75 000		75 000
<b>Morguard Corporation</b>									
<i>Actions ordinaires</i>									
King, David	4		O	2015-10-19	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	149.5000	88 056
<b>Neptune Technologies &amp; Bioresources Inc.</b>									
<i>Actions ordinaires</i>									
Moretz, John Morris	4		O	2015-10-23	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	50 000	1.1677USD	1 163 633
<i>Options</i>									
Bélanger, Jean-Daniel	5		O	2015-10-16	D	50 - Attribution d'options	50 000	1.5500	
			M	2015-10-16	D	50 - Attribution d'options	50 000	1.5500	217 000
Huart, Benoît	5		O	2015-10-16	D	50 - Attribution d'options	100 000	1.5500	
			M	2015-10-16	D	50 - Attribution d'options	100 000	1.5500	298 848
Ripplinger, John	5		O	2015-10-16	D	50 - Attribution d'options	50 000	1.5500	
			M	2015-10-16	D	50 - Attribution d'options	50 000	1.5500	228 000
Timperio, Michel	5		O	2015-10-16	D	50 - Attribution d'options	150 000	1.5500	
			M	2015-10-16	D	50 - Attribution d'options	150 000	1.5500	340 000
Turcotte, Mario	5		O	2015-10-16	D	50 - Attribution d'options	100 000	1.5500	
			M	2015-10-16	D	50 - Attribution d'options	100 000	1.5500	212 000
<b>Nevada Exploration Inc.</b>									
<i>Actions ordinaires</i>									
Larson, John	4		O	2015-08-27	D	37 - Division ou regroupement d'actions	(90 000)		10 000
<i>Bons de souscription (Issued Dec 24, 2012 - Expires Dec 24, 2013)</i>									
Larson, John	4		O	2014-12-24	D	55 - Expiration de bons de souscription	(50 000)		0
<i>Options</i>									
Buskard, James Livingstone	5	R	O	2015-10-19	D	50 - Attribution d'options	300 000	0.1850	440 000*

Emetteur	Relation	Retard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-ri- se	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
<b>North American Energy Partners Inc.</b>									
<i>Actions ordinaires Rights Performance Share Units</i>									
Driver, Cyrus	4, 5	R	O	2015-08-27	D	37 - Division ou regroupement d'actions	(1 260 000)	0.1000	140 000
Higgs, Dennis	4		O	2015-10-19	D	50 - Attribution d'options	125 000	0.1850	1 325 000
		R	O	2015-08-28	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
Hodges, Wade	4		O	2015-10-19	D	50 - Attribution d'options	300 000	0.1850	300 000
		R	O	2015-08-27	D	37 - Division ou regroupement d'actions	(1 260 000)	0.1000	140 000
Larson, John	4		O	2015-10-19	D	50 - Attribution d'options	300 000	0.1850	440 000
		R	O	2015-08-27	D	37 - Division ou regroupement d'actions	(1 080 000)		120 000
Leboe, Benjamin Donald	4		O	2015-10-19	D	50 - Attribution d'options	150 000	0.1850	270 000
		R	O	2015-08-28	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
Tullar, Kenneth	4		O	2015-10-19	D	50 - Attribution d'options	150 000		150 000
		R	O	2015-08-27	D	37 - Division ou regroupement d'actions	(1 260 000)	0.1000	140 000
		R	O	2015-10-19	D	50 - Attribution d'options	300 000	0.1850	440 000
<b>North American Energy Partners Inc.</b>									
<i>Actions ordinaires Rights Performance Share Units</i>									
Butler, Robert John	5		O	2015-10-23	D	56 - Attribution de droits de souscription	115		16 928*
Lambert, Joseph Charles	5		M	2015-10-23	D	56 - Attribution de droits de souscription	159		23 441*
Palmer, Barry Wade	5		O	2015-10-23	D	56 - Attribution de droits de souscription	149		22 006*
<i>Deferred Share Units</i>									
Ferron, Martin Robert	4, 5		O	2015-10-23	D	56 - Attribution de droits de souscription	767		113 193*
Lambert, Joseph Charles	5		O	2015-10-23	D	56 - Attribution de droits de souscription	418		61 662*
McIntosh, Ronald A	4		O	2015-10-23	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 116		164 587*
Oehmig, William C.	4		O	2015-10-23	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 365		201 382*
Palmer, Barry Wade	5		O	2015-10-23	D	56 - Attribution de droits de souscription	393		57 994*
Pinney, Bryan Daniel	4		O	2015-10-23	D	56 - Attribution de droits de souscription	140		20 655*
Sello, Allen	4		O	2015-10-23	D	56 - Attribution de droits de souscription	626		92 348*
Thornton, Jay	4		O	2015-10-23	D	56 - Attribution de droits de souscription	372		54 922*
Turner, K. Rick	4		O	2015-10-23	D	56 - Attribution de droits de souscription	671		98 944*
<i>Droits Performance Share Units</i>									
Ferron, Martin Robert	4, 5		O	2015-10-23	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 733		255 605*
<i>Parts Rights Performance Share Units</i>									
Lambert, Joseph Charles	5		O	2010-09-22	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2015-10-23	D	56 - Attribution de droits de souscription	159		
<i>Restricted Share Units</i>									
Butler, Robert John	5		O	2015-10-23	D	56 - Attribution de droits de souscription	173		25 560*
Ferron, Martin Robert	4, 5		O	2015-10-23	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 542		227 477*
Lambert, Joseph Charles	5		O	2015-10-23	D	56 - Attribution de droits de souscription	291		42 956*
Palmer, Barry Wade	5		O	2015-10-23	D	56 - Attribution de droits de souscription	275		40 569*
<b>Northisle Copper and Gold Inc.</b>									
<i>Actions ordinaires</i>									
Corman, Francis Dale	5		O	2015-10-22	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	226 000	0.0200	13 042 200
			O	2015-10-22	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	165 000	0.0250	13 207 200
<b>Nutritional High International Inc. (formerly, Sonoma Capital Inc.)</b>									
<i>Actions ordinaires</i>									
FMI Capital Advisory Inc. (formerly, Foundation Opportunitie	3		O	2015-10-23	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(70 000)	0.0500	1 649 000
			O	2015-10-26	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(316 000)	0.0500	1 333 000
<b>Partners Real Estate Investment Trust</b>									
<i>Droits</i>									
Charlebois, Marc Yves Joseph	4		O	2015-10-22	D	57 - Exercice de droits de souscription	(4 000)	3.1000	0
Domenico, Jane	5		O	2015-10-22	D	57 - Exercice de droits de souscription	(10 490)	3.1000	0
John, Dexter	4		O	2015-10-22	D	57 - Exercice de droits de souscription	(1 000)	3.1000	0
Kimberley, Allan Scott	4		O	2015-10-22	D	57 - Exercice de droits de souscription	(30 000)	3.1000	0
McCowan, Ronald	3								
McCowan and Associates Ltd.	PI		O	2015-10-22	I	57 - Exercice de droits de souscription	(4 951 784)		3
			O	2015-10-22	I	58 - Expiration de droits de souscription	(3)		0
Nyilassy, Simon	4		O	2015-09-17	D	56 - Attribution de droits de souscription	5 875	3.1000	
			M	2015-09-17	D	56 - Attribution de droits de souscription	23 500		23 500

Emetteur	Relation	Retard	État opéré	Date de l'opération	Emprise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
<b>Porteur inscrit</b>									
Tawse, Moray	3		O	2015-10-22	D	57 - Exercice de droits de souscription	(23 500)	3.1000	0
801420 Ontario Limited	PI		O	2015-10-22	C	36 - Conversion ou échange	(1 207 197)		0
Bunky Holdings Limited	PI		O	2015-10-22	C	36 - Conversion ou échange	(1 869 492)		0
Joanne Tawse RSP	PI		O	2015-10-22	C	36 - Conversion ou échange	(19 821)		0
Moray Tawse RSP	PI		O	2015-10-22	C	36 - Conversion ou échange	(92 181)		0
Webcom Inc.	PI		O	2015-10-22	C	36 - Conversion ou échange	(1 958 476)		0
Webcom Pension Plan	PI		O	2015-10-22	C	36 - Conversion ou échange	(154 983)		0
<b>Parts</b>									
Charlebois, Marc Yves Joseph	4		O	2014-02-14	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
TFSA	PI		O	2015-10-22	I	57 - Exercice de droits de souscription	1 000	3.1000	5 000
Domenico, Jane	5								
RRSP	PI		O	2015-10-22	I	57 - Exercice de droits de souscription	2 622	3.1000	13 112
			O	2015-10-22	I	57 - Exercice de droits de souscription	1	3.1000	13 113
John, Dexter	4		O	2015-10-22	D	57 - Exercice de droits de souscription	250	3.1000	1 250
Kimberley, Allan Scott	4		O	2015-10-22	D	57 - Exercice de droits de souscription	7 500	3.1000	37 500
			O	2015-10-22	D	57 - Exercice de droits de souscription	1 056	3.1000	38 556
McCowan, Ronald	3								
McCowan and Associates Ltd.	PI		O	2015-10-22	I	57 - Exercice de droits de souscription	1 347 148	3.1000	6 298 935
Nyilassy, Simon	4		O	2015-06-17	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			M	2015-06-17	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			20 000
		R	O	2015-08-24	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	3 500	3.0700	23 500
			O	2015-10-22	D	57 - Exercice de droits de souscription	5 875	3.1000	29 375
			O	2015-10-22	D	57 - Exercice de droits de souscription	12 295	3.1000	41 670
Tawse, Moray	3								
801420 Ontario Limited	PI		O	2015-10-22	C	36 - Conversion ou échange	301 799	3.1000	1 517 095
Bunky Holdings Limited	PI		O	2015-10-22	C	36 - Conversion ou échange	467 373	3.1000	607 021
			O	2015-10-22	C	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	116 928	3.1000	723 949
Joanne Tawse RSP	PI		O	2015-10-22	C	36 - Conversion ou échange	4 955	3.1000	24 908
Moray Tawse RSP	PI		O	2015-10-22	C	36 - Conversion ou échange	23 045	3.1000	115 844
Webcom Inc.	PI		O	2015-10-22	C	36 - Conversion ou échange	489 619	3.1000	2 461 234
Webcom Pension Plan	PI		O	2015-10-22	C	36 - Conversion ou échange	38 745	3.1000	194 767
<b>Pathfinder Income Fund</b>									
<i>Parts de fiducie</i>									
Pathfinder Convertible Debenture Fund	1		O	2015-10-22	D	38 - Rachat ou annulation	2 000	9.2700	8 210 183
<b>Patient Home Monitoring Corp.</b>									
<i>Options</i>									
Hoyt, Casey	7, 5		O	2015-07-07	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
		R	O	2015-07-10	D	50 - Attribution d'options	500 000		500 000
Moore, Michael	7, 5		O	2015-07-07	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
		R	O	2015-07-10	D	50 - Attribution d'options	500 000		500 000
<b>Peak Positioning Technologies Inc.</b>									
<i>Actions ordinaires</i>									
JOSEPH, Johnson	4, 5		O	2015-10-16	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(250 000)	0.0250	7 055 167
<b>Pembina Pipeline Corporation</b>									
<i>Actions ordinaires</i>									
Andersen, Harold	5								
Ginger Andersen (RRSP)	PI		O	2015-10-23	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	193		6 131
Burrows, J. Scott	5		O	2015-10-23	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	63		3 113
Charlesworth, Allan	5		O	2015-03-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	258		
			O	2015-03-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	133		
PPL Profit Sharing	PI		M	2015-03-31	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	258		258
			M	2015-03-31	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	133		391
			O	2012-04-01	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2015-09-30	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	430		821
Dyck, Eric	5								



Emetteur	Relation	Retard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
<b>Porteur inscrit</b>									
Eric & Liliane, Joint	PI		O	2015-10-23	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	296		10 474
Gruszecki, Andrew W.	5								
Scotia Macleod	PI		O	2015-10-23	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	431		2 269
Jones, Robert M.	5								
PPL Profit Sharing	PI		O	2015-09-30	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	543		1 465
Lock, Robert Duncan	5								
PPL Profit Sharing	PI		O	2015-09-30	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	557		1 432
Murphy, Paul John	5								
PPL Profit Sharing	PI		O	2011-02-14	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2015-09-30	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	298		298
Smith, Brad	5								
BMO Joint Cash	PI		O	2014-10-15	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			2 632
BMO RESP	PI		O	2014-10-15	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			368
Brad BMO LIRA	PI		O	2014-10-15	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			785
GWL (RRSP)	PI		O	2014-10-15	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			143
			O	2015-09-30	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	4		147
GWL (TFSA Voluntary)	PI		O	2014-10-15	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			91
			O	2015-09-30	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	183		274
GWL (TFSA)	PI		O	2014-10-15	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			91
			O	2015-09-30	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	183		274
RBC Direct Investing	PI		O	2014-10-15	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			1 595
RBC Direct Investing (No DRIP)	PI		O	2014-10-15	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			500
Sprott, Jaret	5								
PPL Profit Sharing	PI		O	2015-09-30	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	227		300
Wiun, Jason Travis	5								
PPL Profit Sharing	PI		O	2015-09-30	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	438		1 124
<b>Performance Sports Group Ltd. (formerly, Bauer Performance Sports Ltd.)</b>									
<i>Actions ordinaires</i>									
Lucchino, Lawrence	4		O	2014-11-18	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2015-10-20	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	8 065	12.3516USD	8 065
<i>Droits RSUs granted pursuant to the Omnibus Equity Incentive Plan</i>									
Bass, Angela	5		O	2012-01-09	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2015-10-19	D	56 - Attribution de droits de souscription	11 442	13.1100USD	11 442
Dachsteiner, Paul L.	5		O	2011-03-10	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2015-10-19	D	56 - Attribution de droits de souscription	10 011	13.1100USD	10 011
Davis, Kevin	4, 5		O	2011-03-10	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2015-10-19	D	56 - Attribution de droits de souscription	81 522	13.1100USD	81 522
Gibson, Paul	5		O	2011-03-10	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2015-10-19	D	56 - Attribution de droits de souscription	24 886	13.1100USD	24 886
Harman, Todd	5		O	2015-04-06	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2015-10-19	D	56 - Attribution de droits de souscription	7 246	13.1100USD	7 246
Mohns, Thomas Troy	5		O	2011-03-10	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2015-10-19	D	56 - Attribution de droits de souscription	13 444	13.1100USD	13 444
Rosenthal, Amir	5		O	2011-03-10	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2015-10-19	D	56 - Attribution de droits de souscription	46 625	13.1100USD	46 625
Wall, Michael J.	5		O	2011-03-10	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2015-10-19	D	56 - Attribution de droits de souscription	14 874	13.1100USD	14 874
Wuerthele, Rich	5		O	2014-03-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2015-10-19	D	56 - Attribution de droits de souscription	24 886	13.1100USD	24 886
<i>Options Options granted pursuant to Omnibus Equity Incentive Plan</i>									
Bass, Angela	5		O	2012-01-09	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2015-10-19	D	50 - Attribution d'options	35 377	13.1100USD	35 377
Dachsteiner, Paul L.	5		O	2011-03-10	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			



Emetteur	Rela- tion	Re- tard	État opé- ra- tion	Date de l'opération	Emp- rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
<b>Emetteur</b>									
<i>Titre</i>									
Initié									
Porteur inscrit									
			O	2015-10-19	D	50 - Attribution d'options	30 955	13.1100USD	30 955
Davis, Kevin	4, 5		O	2011-03-10	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2015-10-19	D	50 - Attribution d'options	252 064	13.1100USD	252 064
Gibson, Paul	5		O	2011-03-10	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2015-10-19	D	50 - Attribution d'options	76 946	13.1100USD	76 946
Harman, Todd	5		O	2015-04-06	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2015-10-19	D	50 - Attribution d'options	22 406	13.1100USD	22 406
Mohns, Thomas Troy	5		O	2011-03-10	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2015-10-19	D	50 - Attribution d'options	41 568	13.1100USD	41 568
Rosenthal, Amir	5		O	2011-03-10	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2015-10-19	D	50 - Attribution d'options	144 163	13.1100USD	144 163
Wall, Michael J.	5		O	2011-03-10	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2015-10-19	D	50 - Attribution d'options	45 991	13.1100USD	45 991
Wuerthele, Rich	5		O	2014-03-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2015-10-19	D	50 - Attribution d'options	76 946	13.1100USD	76 946
<b>Picton Mahoney Tactical Income Fund</b>									
<i>Parts de fiducie Class A Units</i>									
Mesman, Thomas Philip	7		O	2015-10-27	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 000	8.3500	8 250
<b>Posera-HDX Limited</b>									
<i>Actions ordinaires</i>									
Shulman, Allen	5		O	2015-10-28	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	500	0.2300	1 065 758*
<b>Precision Drilling Corporation</b>									
<i>Actions ordinaires</i>									
Meyers, Kevin Omar	4		O	2015-10-27	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	5 000	3.8699USD	28 500
<b>Pulse Seismic Inc.</b>									
<i>Actions ordinaires</i>									
Pulse Seismic Inc.	1		O	2015-10-19	D	38 - Rachat ou annulation	3 200	2.4822	8 200
			O	2015-10-20	D	38 - Rachat ou annulation	1 000	2.4800	9 200
			O	2015-10-21	D	38 - Rachat ou annulation	500	2.4800	9 700
			O	2015-10-22	D	38 - Rachat ou annulation	1 000	2.4900	10 700
<b>Quincaillerie Richelieu Ltée</b>									
<i>Actions ordinaires</i>									
Lord, Richard	4, 5		O	2015-10-23	D	51 - Exercice d'options	50 000	22.4300	1 445 091
			O	2015-10-22	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(5 000)	69.8900	1 395 091
			O	2015-10-23	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(5 000)	68.6700	1 440 091
			O	2015-10-23	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 900)	69.1500	1 438 191
			O	2015-10-26	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(3 700)	68.7500	1 434 491
<i>Options</i>									
Lord, Richard	4, 5		O	2015-10-23	D	51 - Exercice d'options	(50 000)	22.4300	225 000
<b>RDM Corporation</b>									
<i>Options</i>									
Favreau, Brad	4		O	2015-03-05	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
		R	O	2015-05-01	D	50 - Attribution d'options	10 000		10 000
<b>REDEVANCES AURIFÈRES OSISKO LTÉE</b>									
<i>Actions ordinaires</i>									
Gaumont, André	4, 5		O	2015-10-22	D	47 - Acquisition ou aliénation par don	(1 723)	14.5100	217 292
<b>Regal Lifestyle Communities Inc.</b>									
<i>Actions ordinaires</i>									
HCN-Revera Joint Venture ULC	3		O	2015-10-26	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			31 196 039
<b>REIT INDEXPLUS Income Fund</b>									
<i>Parts de fiducie</i>									
REIT INDEXPLUS Income Fund	1		O	2015-10-21	D	38 - Rachat ou annulation	1 300	12.2792	7 843 478
			O	2015-10-22	D	38 - Rachat ou annulation	500	12.4800	7 843 978
			O	2015-10-23	D	38 - Rachat ou annulation	1 200	12.4667	7 845 178
			O	2015-10-26	D	38 - Rachat ou annulation	900	12.3333	7 846 078
<b>Ressources Majescor Inc.</b>									

Emetteur	Relation	Retard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
<b>Initié</b>									
Porteur inscrit									
<i>Actions ordinaires</i>									
Barrie, C. Tucker	4, 5		O	2015-10-23	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2 500	0.0550	904 000*
<b>Ressources Minières Radisson Inc.</b>									
<i>Actions ordinaires Catégorie A</i>									
Lacasse, Donald	5		O	2015-10-20	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(10 000)	0.1250	100 000
<i>Options</i>									
Dupont, Jean-Marie	4		O	2015-10-20	D	52 - Expiration d'options	(250 000)		550 000
Lacasse, Donald	5		O	2015-10-20	D	52 - Expiration d'options	(250 000)		625 000
Simoneau, Luc	4		O	2015-10-20	D	52 - Expiration d'options	(125 000)		575 000
<b>Ressources Minières Vanstar Inc.</b>									
<i>Actions ordinaires</i>									
Morissette, Guy	4, 5, 3		O	2015-10-26	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	13 000	0.0500	2 720 000
GM Prospection	PI		O	2015-10-26	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	13 000	0.0500	2 720 000
<i>Options</i>									
Lefebvre, Pierre	4		O	2015-07-06	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
9146-1962 Québec Inc.	PI		O	2015-10-21	I	50 - Attribution d'options	200 000	0.0500	200 000
<b>RIOCAN REAL ESTATE INVESTMENT TRUST</b>									
<i>Parts de fiducie</i>									
Davloor, Raghunath	5		O	2015-08-10	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	74	25.2745	16 112
			O	2015-09-08	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	79	23.6974	16 191
			O	2015-10-07	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	77	24.6906	16 268
Joint Account	PI		O	2015-08-10	C	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	301	25.2745	65 098
			O	2015-09-08	C	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	322	23.6974	65 420
			O	2015-10-07	C	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	311	24.6906	65 731
Kissoon, Daneshwar	5		O	2015-09-08	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	158	23.6974	46 175
			O	2015-10-07	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	153	24.6906	46 328
RRSP	PI		O	2015-09-08	C	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	30	23.6974	6 112
			O	2015-10-07	C	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	29	24.6906	6 141
Robins, Jordan	5		O	2015-09-08	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	188	23.6974	38 138
			O	2015-10-07	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	181	24.6906	38 319
Sallows, Sharon	4		O	2015-09-08	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	121	23.6974	26 783
			O	2015-10-07	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	116	24.6906	26 899
Darleen Duchesne	PI		O	2015-09-08	C	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	13	23.6974	2 676
			O	2015-10-07	C	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	12	24.6907	2 688
Mackie Research in trust for Sharon Sallows	PI		O	2015-09-08	C	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	250	23.6974	50 670
			O	2015-10-07	C	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	241	24.6906	50 911
Mackie Research in trust for SMH Holdings	PI		O	2015-09-08	C	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	124	23.6974	25 250
			O	2015-10-07	C	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	120	24.6906	25 370
<b>Rogers Communications Inc.</b>									
<i>Options (Performance)</i>									
Berner, Robert F.	7, 5		O	2015-10-23	D	38 - Rachat ou annulation	(33 800)		145 710
			O	2015-10-23	D	38 - Rachat ou annulation	(27 000)		118 710
			O	2015-10-27	D	38 - Rachat ou annulation	(24 800)		93 910
			O	2015-10-27	D	38 - Rachat ou annulation	(23 475)		70 435
Reid, James M.	5		O	2015-10-26	D	38 - Rachat ou annulation	(19 875)		58 505
<i>Stock Appreciation Rights (Performance)</i>									
Berner, Robert F.	7, 5		O	2015-10-23	D	59 - Exercice au comptant	(33 800)	23.4001	145 710
			O	2015-10-23	D	59 - Exercice au comptant	(27 000)	18.0651	118 710
			O	2015-10-27	D	59 - Exercice au comptant	(24 800)	18.8812	93 910
			O	2015-10-27	D	59 - Exercice au comptant	(23 475)	15.2396	70 435
Reid, James M.	5		O	2015-10-26	D	59 - Exercice au comptant	(19 875)	15.2349	58 505
<b>Sandspring Resources Ltd.</b>									
<i>Actions ordinaires</i>									
Adams, John Robert	4, 6		O	2015-09-11	D	37 - Division ou regroupement d'actions	(656 204)		1 115 602
Barnes, Phillip Gregory	4, 5		O	2015-09-11	D	37 - Division ou regroupement d'actions	(79 524)		177 747

Emetteur	Relation	Retard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
<b>Porteur inscrit</b>									
Beharry, Suresh Edward	4		O	2015-09-11	D	37 - Division ou regroupement d'actions	(112 000)		56 000
Constable, David Wayne	4		O	2015-09-11	D	37 - Division ou regroupement d'actions	(133 334)		66 666
Munson, Richard Allen	4, 6, 5		O	2015-09-11	D	37 - Division ou regroupement d'actions	(83 334)		416 666
<b>Bons de souscription</b>									
Adams, John Robert	4, 6		O	2015-09-11	D	37 - Division ou regroupement d'actions	(217 234)		896 117
Barnes, Phillip Gregory	4, 5		O	2015-09-11	D	37 - Division ou regroupement d'actions	(84 000)		117 000
Beharry, Suresh Edward	4		O	2015-09-11	D	37 - Division ou regroupement d'actions	(112 000)		56 000
Constable, David Wayne	4		O	2015-09-11	D	37 - Division ou regroupement d'actions	(66 667)		33 333
Munson, Richard Allen	4, 6, 5		O	2015-09-11	D	37 - Division ou regroupement d'actions	(83 334)		416 666
<b>Options</b>									
Adams, John Robert	4, 6		O	2015-09-11	D	52 - Expiration d'options	(250 000)		775 000
			O	2015-09-11	D	37 - Division ou regroupement d'actions	(516 668)		258 332
Barnes, Phillip Gregory	4, 5		O	2014-11-24	D	52 - Expiration d'options	(225 000)		375 000
			O	2015-09-11	D	37 - Division ou regroupement d'actions	(250 002)		124 998
Beharry, Suresh Edward	4		O	2015-09-11	D	37 - Division ou regroupement d'actions	(333 335)		166 665
Constable, David Wayne	4		O	2015-09-11	D	37 - Division ou regroupement d'actions	(333 336)		166 664
Munson, Richard Allen	4, 6, 5		O	2014-11-24	D	52 - Expiration d'options	(250 000)		500 000
			O	2015-09-11	D	37 - Division ou regroupement d'actions	(333 335)		166 665
<b>Sandvine Corporation</b>									
<i>Actions ordinaires</i>									
Caputo, David	4		O	2015-10-21	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	723	2.4900	107 848
Donnelly, Tom	5		O	2015-10-21	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	158	2.4900	19 699
Hamilton, Scott	4		O	2015-10-21	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	68	2.4900	5 492
Siim, Brad	5		O	2015-10-21	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	326	2.4900	934 719
<b>ScoZinc Mining Ltd. (formerly Selwyn Resources Ltd.)</b>									
<i>Actions ordinaires</i>									
Miller, III, Lloyd I.	3								
Milfam II L.P.	PI		O	2015-10-22	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	400	0.8788USD	282 830
<b>SILVERCORP METALS INC.</b>									
<i>Actions ordinaires without par value</i>									
Silvercorp Metals Inc.	1		O	2015-10-27	D	38 - Rachat ou annulation	(174 000)		0
			O	2015-10-14	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	58 000	1.0369	116 000
<b>Stellar OrAfrique Inc.</b>									
<i>Actions ordinaires</i>									
Giroux, Maurice	4, 5		O	2015-10-22	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	150 000	0.0200	1 484 030
<b>Stornoway Diamond Corporation</b>									
<i>Options</i>									
Holl, Ian Ralph	5		O	2014-07-10	D	50 - Attribution d'options	637 500	0.7000	
			M	2014-07-10	D	50 - Attribution d'options	637 500	0.7000	637 500
Tawil, Marie-Anne	4		O	2015-10-19	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2015-10-23	D	50 - Attribution d'options	160 000	0.7300	160 000
<b>Stria Lithium Inc.</b>									
<i>Actions ordinaires</i>									
Economo, Gary	4, 5, 3		O	2015-10-23	D	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	1 000 000	0.0500	3 135 135
<i>Bons de souscription</i>									
Economo, Gary	4, 5, 3		O	2011-11-09	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2015-10-23	D	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	1 000 000	0.0500	1 000 000
<b>Superior Plus Corp.</b>									
<i>Actions ordinaires</i>									
Bechberger, Edward Joseph	5		O	2015-10-28	D	15 - Acquisition ou aliénation au moyen d'un prospectus	3 000	10.3500	17 250
Bingham, Wayne Mitchell	5		O	2015-10-28	D	15 - Acquisition ou aliénation au moyen d'un prospectus	10 000	10.3500	276 204
BRADEEN, RICHARD	4		O	2015-05-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2015-10-28	D	15 - Acquisition ou aliénation au moyen d'un prospectus	10 000	10.3500	10 000
Desjardins, Luc	4, 5								
Fiducie Famille Luc Desjardins	PI		O	2015-10-28	I	15 - Acquisition ou aliénation au moyen d'un prospectus	28 000	10.3500	286 000
Harrison, Douglas	4		O	2015-08-12	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			

Emetteur	Relation	Retard	État opéré	Date de l'opération	Emprise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
<b>Surge Energy Inc.</b>									
<i>Actions ordinaires</i>									
Brown, Daniel Curt	5		O	2015-10-21	D	57 - Exercice de droits de souscription	17 084	3.3800	279 504
			O	2015-10-21	D	35 - Dividende en actions	3 618	3.3800	283 122
			O	2015-10-21	D	97 - Autre	(10 289)	3.1200	272 833
			O	2015-10-21	D	57 - Exercice de droits de souscription	64 214	3.3800	337 047
			O	2015-10-21	D	35 - Dividende en actions	8 547	3.3800	345 594
			O	2015-10-21	D	97 - Autre	(36 161)	3.1200	309 433
Bye, Murray	5		O	2015-10-21	D	57 - Exercice de droits de souscription	11 666	3.3800	145 025
			O	2015-10-21	D	35 - Dividende en actions	2 470	3.3800	147 495
			O	2015-10-21	D	97 - Autre	(7 025)	3.1200	140 470
			O	2015-10-21	D	57 - Exercice de droits de souscription	51 122	3.3800	191 592
			O	2015-10-21	D	35 - Dividende en actions	6 805	3.3800	198 397
			O	2015-10-21	D	97 - Autre	(28 789)	3.1200	169 608
Colborne, Paul	4		O	2015-10-21	D	57 - Exercice de droits de souscription	23 334	3.3800	3 155 945
			O	2015-10-21	D	35 - Dividende en actions	4 942	3.3800	3 160 887
			O	2015-09-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	538	2.7900	3 132 611
			O	2015-09-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	1 131	2.5800	3 132 073
Davies, Colin William Graham	4		O	2015-10-21	D	57 - Exercice de droits de souscription	6 066	3.3800	200 589
			O	2015-10-21	D	35 - Dividende en actions	1 284	3.3800	201 873
Elekes, Margaret Ann	5		O	2015-10-21	D	57 - Exercice de droits de souscription	12 500	3.3800	147 537
			O	2015-10-21	D	35 - Dividende en actions	2 647	3.3800	150 184
			O	2015-10-21	D	97 - Autre	(7 528)	3.1200	142 656
			O	2015-10-21	D	57 - Exercice de droits de souscription	51 122	3.3800	193 778
			O	2015-10-21	D	35 - Dividende en actions	6 805	3.3800	200 583
			O	2015-10-21	D	97 - Autre	(28 789)	3.1200	171 794
Leach, Robert Allen	4		O	2015-10-21	D	57 - Exercice de droits de souscription	6 066	3.3800	538 388
			O	2015-10-21	D	35 - Dividende en actions	1 284	3.3800	539 672
Macdonald, Keith Elliott	4		O	2015-10-21	D	57 - Exercice de droits de souscription	6 066	3.3800	60 675*
			O	2015-10-21	D	35 - Dividende en actions	1 284	3.3800	61 959*
			O	2015-10-21	D	97 - Autre	(3 653)	3.1200	58 306*
Monden, Rod J	5		O	2015-10-21	D	57 - Exercice de droits de souscription	7 500	3.3800	58 043
			O	2015-10-21	D	35 - Dividende en actions	1 638	3.3800	59 681
			O	2015-10-21	D	97 - Autre	(4 541)	3.1200	55 140
			O	2015-10-21	D	57 - Exercice de droits de souscription	9 500	3.3800	64 640
			O	2015-10-21	D	35 - Dividende en actions	1 264	3.3800	65 904
			O	2015-10-21	D	97 - Autre	(5 349)	3.1200	60 555
O'Neil, Peter Dan	5		O	2015-10-21	D	57 - Exercice de droits de souscription	12 134	3.3800	153 429
			O	2015-10-21	D	35 - Dividende en actions	2 569	3.3800	155 998
Pasieka, James Murray	4		O	2015-10-21	D	57 - Exercice de droits de souscription	6 066	3.3800	287 795
			O	2015-10-21	D	35 - Dividende en actions	1 284	3.3800	289 079
			O	2015-10-21	D	97 - Autre	(3 653)	3.1200	285 426
Smith, Murray Douglas	4		O	2015-10-21	D	57 - Exercice de droits de souscription	6 066	3.3800	69 419
			O	2015-10-21	D	35 - Dividende en actions	1 284	3.3800	70 703
<i>Droits Restricted Share Awards</i>									
Brown, Daniel Curt	5		O	2015-10-21	D	57 - Exercice de droits de souscription	(17 084)		192 325

Emetteur	Rela- tion	Re- tard	État opé- ra- tion	Date de l'opération	Emp- rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
<b>Emetteur</b>									
<i>Titre</i>									
Initié									
Porteur inscrit									
			O	2015-10-21	D	57 - Exercice de droits de souscription	(64 214)		128 111
Bye, Murray	5		O	2015-10-21	D	57 - Exercice de droits de souscription	(11 666)		157 415
			O	2015-10-21	D	57 - Exercice de droits de souscription	(51 122)		106 293
Colborne, Paul	4		O	2015-10-21	D	57 - Exercice de droits de souscription	(23 334)		220 370
			O	2014-10-09	D	57 - Exercice de droits de souscription	(23 333)		89 246
Davies, Colin William Graham	4		O	2015-10-21	D	57 - Exercice de droits de souscription	(6 066)		41 912
Elekes, Margaret Ann	5		O	2015-10-21	D	57 - Exercice de droits de souscription	(12 500)		157 234
			O	2015-10-21	D	57 - Exercice de droits de souscription	(51 122)		106 112
Leach, Robert Allen	4		O	2015-10-21	D	57 - Exercice de droits de souscription	(6 066)		41 912
Macdonald, Keith Elliott	4		O	2015-10-21	D	57 - Exercice de droits de souscription	(6 066)	3.3800	41 912*
Monden, Rod J	5		O	2015-10-21	D	57 - Exercice de droits de souscription	(7 500)		94 683
			O	2015-10-21	D	57 - Exercice de droits de souscription	(9 500)		85 183
O'Neil, Peter Dan	5		O	2015-10-21	D	57 - Exercice de droits de souscription	(12 134)		47 978
Pasieka, James Murray	4		O	2015-10-21	D	57 - Exercice de droits de souscription	(6 066)		10 846
Smith, Murray Douglas	4		O	2015-10-21	D	57 - Exercice de droits de souscription	(6 066)		41 912
<b>Tamarack Valley Energy Ltd.</b>									
<i>Actions ordinaires</i>									
GMT Capital Corp	3								
Bay II Resource Partners LP	PI		O	2015-10-26	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	45 300	2.0700USD	3 010 300*
			O	2015-10-27	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	20 200	1.9600USD	3 030 500*
Bay Resource Partners LP	PI		O	2015-10-26	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	60 300	2.0700USD	3 339 100*
			O	2015-10-27	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	26 900	1.9600USD	3 366 000*
Bay Resource Partners Offshore Master Fund LP	PI		O	2015-10-26	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100 300	2.0700USD	6 483 400*
			O	2015-10-27	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	44 800	1.9600USD	6 528 200*
Lyxor/Bay Resource Partners Offshore Fund Ltd	PI		O	2015-10-26	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	9 700	2.0700USD	753 400*
			O	2015-10-27	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	4 300	1.9600USD	757 700*
Thomas Claugus	PI		O	2015-10-26	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	8 400	2.0700USD	620 700*
			O	2015-10-27	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	3 800	1.9600USD	624 500*
<b>Tech Achievers Growth &amp; Income Fund</b>									
<i>Parts</i>									
Tech Achievers Growth & Income Fund	1		O	2015-10-21	D	38 - Rachat ou annulation	7 700		7 700
			O	2015-10-21	D	38 - Rachat ou annulation	(7 700)		0
			O	2015-10-23	D	38 - Rachat ou annulation	5 000		5 000
			O	2015-10-23	D	38 - Rachat ou annulation	(5 000)		0
			O	2015-10-26	D	38 - Rachat ou annulation	700		700
			O	2015-10-26	D	38 - Rachat ou annulation	(700)		0
<b>TerraVest Capital Inc.</b>									
<i>Actions ordinaires</i>									
PELLERIN, CHARLES	3								
Société Alexco S.E.N.C.	PI		O	2015-10-20	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 500	6.1000	403 700
			O	2015-10-21	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	8 700	6.1000	412 400
			O	2015-10-22	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	8 900	6.1000	421 300
<b>The Intertain Group Limited</b>									
<i>Actions ordinaires</i>									
The Intertain Group Limited	1		O	2015-09-21	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
		R	O	2015-09-21	D	38 - Rachat ou annulation	200 000	11.9000	200 000
			O	2015-09-21	D	38 - Rachat ou annulation	(200 000)		0
		R	O	2015-09-21	D	38 - Rachat ou annulation	1 000	11.8600	1 000
			O	2015-09-21	D	38 - Rachat ou annulation	(1 000)		0
		R	O	2015-09-21	D	38 - Rachat ou annulation	5 000	11.8000	5 000
			O	2015-09-21	D	38 - Rachat ou annulation	(5 000)		0
<b>Titanium Corporation Inc.</b>									
<i>Actions ordinaires</i>									
Kaufield, Jennifer Ann	5		O	2015-10-23	D	51 - Exercice d'options	75 000	75000.0000	115 000
			O	2015-10-23	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(42 154)	1.1000	72 846
Moran, Kevin Leslie Murray	5		O	2015-10-23	D	51 - Exercice d'options	75 000	0.6800	85 000

Emetteur	Rela- tion	Re- tard	État opé- ra- tion	Date de l'opération	Emp- rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
<i>Titre</i>									
Initié									
Porteur inscrit									
			O	2015-10-23	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(53 012)	1.1000	31 988
Nelson, Scott Eugene	5		O	2015-10-23	D	51 - Exercice d'options	300 000	0.8300	578 514
			O	2015-10-23	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(238 964)	1.1000	339 550
			O	2015-10-23	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(6 500)	1.1300	333 050
Pridham, Gordon E.	4	R	O	2015-10-15	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(8 000)	1.2500	58 000
		R	O	2015-10-15	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(9 200)	1.2000	48 800
			O	2015-10-16	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200)	1.2500	48 600
			O	2015-10-19	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 700)	1.2000	46 900
			O	2015-10-20	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(10 900)	1.0800	36 000
			O	2015-10-22	D	51 - Exercice d'options	50 000	0.6800	86 000
Sangster, Brant G.	4		O	2015-10-23	D	51 - Exercice d'options	25 000	0.6800	90 000
			O	2015-10-23	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(17 670)	1.1000	72 330
Slavens, Eric W.	4		O	2015-10-21	D	51 - Exercice d'options	50 000	0.6800	110 000
			O	2015-10-22	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(3 200)	1.1000	106 800
			O	2015-10-22	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(10 000)	1.0800	96 800
			O	2015-10-22	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(9 500)	1.0600	87 300
			O	2015-10-22	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(7 300)	1.0500	80 000
<i>Deferred Share Units</i>									
Kadey, Moss	4		O	2015-10-21	D	56 - Attribution de droits de souscription	16 779	1.1100	88 640
Macdonald, David Charles Wray	4		O	2015-10-21	D	56 - Attribution de droits de souscription	19 482	1.1100	83 218
Pridham, Gordon E.	4		O	2015-10-21	D	56 - Attribution de droits de souscription	33 559	1.1100	97 295
Sangster, Brant G.	4		O	2015-10-21	D	56 - Attribution de droits de souscription	21 284	1.1100	85 020
Slavens, Eric W.	4		O	2015-10-21	D	56 - Attribution de droits de souscription	25 113	1.1100	88 849
<i>Droits Restricted Share Units</i>									
Kaufield, Jennifer Ann	5		O	2015-10-21	D	56 - Attribution de droits de souscription	32 410	1.1100	32 410
Moran, Kevin Leslie Murray	5		O	2008-12-17	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2015-10-21	D	56 - Attribution de droits de souscription	208 027	1.1100	208 027
Nelson, Scott Eugene	5		O	2015-10-21	D	56 - Attribution de droits de souscription	140 179	1.1100	140 179
<i>Options</i>									
Kaufield, Jennifer Ann	5		O	2015-10-23	D	51 - Exercice d'options	(75 000)		250 000
Moran, Kevin Leslie Murray	5		O	2015-10-23	D	51 - Exercice d'options	(75 000)		725 000
Nelson, Scott Eugene	5		O	2015-10-23	D	51 - Exercice d'options	(300 000)		1 300 000
Pridham, Gordon E.	4		O	2015-10-22	D	51 - Exercice d'options	(50 000)		100 000
Sangster, Brant G.	4		O	2015-10-23	D	51 - Exercice d'options	(25 000)		100 000
Slavens, Eric W.	4		O	2015-10-21	D	51 - Exercice d'options	(50 000)		100 000
<b>TORC Oil &amp; Gas Ltd.</b>									
<i>Actions ordinaires</i>									
Manchester, Shane	5		O	2015-10-23	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(5 000)	6.7100	174 004
Strachan, Eric	5								
RRSP	PI		O	2015-10-23	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	5 552	6.7400	100 552
RRSP (OTC)	PI		O	2015-10-23	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	2 152	6.7400	5 552
			O	2015-10-23	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	(5 552)	6.7400	0
<b>Torstar Corporation</b>									
<i>Actions sans droit de vote Class B</i>									
Fleming, Derek John	7		O	2015-10-16	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			500
<i>Droits Restricted Share Units</i>									
McLeod, Ian Alexander	7		O	2012-01-02	D	59 - Exercice au comptant	(2 598)		
			M	2012-01-02	D	59 - Exercice au comptant	(2 598)		4 979
<i>Options Class B non-voting shares</i>									
Fleming, Derek John	7		O	2015-10-16	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			4 324
<b>Touchstone Exploration Inc.</b>									
<i>Actions ordinaires</i>									
Baay, Paul Raymond	4, 5		O	2015-10-23	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	8 516	0.2275	999 949
Budau, Christopher Scott	5		O	2015-10-23	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	5 219	0.2275	146 240
McKINNON, KENNETH RICHARD	4		O	2015-10-23	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	3 663	0.2275	176 843
Ruttan, Corey Christopher	4, 5		O	2015-10-23	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	3 663	0.2275	241 631



Emetteur	Rela- tion	Re- tard	État opé- ra- tion	Date de l'opération	Emp- rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
Titre									
Initié									
Porteur inscrit									
Shipka, James	5		O	2015-10-23	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	5 036	0.2275	156 338
<b>Transat A.T. inc.</b>									
<i>Action à droit de vote de catégorie B</i>									
Chabot, Lucie	4		O	2015-10-22	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
<b>Transcontinental inc.</b>									
<i>Actions à droit de vote subalterne Catégorie A</i>									
Marcoux, Rémi	4, 6		O	2015-10-21	D	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	(98 000)	19.9700	0
<i>Unités d'actions différées (UAD)/Deferred share unit (DSU)</i>									
Desaulniers, Christine	7, 5		O	2015-10-21	D	56 - Attribution de droits de souscription	215	20.1800	25 801
Lavolette, Katya	5		O	2015-10-21	D	56 - Attribution de droits de souscription	13	20.1800	1 444
LeCavalier, Donald	5		O	2015-10-21	D	56 - Attribution de droits de souscription	1	20.1800	144
Marcoux, Isabelle	4		O	2015-10-21	D	56 - Attribution de droits de souscription	48	20.1800	5 826
Marcoux, Pierre	4, 7		O	2015-10-21	D	56 - Attribution de droits de souscription	5	20.1800	553
Markle, Edward John	7, 5		O	2015-10-21	D	56 - Attribution de droits de souscription	145	20.1800	17 300
Olivier, François	4, 7, 5		O	2015-10-21	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 319	20.1800	157 826
Reid, Brian	7, 5		O	2015-10-21	D	56 - Attribution de droits de souscription	153	20.1800	18 320
<i>Unités d'actions différées (UAD-administrateurs) / (DSU-directors)</i>									
Bouchard, Lucien	4		O	2015-10-21	D	56 - Attribution de droits de souscription	530	20.8100	
			M	2015-10-21	D	56 - Attribution de droits de souscription	530	20.1600	63 404
Dubois, Claude	4		O	2015-10-21	D	56 - Attribution de droits de souscription	507	20.1600	60 663
Fitzgibbon, Pierre	4		O	2015-10-21	D	56 - Attribution de droits de souscription	137	20.1600	16 300
Fortin, Richard	4		O	2015-10-21	D	56 - Attribution de droits de souscription	559	20.1600	66 830
Marcoux, Nathalie	4, 6		O	2015-10-21	D	56 - Attribution de droits de souscription	186	20.1600	22 291
Martini, Anna	4		O	2015-10-21	D	56 - Attribution de droits de souscription	217	20.1600	26 005
Plourde, Mario	4		O	2015-10-21	D	56 - Attribution de droits de souscription	13	20.1600	1 624
Roy, François R.	4		O	2015-10-21	D	56 - Attribution de droits de souscription	132	20.1600	15 774
Saputo, Lino Anthony	4		O	2015-10-21	D	56 - Attribution de droits de souscription	375	20.1600	44 821
Tremblay, André	4		O	2015-10-21	D	56 - Attribution de droits de souscription	306	20.1600	36 669
<i>Unités d'actions restreintes (UAR) / Restricted share unit (RSU)</i>									
Desaulniers, Christine	7, 5		O	2015-10-21	D	56 - Attribution de droits de souscription	140	20.1800	38 287
			O	2015-10-21	D	56 - Attribution de droits de souscription	122	20.1800	38 409
Gentiletti, Nelson	7, 5		O	2015-10-21	D	56 - Attribution de droits de souscription	310	20.1800	86 118
			O	2015-10-21	D	56 - Attribution de droits de souscription	268	20.1800	86 386
Lavolette, Katya	5		O	2015-10-21	D	56 - Attribution de droits de souscription	116	20.1800	32 160
			O	2015-10-21	D	56 - Attribution de droits de souscription	100	20.1800	32 260
LeCavalier, Donald	5		O	2015-10-21	D	56 - Attribution de droits de souscription	60	20.1800	21 539
			O	2015-10-21	D	56 - Attribution de droits de souscription	74	20.1800	21 613
Marcoux, Pierre	4, 7		O	2015-10-21	D	56 - Attribution de droits de souscription	63	20.1800	21 304
			O	2015-10-21	D	56 - Attribution de droits de souscription	54	20.1800	21 358
Markle, Edward John	7, 5		O	2015-10-21	D	56 - Attribution de droits de souscription	265	20.1800	70 936
			O	2015-10-21	D	56 - Attribution de droits de souscription	228	20.1800	71 164
Olivier, François	4, 7, 5		O	2015-10-21	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 213	20.1800	368 295
			O	2015-10-21	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 051	20.1800	369 346
Reid, Brian	7, 5		O	2015-10-21	D	56 - Attribution de droits de souscription	316	20.1800	90 762
			O	2015-10-21	D	56 - Attribution de droits de souscription	274	20.1800	91 036
<b>Tricon Capital Group Inc.</b>									
<i>Actions ordinaires</i>									
Tricon Capital Group Inc.	1		O	2015-10-19	D	38 - Rachat ou annulation	700	10.7500	213 600
			O	2015-10-20	D	38 - Rachat ou annulation	27 500	10.7171	241 100
			O	2015-10-21	D	38 - Rachat ou annulation	30 000	10.7078	271 100
			O	2015-10-22	D	38 - Rachat ou annulation	3 400	10.7350	274 500
			O	2015-10-26	D	38 - Rachat ou annulation	27 700	10.7486	302 200
			O	2015-10-27	D	38 - Rachat ou annulation	30 000	10.6750	332 200
<b>Tuscany Energy Ltd.</b>									
<i>Actions ordinaires</i>									
Lamond, Robert William	4, 6, 5								

Emetteur	Relation	Retard	État opéré	Date de l'opération	Emprise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
<b>Titre</b>									
<b>Initié</b>									
<b>Porteur inscrit</b>									
Lamond Investments Ltd.	PI		O	2015-10-22	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	20 000	0.1000	910 074
			O	2015-10-23	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	18 500	0.0950	928 574
			O	2015-10-27	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 500	0.0950	930 074
<b>U.S. Dividend Growers Income Corp.</b>									
<i>Actions ordinaires Equity Shares</i>									
U.S. Dividend Growers Income Corp.	1		O	2015-10-20	D	38 - Rachat ou annulation	6 600	8.6324	474 900
			O	2015-10-21	D	38 - Rachat ou annulation	1 800	8.6167	476 700
			O	2015-10-22	D	38 - Rachat ou annulation	500	8.9600	477 200
			O	2015-10-23	D	38 - Rachat ou annulation	4 700	8.9213	481 900
			O	2015-10-26	D	38 - Rachat ou annulation	3 200	8.8547	485 100
<b>Uni-Sélect Inc.</b>									
<i>Unités d'actions différées (UAD) / Deferred Share Unit Plan</i>									
Arndt, Steve	5		O	2015-10-20	D	35 - Dividende en actions	12	59.7620	4 545
Buzzard, James E.	4		O	2015-10-20	D	35 - Dividende en actions	26	59.7620	9 891
Chevrier, Robert	4		O	2015-10-20	D	35 - Dividende en actions	93	59.7620	35 045
Courville, André	4		O	2015-10-20	D	35 - Dividende en actions	5	59.7620	1 986
Curadeau-Grou, Patricia	4		O	2015-10-20	D	35 - Dividende en actions	20	59.7620	7 600
Dulac, Jean	4		O	2015-10-20	D	35 - Dividende en actions	6	59.7620	2 368
Hall, Jeffrey	4		O	2015-10-20	D	35 - Dividende en actions	1	59.7620	202
Hotte, Annie	5		O	2015-10-20	D	35 - Dividende en actions	7	59.7620	2 673
Juneau, Louis	5		O	2015-10-20	D	35 - Dividende en actions	7	59.7620	2 766
Keister, Richard Lewis	4		O	2015-10-20	D	35 - Dividende en actions	12	59.7620	4 575
Labrecque, Martin	5		O	2015-10-20	D	35 - Dividende en actions	4	59.7620	1 609
Lees-Buckley, Henry	5		O	2015-10-20	D	35 - Dividende en actions	7	59.7620	2 493
O'Connor, Gary	5		O	2015-10-20	D	35 - Dividende en actions	8	59.7620	2 856
Roy, Richard G	4		O	2015-10-20	D	35 - Dividende en actions	20	59.7620	7 567
Welvaert, Dennis	4		O	2015-10-20	D	35 - Dividende en actions	10	59.7620	3 762
<b>Uranium Participation Corporation</b>									
<i>Actions ordinaires</i>									
Uranium Participation Corporation	1		O	2015-10-21	D	38 - Rachat ou annulation	59 300	5.2843	2 342 800
			O	2015-10-23	D	38 - Rachat ou annulation	24 700	5.2835	2 367 500
<b>Valeant Pharmaceuticals International, Inc.</b>									
<i>Actions ordinaires</i>									
Chai-Onn, Robert Roswell	5		O	2015-10-20	D	57 - Exercice de droits de souscription	1 677	146.7400USD	63 316
			O	2015-10-20	D	97 - Autre	(876)	146.7400USD	62 440
Farmer, Ron	4		O	2015-10-21	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 000	193.0000	15 032
			O	2015-10-21	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	500	158.7900	15 532
Valeant Pharmaceuticals International, Inc.	1		O	2015-10-21	D	38 - Rachat ou annulation	200 000	111.5000USD	200 000
			O	2015-10-26	D	38 - Rachat ou annulation	(200 000)		0
<i>Droits Restricted Share Units (RSUs)</i>									
Chai-Onn, Robert Roswell	5		O	2015-10-20	D	57 - Exercice de droits de souscription	(1 677)	146.7400USD	1 678
Rosiello, Robert	5		O	2015-10-20	D	56 - Attribution de droits de souscription	7 875	146.7400USD	20 775
<b>Vanadiumcorp Resource Inc.</b>									
<i>Actions ordinaires</i>									
Hewlett, John	4		O	2015-10-21	D	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	463 333	0.0300	3 198 265
<i>Bons de souscription</i>									
Hewlett, John	4		O	2015-10-21	D	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	463 333	0.0600	2 713 333
<b>Velan Inc.</b>									
<i>Actions à droit de vote subalterne</i>									
MacKinnon, Kenneth Joseph Chisholm	4		O	2015-10-26	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2 000	15.8800	7 000
<b>Veresen Inc.</b>									
<i>Actions ordinaires</i>									
Charron, John Paul	4								
BMO	PI	R	O	2015-10-15	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	10 000	11.7250	30 000
King, Kevan Scott	5								
BMO Nesbitt Burns	PI		O	2015-10-26	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	26	11.0777	3 530



Emetteur	Relation	Retard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
<b>Village Farms International, Inc.</b>									
<i>Actions ordinaires</i>									
Porteur inscrit BMO Nesbitt Burns RRSP	PI		O	2015-10-26	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	21	11.0777	2 904
<b>Vista Gold Corp.</b>									
<i>Bons de souscription</i>									
Sun Valley Gold LLC	3								
Client Accounts	PI		O	2015-10-22	C	55 - Expiration de bons de souscription	(2 173 913)		0
Sun Valley Gold Master Fund, Ltd.	3		O	2015-10-22	D	55 - Expiration de bons de souscription	(1 673 913)		0
<i>Common Stock Warrant</i>									
Clark, John	4		O	2015-10-22	D	55 - Expiration de bons de souscription	(10 869)		0
Earnest, Frederick H.	5		O	2015-10-22	D	55 - Expiration de bons de souscription	(20 000)		0
Eppler, W. Durand	7		O	2015-10-22	D	55 - Expiration de bons de souscription	(70 000)		0
Richings, Michael	4		O	2015-10-22	D	55 - Expiration de bons de souscription	(25 000)		0
<b>Wesdome Gold Mines Ltd.</b>									
<i>Actions ordinaires</i>									
PAGE, CHARLES ELIJAH	4		O	2015-10-20	D	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	500 000	1.0000	550 000*
Smith, Barry George	4								
B G Smith Inc	PI		O	2013-08-26	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2015-10-20	I	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	1 000 000	1.0000	1 000 000
Uloth, Rowland Wallace	4								
R W Uloth Inc	PI		O	2013-08-26	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2015-10-20	I	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	1 000 000	1.0000	1 000 000
<b>Western Lithium USA Corporation</b>									
<i>Actions ordinaires</i>									
Chmelauskas, Jay	5		O	2015-10-27	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	25 000	0.3000	1 025 833*
Honor, B. Matthew	4		O	2014-04-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2015-10-27	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	17 000	0.2929	17 000*
Kanellitsas, John	4		O	2015-10-21	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	59 000	0.2100USD	3 427 851*
Krepiakovich, Terry	4		O	2015-10-27	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	10 000	0.2950	10 000*
<b>Western Uranium Corporation (formerly known as Homeland Uranium Inc.)</b>									
<i>Actions ordinaires</i>									
The Siebels Hard Asset Fund Ltd.	3		O	2015-06-09	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			M	2015-06-09	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			1 159 700
<b>Xebec Adsorption Inc.</b>									
<i>Actions ordinaires</i>									
AWM Investment Company, Inc.	3								
Special Situations Fund III QP, L.P.	PI		O	2015-10-26	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(592 000)	0.0458USD	1 192 727
Greenhouse, David	6								
Special Situations Fund III QP, L.P.	PI		O	2015-10-26	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(592 000)	0.0458USD	1 192 727
Marxe, Austin	6								
Special Situations Fund III QP, L.P.	PI		O	2015-10-26	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(592 000)	0.0458USD	1 192 727
Stettner, Adam	6								
Special Situations Fund III QP, L.P.	PI		O	2015-10-26	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(592 000)	0.0458USD	1 192 727
<b>Yieldplus Income Fund</b>									
<i>Parts de fiducie</i>									
YIELDPLUS Income Fund	1		O	2015-10-20	D	38 - Rachat ou annulation	600	6.1600	88 995 353
			O	2015-10-22	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(19 100)	6.2417	88 976 253
			O	2015-10-23	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(39 229)	6.2628	88 937 024
			O	2015-10-26	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(19 500)	6.2703	88 917 524
<b>Zargon Oil &amp; Gas Ltd.</b>									
<i>Actions ordinaires</i>									
Burden, Leslie Edward	5		O	2015-09-30	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	480	1.4796	
			M	2015-09-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	480	1.4796	22 035
			O	2015-10-15	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	468	1.5200	

Émetteur	Relation	Retard	État opé-	Date de	Emp-	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
Titre			ration	l'opération	rise				
Initié									
Porteur inscrit									
			M	2015-10-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	468	1.5200	22 503
			O	2015-10-16	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	98	1.5101	
			M	2015-10-16	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	98	1.5101	22 601
L Burden RRSP	PI		O	2015-09-30	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	720	1.4796	
			M	2015-09-30	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	720	1.4796	22 829
			O	2015-10-15	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	701	1.5200	
			M	2015-10-15	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	701	1.5200	23 530
			O	2015-10-16	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	146	1.5101	
			M	2015-10-16	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	146	1.5101	23 676
Doetzel, Randolph John	5		O	2015-10-15	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 327	1.5200	
			M	2015-10-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	1 327	1.5200	1 370
Hansen, Craig Henry	4, 5		O	2015-09-30	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	899	1.4796	
		R	M	2015-09-30	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	897	1.4796	
			M'	2015-09-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	897	1.4796	1 159 887
			O	2015-10-15	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	873	1.5200	
			M	2015-10-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	873	1.5200	1 160 760
			O	2015-10-16	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	244	1.5101	
			M	2015-10-16	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	244	1.5101	1 161 004
C Hansen - Registered	PI		O	2015-10-05	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100	1.4400	
			M	2015-10-05	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	100	1.4400	
			M'	2015-10-05	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100	1.4400	592 766
			O	2015-09-30	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	483	1.4796	
			M	2015-09-30	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	483	1.4796	592 666
			O	2015-10-15	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	470	1.5200	
			M	2015-10-15	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	470	1.5200	593 236
			O	2015-10-16	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	131	1.5101	
			M	2015-10-16	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	131	1.5101	593 367
Hustad, Christopher Michael	5		O	2015-09-30	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 247	1.4796	
			M	2015-09-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	1 247	1.4796	36 038
			O	2015-10-15	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 214	1.5200	
			M	2015-10-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	1 214	1.5200	37 252
			O	2015-10-16	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	220	1.5101	
			M	2015-10-16	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	220	1.5101	37 472
Janjua, Pete Hardeep Singh	5		O	2015-09-30	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 284	1.4796	
			M	2015-09-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	1 284	1.4796	29 832
			O	2015-10-15	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 250	1.5200	
			M	2015-10-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	1 250	1.5200	31 082
			O	2015-10-16	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	189	1.5101	
			M	2015-10-16	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	189	1.5101	31 271
Kergan, Brian	5		O	2015-09-30	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	777	1.4796	
			M	2015-09-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	777	1.4796	70 120
			O	2015-10-15	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	757	1.5200	
			M	2015-10-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	757	1.5200	70 877
			O	2015-10-16	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	179	1.5101	
			M	2015-10-16	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	179	1.5101	71 056
B Kergan - Registered	PI		O	2015-09-30	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	518	1.4796	
			M	2015-09-30	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	518	1.4796	38 671
			O	2015-10-15	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	504	1.5200	
			M	2015-10-15	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	504	1.5200	39 175
			O	2015-10-16	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	119	1.5101	
			M	2015-10-16	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	119	1.5101	39 294
Moriyama, Robert Todd	5		O	2015-09-30	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	666	1.4796	
			M	2015-09-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	666	1.4796	23 854
			O	2015-10-15	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	648	1.5200	
			M	2015-10-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	648	1.5200	24 502
			O	2015-10-16	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	153	1.5101	

Émetteur	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
Titre									
Initié									
Porteur inscrit									
R Moriyama - Registered	PI		M	2015-10-16	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	153	1.5101	24 655
			O	2015-09-30	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	666	1.4796	
			M	2015-09-30	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	666	1.4796	17 890
			O	2015-10-15	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	648	1.5200	
			M	2015-10-15	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	648	1.5200	18 538
			O	2015-10-16	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	98	1.5101	
			M	2015-10-16	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	98	1.5101	18 636
Post, Jeffrey Nicholas	5								
Jeffrey Post - RRSP	PI		O	2015-09-30	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	608	1.4796	
			M	2015-09-30	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	608	1.4796	22 164
			O	2015-10-15	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	592	1.5200	
			M	2015-10-15	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	592	1.5200	22 756
			O	2015-10-16	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	143	1.5101	
			M	2015-10-16	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	143	1.5101	22 899
Marina Post - Spousal RRSP	PI		O	2015-09-30	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	406	1.4796	
			M	2015-09-30	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	406	1.4796	2 449
			O	2015-10-15	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	395	1.5200	
			M	2015-10-15	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	395	1.5200	2 844
			O	2015-10-16	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	14	1.5101	
			M	2015-10-16	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	14	1.5101	2 858

**ANNEXE 3 LISTE DES OPÉRATIONS D'INITIÉS DÉCLARÉES HORS DÉLAI (FORMAT ÉLECTRONIQUE - SEDI)****Depuis le 1<sup>er</sup> novembre 2010, le délai de dépôt d'une déclaration d'initié est passé à cinq jours civils (sauf pour les déclarations initiales)**

Vous trouverez, sous la présente annexe, une liste des opérations d'initiés déclarées hors délai dans le Système électronique de déclaration des initiés (SEDI). Il s'agit de la liste des initiés qui n'ont pas déclaré leur emprise ou une modification à leur emprise à l'intérieur des délais prescrits par la Loi. Cette liste est publiée chaque semaine, mais les opérations déclarées hors délai n'y apparaissent qu'une seule fois.

Le détail des opérations déposées en retard est publié à l'Annexe B1 (Déclarations d'initiés SEDI). Ces opérations sont codifiées « R ».

L'information publiée dans cette annexe est tirée du rapport hebdomadaire produit par le Système électronique de déclaration des initiés (SEDI).

Les initiés ou leurs agents autorisés sont responsables des informations entrées dans le système et, par conséquent, de celles contenues dans le présent rapport. L'information entrée directement dans SEDI prévaut toutefois sur celle présentée ci-dessous. Certaines informations entrées par les initiés ou leurs agents, qui ne sont pas automatiquement traduites par le système, peuvent être publiées en français ou en anglais.

Le personnel rappelle aux initiés qu'ils doivent, en vertu de la Loi sur les valeurs mobilières (LVM), déclarer leur emprise ou une modification à leur emprise sur les titres d'un émetteur assujéti au Québec de façon exacte et claire et ce, dans un délai de cinq jours, sauf dans certains cas précis.

L'initié qui ne déclare pas, dans les délais requis, toute modification à son emprise sur les titres de l'émetteur à l'égard duquel il est initié peut être tenu au paiement d'une sanction administrative pécuniaire ou être passible d'une amende à la suite d'une poursuite pénale.

La sanction administrative pécuniaire est prévue à l'article 274.1 LVM et à l'article 271.14 du Règlement sur les valeurs mobilières (RVM). Cette sanction administrative pécuniaire est imposée aux initiés des émetteurs assujétis pour lesquels le Québec agit à titre d'autorité principale. Afin de bien les identifier, les opérations de ces initiés apparaissent en caractère gras dans la présente Annexe. Cette sanction administrative pécuniaire est de 100 \$ par omission de déclarer pour chaque jour au cours duquel il est en défaut, jusqu'à concurrence d'une somme maximale de 5 000 \$.

L'infraction pouvant faire l'objet d'une poursuite pénale est prévue à l'article 202 LVM. Sauf disposition particulière, toute personne qui contrevient à une disposition de la LVM commet une infraction et est passible d'une amende minimale, selon le plus élevé des montants, de 2 000 \$ dans le cas d'une personne physique et de 3 000 \$ dans le cas d'autres personnes, ou du double du bénéfice réalisé. Le montant maximal de l'amende est, selon le plus élevé des montants, de 150 000 \$ dans le cas d'une personne physique et de 200 000 \$ dans le cas d'autres personnes, ou du quadruple du bénéfice réalisé. Pour informations, veuillez communiquer avec l'Autorité des marchés financiers.

Opérations d'initiés déclarées hors délai					
Initié	Émetteur		Date de l'opération	Date de réception	Autorité principale
<b>Antony, Stephen</b>	Energy Fuels Inc.		2015-09-25	2015-10-28	ON
<b>BAKER, TIMOTHY CLIVE</b>	Golden Star Resources Ltd.		2015-10-16	2015-10-27	ON
<b>Benthin, Mark</b>	<b>Groupe DMD connexions santé numériques inc. (anciennement Aptilon Corporation)</b>		<b>2015-10-19</b>	<b>2015-10-25</b>	<b>QC</b>
<b>Buskard, James Livingstone</b>	Nevada Exploration Inc.		2015-10-19	2015-10-26	BC
<b>Charron, John Paul</b>	Veresen Inc.		2015-10-15	2015-10-23	AB
<b>Dhir, Anu</b>	Golden Star Resources Ltd.		2015-10-16	2015-10-27	ON
<b>Doyle, Robert Emmet</b>	Golden Star Resources Ltd.		2015-10-16	2015-10-27	ON
<b>Driver, Cyrus</b>	Nevada Exploration Inc.		2015-10-19	2015-10-27	BC
<b>Favreau, Brad</b>	RDM Corporation		2015-05-01	2015-10-22	ON
<b>Hahn, Gregory Arthur</b>	Canamex Resources Corp.		2015-10-22	2015-10-28	BC
<b>Hansen, Craig Henry</b>	Zargon Oil & Gas Ltd.		2015-09-30	2015-10-28	AB
<b>Higgs, Dennis</b>	Nevada Exploration Inc.		2015-10-19	2015-10-26	BC
<b>Hodges, Wade</b>	Nevada Exploration Inc.		2015-10-19	2015-10-26	BC
<b>Hoyt, Casey</b>	Patient Home Monitoring Corp.		2015-07-10	2015-10-23	BC
<b>Jensen, Bruce Wayne</b>	Bonavista Energy Corporation		2015-10-15	2015-10-23	AB
<b>Jensen, Tony</b>	Golden Star Resources Ltd.		2015-10-16	2015-10-27	ON
<b>Larson, John</b>	Nevada Exploration Inc.		2015-10-19	2015-10-26	BC
<b>Leboe, Benjamin Donald</b>	Nevada Exploration Inc.		2015-10-19	2015-10-26	BC

Opérations d'initiés déclarées hors délai				
Initié	Émetteur	Date de l'opération	Date de réception	Autorité principale
<b>Moore, Michael</b>	Patient Home Monitoring Corp.	2015-07-10	2015-10-23	BC
<b>Nyilassy, Simon</b>	Partners Real Estate Investment Trust	2015-08-24	2015-10-26	ON
<b>Pridham, Gordon E.</b>	Titanium Corporation Inc.	2015-10-15	2015-10-21	AB
	Titanium Corporation Inc.	2015-10-15	2015-10-21	AB
<b>Ranger, Colin</b>	Bonavista Energy Corporation	2015-10-08	2015-10-24	AB
<b>Skakun, Lisa</b>	Mogo Finance Technology Inc.	2015-10-13	2015-10-27	BC
<b>Smith Affiliated Capital Corp.</b>	Central GoldTrust	2011-08-10	2015-10-21	ON
	Central GoldTrust	2011-08-10	2015-10-21	ON
	Central GoldTrust	2011-08-10	2015-10-21	ON
	Central GoldTrust	2011-08-10	2015-10-21	ON
	Central GoldTrust	2011-08-10	2015-10-21	ON
	Central GoldTrust	2011-08-19	2015-10-21	ON
	Central GoldTrust	2011-08-23	2015-10-21	ON
	Central GoldTrust	2011-08-23	2015-10-21	ON
	Central GoldTrust	2011-08-23	2015-10-21	ON
	Central GoldTrust	2011-08-25	2015-10-21	ON
	Central GoldTrust	2011-08-25	2015-10-21	ON
	Central GoldTrust	2011-09-13	2015-10-21	ON
	Central GoldTrust	2011-09-14	2015-10-21	ON
	Central GoldTrust	2011-09-14	2015-10-21	ON
	Central GoldTrust	2011-09-14	2015-10-21	ON
	Central GoldTrust	2011-09-14	2015-10-21	ON
	Central GoldTrust	2011-09-14	2015-10-21	ON
	Central GoldTrust	2011-09-14	2015-10-21	ON
	Central GoldTrust	2011-09-14	2015-10-21	ON
	Central GoldTrust	2011-09-14	2015-10-21	ON
	Central GoldTrust	2011-09-14	2015-10-21	ON
	Central GoldTrust	2011-09-14	2015-10-21	ON
	Central GoldTrust	2011-09-15	2015-10-21	ON
	Central GoldTrust	2011-09-26	2015-10-21	ON
<b>Strauss, James Digby Ronald</b>	Altius Minerals Corporation	2015-10-13	2015-10-23	NF
<b>Tapp, Stephen</b>	<b>Groupe Stingray Digital Inc.</b>	<b>2015-08-11</b>	<b>2015-10-22</b>	<b>QC</b>
<b>The Intertain Group Limited</b>	The Intertain Group Limited	2015-09-21	2015-10-28	ON

Opérations d'initiés déclarées hors délai					
Initié	Émetteur		Date de l'opération	Date de réception	Autorité principale
	The Intertain Group Limited		2015-09-21	2015-10-28	ON
	The Intertain Group Limited		2015-09-21	2015-10-28	ON
<b>Tullar, Kenneth</b>					
	Nevada Exploration Inc.		2015-10-19	2015-10-26	BC
<b>Vaughn, David Eugene</b>					
	AgJunction Inc. (formerly Hemisphere GPS Inc.)		2015-10-19	2015-10-26	AB
<b>Yeates, William Lee</b>					
	Golden Star Resources Ltd.		2015-10-16	2015-10-27	ON

**ANNEXE 4 - LISTE DES TITRES POUVANT CONSTITUER DES ACTIONS VALIDES POUR  
L'APPLICATION DU RÉGIME D'ÉPARGNE-ACTIONS II**

Dénomination	Mode de placement	Date du placement ou de la décision anticipée	Titres	Date maximale d'admissibilité
Acasti Pharma Inc.	Actions inscrites	2014-01-24	Actions ordinaires	2017-12-31
Clifton Star Resources Inc.	Actions inscrites	2013-11-22	Actions ordinaires	2016-12-31
CO <sub>2</sub> Solution inc.	Actions inscrites	2014-11-03	Actions ordinaires	2017-12-31
DEQ Systèmes Corp.	Actions inscrites	2013-06-17	Actions ordinaires	2016-12-31
Diagnocure Inc.	Actions inscrites	2014-01-01	Actions ordinaires	2017-12-31
DIAGNOS inc.	Actions inscrites	2013-12-05	Actions ordinaires	2016-12-31
Ergorecherche Ltée	Actions inscrites	2012-12-18	Actions ordinaires	2015-12-31
Groupe d'Alimentation MTY Inc.	Actions inscrites	2013-01-14	Actions ordinaires	2016-12-31
Groupe de Jeux Amaya Inc.	Actions inscrites	2012-07-05	Actions ordinaires	2015-12-31
Groupe CVTech inc.	Actions inscrites	2014-08-12	Actions ordinaires	2017-12-31
H <sub>2</sub> O Innovation inc.	Actions inscrites	2013-09-25	Actions ordinaires	2016-12-31
Innovente inc.	Actions inscrites	2012-12-13	Actions ordinaires	2015-12-31
Intema Solutions inc.	Actions inscrites	2013-12-20	Actions ordinaires	2016-12-31
Junex inc.	Actions inscrites	2014-10-16	Actions ordinaires	2017-12-31
Les Technologies Clemex Inc.	Actions inscrites	2013-04-17	Actions ordinaires	2016-12-31
Manac Inc.	Actions inscrites	2013-11-20	Actions ordinaires	2016-12-31
Lumenpulse inc.	Actions inscrites	2014-03-19	Action ordinaires	2017-12-31
Medicago Inc.	Actions inscrites	2013-02-28	Actions ordinaires	2016-12-31
Mines Richmond Inc.	Actions inscrites	2014-04-10	Actions ordinaires	2017-12-31
Mines Virginia inc.	Actions inscrites	2013-11-29	Actions ordinaires	2016-12-31
Neptune Technologies et Bioressources Inc.	Actions inscrites	2014-01-01	Actions ordinaires	2017-12-31



Dénomination	Mode de placement	Date du placement ou de la décision anticipée	Titres	Date maximale d'admissibilité
Novik inc.	Actions inscrites	2013-12-01	Actions ordinaires	2016-12-31
Opsens inc.	Actions inscrites	2014-01-21	Actions ordinaires	2017-12-31
Orbite Aluminae Inc.	Actions inscrites	2013-07-19	Actions ordinaires	2016-12-31
Parta Dialogue Inc.	Actions inscrites	2012-03-28	Actions ordinaires	2015-12-31
Pediapharm inc.	Actions inscrites	2013-11-26	Actions ordinaires	2016-12-31
Pétrolia Inc.	Actions inscrites	2014-02-21	Actions ordinaires	2017-12-31
ProMetic Sciences de la Vie inc.	Actions inscrites	2013-09-27	Actions ordinaires	2016-12-31
Ressources Méтанor Inc.	Actions inscrites	2012-01-16	Actions ordinaires	2015-12-31
Technologies D-Box inc.	Placement privé	2013-12-04	Actions ordinaires	2016-12-31
Technologies SENSIO inc.	Actions inscrites	2012-09-12	Actions ordinaires	2015-12-31
TSO <sub>3</sub> inc.	Actions inscrites	2012-04-17	Actions ordinaires	2015-12-31
Urbanimmersive Technologies Inc.	Actions inscrites	2012-10-01	Actions ordinaires	2015-12-31